

# **SOLUTIONS MONDIALES, PARTENARIATS INTERNATIONAUX**

**RAPPORT 2021 DE LA BANQUE  
EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
SUR LE DÉVELOPPEMENT**



**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE* 



# **SOLUTIONS MONDIALES, PARTENARIATS INTERNATIONAUX**

**RAPPORT 2021 DE LA BANQUE  
EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
SUR LE DÉVELOPPEMENT**



**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

**Solutions mondiales, partenariats internationaux**  
**Rapport 2021 de la Banque européenne d'investissement sur le développement**

© Banque européenne d'investissement, 2021.

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

info@eib.org

www.eib.org

twitter.com/eib

facebook.com/europeaninvestmentbank

youtube.com/eibtheeubank

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante :  
publications@eib.org.

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter notre site web, à l'adresse [www.eib.org](http://www.eib.org). Vous pouvez également vous adresser à [info@eib.org](mailto:info@eib.org). Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse [www.eib.org/sign-up](http://www.eib.org/sign-up).

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier Munken Polar, bouffant 1.13, FSC® Mix blanc.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres.

Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique.

Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

eBook: QH-02-21-232-FR-E ISBN 978-92-861-5053-1 doi:10.2867/842827  
print: QH-02-21-232-FR-C ISBN 978-92-861-5005-0 doi:10.2867/335916  
html: QH-02-21-232-FR-Q ISBN 978-92-861-4995-5 doi:10.2867/818826  
pdf: QH-02-21-232-FR-N ISBN 978-92-861-4999-3 doi:10.2867/03316

Imprimé par Imprimerie Centrale



# SOMMAIRE

## **4 AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT**

## **6 DONNÉES SUR LES PROJETS DANS LE MONDE ENTIER**

## **10 SOLUTIONS ET PARTENARIATS**

- 10 PANDÉMIE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT : QUELLES SONT LES INCIDENCES DU COVID-19 SUR LE DÉVELOPPEMENT ?
- 14 COVAX : SOLIDARITÉ DANS LE DOMAINE DES VACCINS
- 16 PANDÉMIE ET HÔPITAUX MAROCAINS : UN SOULAGEMENT RAPIDE
- 19 ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT : ATTÉNUER L'IMPACT DU COVID-19 AU MAROC ET EN TUNISIE
- 20 CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT : CALCULER LES RISQUES LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT
- 24 CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉGALITÉ DES SEXES : LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES GRÂCE À L'ÉGALITÉ
- 27 PLATEFORME DU FINANCEMENT CLIMATIQUE LUXEMBOURG-BEI : RÉDUIRE LES RISQUES ASSOCIÉS AUX INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE CLIMATIQUE
- 28 CACAO ET FORÊTS DURABLES EN CÔTE D'IVOIRE : PAS DE BOIS, PAS DE CHOCOLAT
- 30 OUVRAGES HYDRAULIQUES EN AFRIQUE DE L'EST : UN FLUX CRÉATIF
- 34 EAU ET TRANSFERT DE CONNAISSANCES : PARTAGEZ CE QUE VOUS SAVEZ
- 36 POLLUTION PLASTIQUE DANS LES OCÉANS : PROTÉGER LES VOIES NAVIGABLES
- 37 SOLUTIONS DANS LE SECTEUR DE L'EAU AU NIGER : DE L'EAU POTABLE CONTRE LA VIOLENCE
- 38 TRANSPORTS DURABLES ET ÉGALITÉ DES SEXES : TOUT LE MONDE À BORD!
- 40 INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES : DU CRÉDIT LÀ OÙ IL FAIT DÉFAUT
- 42 PAYS FRAGILES OU TOUCHÉS PAR UN CONFLIT : COMMENT PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE ?
- 44 DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES AUTOCHTONES AU HONDURAS : COMMENT ÊTRE À L'ÉCOUTE ?
- 46 URBANISME EN AFRIQUE : PROSPÉRITÉ DANS LA VILLE
- 48 TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : À RISQUE PLUS ÉLEVÉ, RÉMUNÉRATION À L'AVENANT
- 50 CAPITAL-RISQUE : DES APPORTS DE FONDS PROPRES POUR DES MODÈLES D'ENTREPRISE INNOVANTS
- 51 MICROFINANCE EN AFRIQUE : UNE GRANDE DIFFÉRENCE POUR LES PETITS AGRICULTEURS
- 52 PETITES ENTREPRISES GÉORGIENNES : DES FRAISES SOUS GARANTIE
- 53 AGRICULTURE MOLDAVE : CULTIVER LE SUCCÈS

## **54 L'IMPACT À LA LOUPE**

- 55 NOTRE MÉTHODE POUR ÉVALUER LES RÉSULTATS ET L'IMPACT
- 57 LES RÉSULTATS QUE NOUS ATTENDONS DES PROJETS NOUVEAUX
- 60 LA CONTRIBUTION DE LA BEI AUX PROJETS NOUVEAUX
- 62 LE CALCUL DE L'EMPREINTE CARBONE
- 63 LA MODÉLISATION DE L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE
- 64 LES RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS À TERME
- 67 LES ÉTUDES D'IMPACT APPROFONDIES
- 69 LES VOLUMES DE PRÊT

## **70 POSTFACE DES VICE-PRÉSIDENTS CHARGÉS DU DÉVELOPPEMENT**

# AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

**L**a crise climatique, les déplacements massifs de population et la dimension internationale de la pandémie de COVID-19 nous rappellent que nous ne pouvons pas relever à nous seuls les défis auxquels nous faisons face – nos solutions doivent être mondiales. La Banque européenne d'investissement est au cœur des efforts déployés par l'UE pour transformer les initiatives politiques prises par l'Europe en véritables solutions de développement sur le terrain. Ce rapport donne un aperçu des projets et initiatives essentiels que nous menons dans toutes les régions du monde qui revêtent un caractère prioritaire pour l'Union européenne, tout en fournissant des données et un éclairage sur leur impact et sur leur contribution à une architecture européenne renforcée pour le développement grâce à une série d'essais rédigés par des experts.

Bras financier de l'Union européenne et seule banque de développement détenue entièrement et exclusivement par les États membres de l'UE, la Banque européenne d'investissement confère à l'Union européenne l'autonomie stratégique nécessaire pour agir rapidement et à grande échelle.

C'est ce qui a été mis en lumière par notre contribution massive et immédiate à la riposte de l'Union européenne face au COVID-19, pilotée par la Commission européenne dans le cadre de l'équipe d'Europe. Maintenant que des vaccins contre le coronavirus sûrs et efficaces sont disponibles – nous avons investi en soutien du tout premier qui a été approuvé –, il est essentiel que les économies à faible revenu ne soient pas laissées de côté. Le concours de 600 millions d'euros que nous avons apporté à l'initiative COVAX en partenariat avec la Commission européenne représente le soutien le plus important que nous ayons jamais accordé dans le domaine de la santé publique.

En mettant l'accent sur une relance verte post-COVID-19, nous n'avons jamais perdu de vue le défi à long terme que sont les changements climatiques, que ce soit dans le cadre de nos investissements ou de l'élaboration de nouveaux instruments. Lorsque nous avons inventé les obligations vertes il y a plus de dix ans, nous savions que cette innovation remarquable n'était que le début d'un long chemin. Alors même que nous sommes en train de développer un marché entièrement nouveau pour les obligations pour le développement durable, nous continuons à œuvrer pour assurer la transparence et la responsabilité s'agissant des investissements verts à l'échelle mondiale.

Active dans plus de 140 pays, la BEI est depuis longtemps une pierre angulaire de l'architecture européenne du financement du développement. En Afrique, nous avons atteint des niveaux de prêts records en 2020, avec la signature de 5 milliards d'euros de financements, dont la moitié avec le secteur privé. Nos investissements en Afrique subsaharienne ont été effectués pour plus de 70 % dans les pays les moins avancés et les États fragiles.

Les articles que des experts ont rédigés pour ce rapport nous rappellent que nous ne cessons d'ajuster notre approche pour nous adapter et faire face à l'évolution des priorités stratégiques de l'UE et pour renforcer l'impact, l'efficacité et l'efficacé de nos opérations. C'est dans cet esprit que nous poursuivons la spécialisation de nos activités à l'extérieur de l'Union européenne. Nous voulons mettre davantage de banquiers et d'ingénieurs à la disposition des délégations de l'UE afin de renforcer encore la valeur ajoutée de l'Union européenne sur le terrain, d'accroître la visibilité de l'UE et, en fin de compte, d'avoir un impact plus



**“ Bras financier de l’Union européenne et seule banque de développement détenue entièrement et exclusivement par les États membres de l’UE, la Banque européenne d’investissement confère à l’Union européenne l’autonomie stratégique nécessaire pour agir rapidement et à grande échelle. ”**

significatif sur le développement. Cette réorganisation vise à maximiser l’incidence et la visibilité de l’UE par l’intermédiaire d’un partenaire de financement du développement œuvrant exclusivement au service de l’UE et doté d’un savoir-faire technique qui permet d’appuyer et de concrétiser les priorités de l’UE et des pays partenaires, notamment en matière de climat, de santé, de migration, d’égalité de sexes et de transformation numérique.

La Banque européenne d’investissement, par ses investissements, permet de faire le pont entre les politiques de l’UE et les projets sur le terrain. Nous sommes présents dans la quasi-totalité des pays africains, dans les pays des Balkans occidentaux en voie d’adhésion à l’UE, dans les pays voisins du Sud et de l’Est de l’UE et ailleurs dans le monde, et nous mettons à profit notre compétence sectorielle inégalée pour contribuer à la mise en œuvre d’investissements qui luttent contre la pauvreté, les maladies et la dégradation de l’environnement.

Nos projets répondent à la demande de plus en plus forte d’un partenariat plus solide entre l’Europe et le monde. Nous sommes déterminés à œuvrer pour améliorer le quotidien, main dans la main.

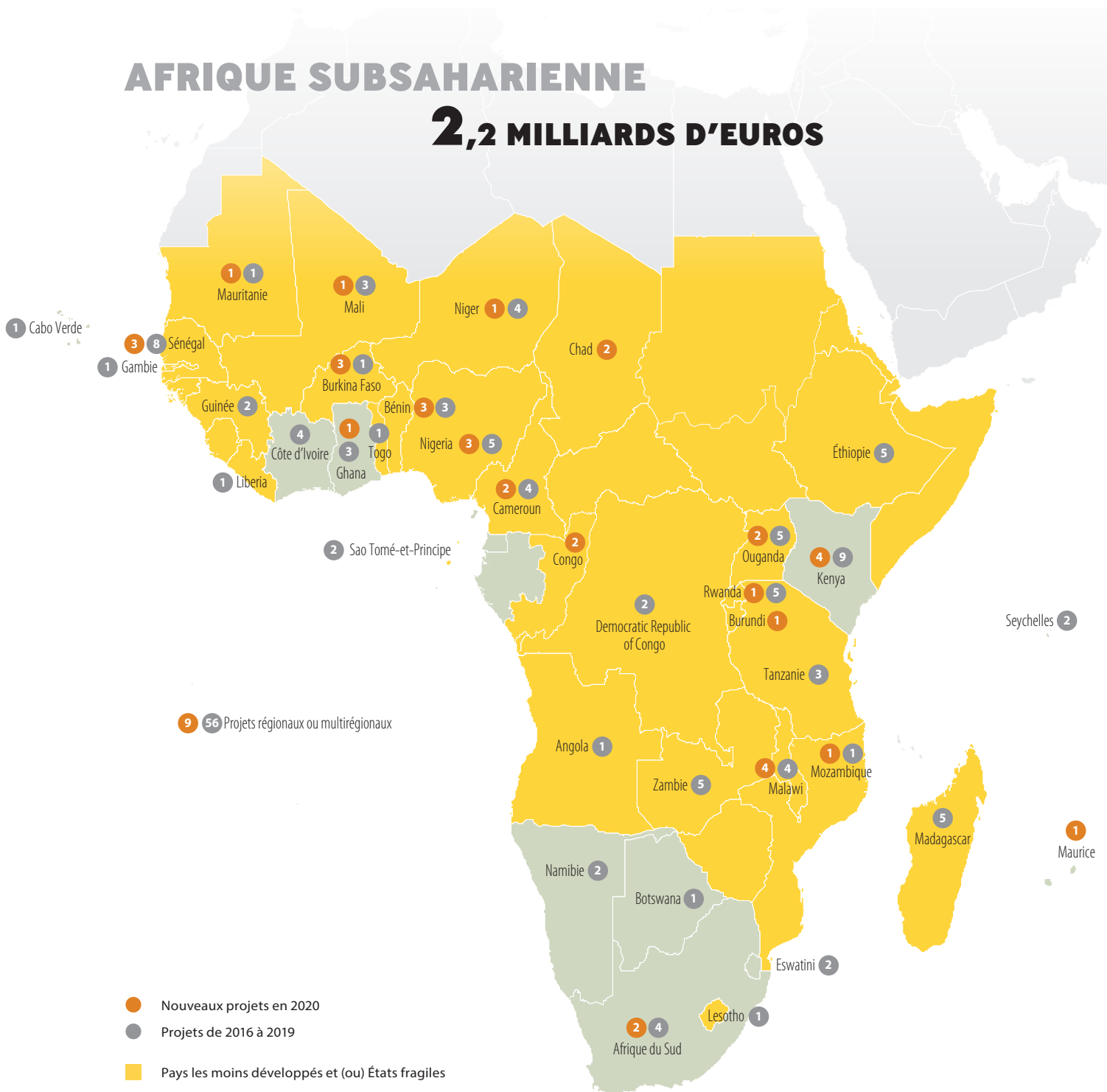
**Werner Hoyer**

# DONNÉES SUR LES PROJETS DANS LE MONDE ENTIER

TOTAL DES PRÊTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UE **9,3 MILLIARDS D'EUROS**

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**2,2 MILLIARDS D'EUROS**



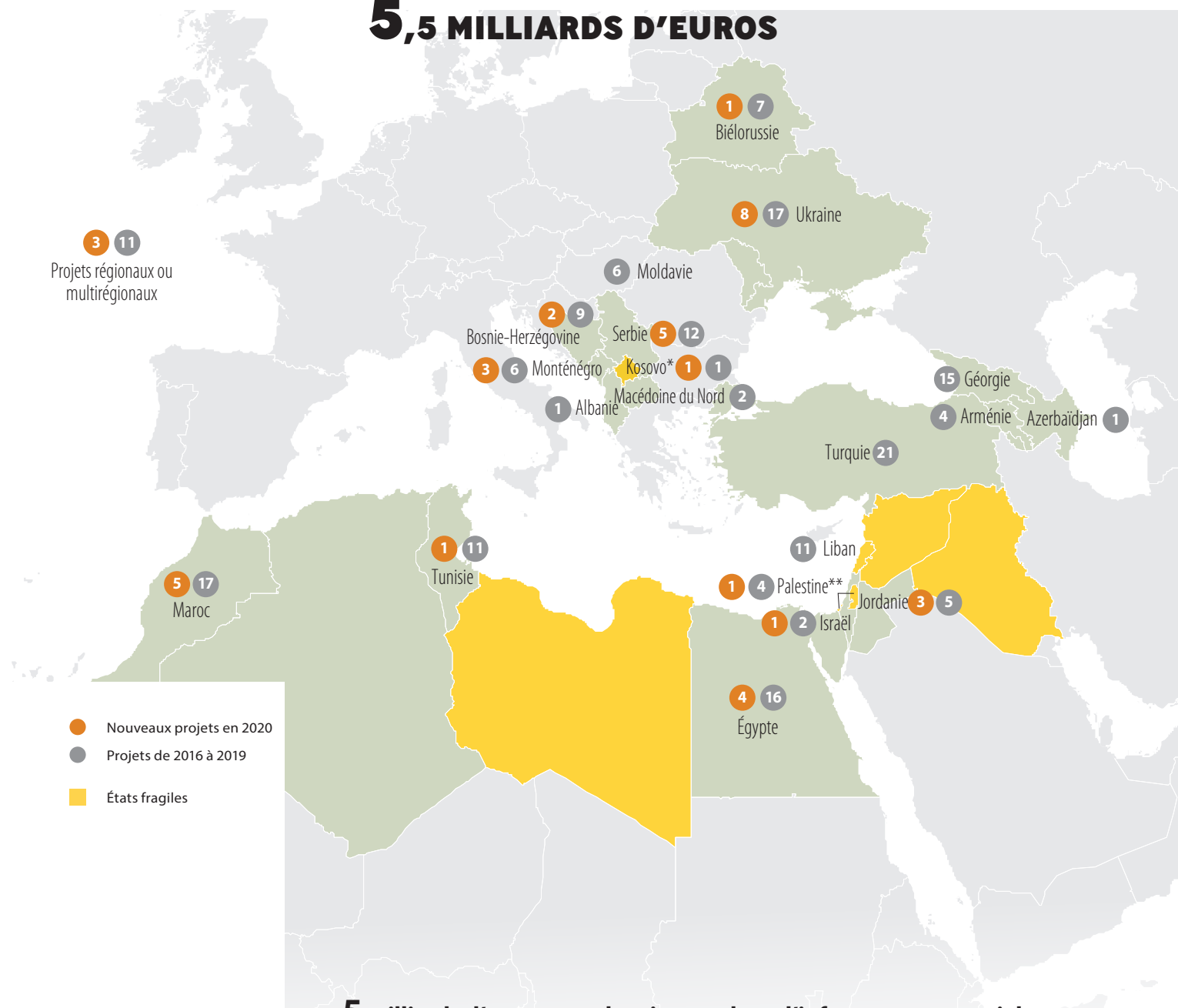
La Banque européenne d'investissement ne reconnaît ni n'accepte ni ne juge le statut juridique des territoires, frontières, couleurs, dénominations ou informations, quels qu'ils soient, représentés sur toute carte figurant dans cette section.

Une opération faisant intervenir trois intermédiaires au Cameroun, au Congo et au Tchad est comptabilisée une fois dans chaque pays.



# AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE

## 5,5 MILLIARDS D'EUROS



**5 milliards d'euros pour la mise en place d'infrastructures sociales et économiques**

**4,2 milliards d'euros pour le développement du secteur privé local**

**2,8 milliards d'euros pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets**

Kosovo\*: cette désignation est sans préjudice des positions exprimées par les États membres de l'UE sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice du 22 juillet 2010 sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Palestine\*\*: cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

# ASIE, AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES ET PACIFIQUE

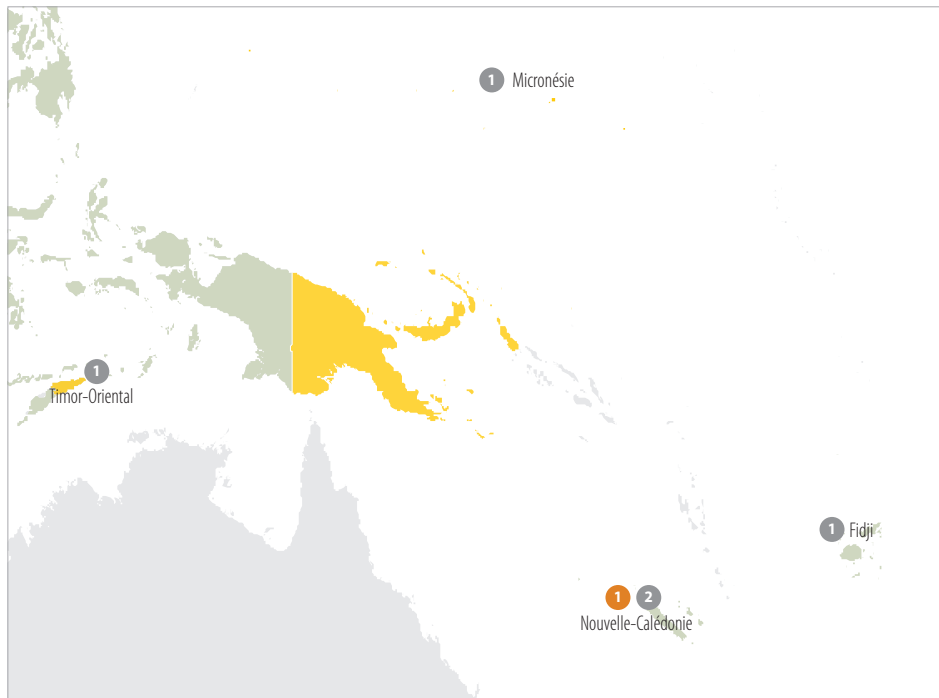
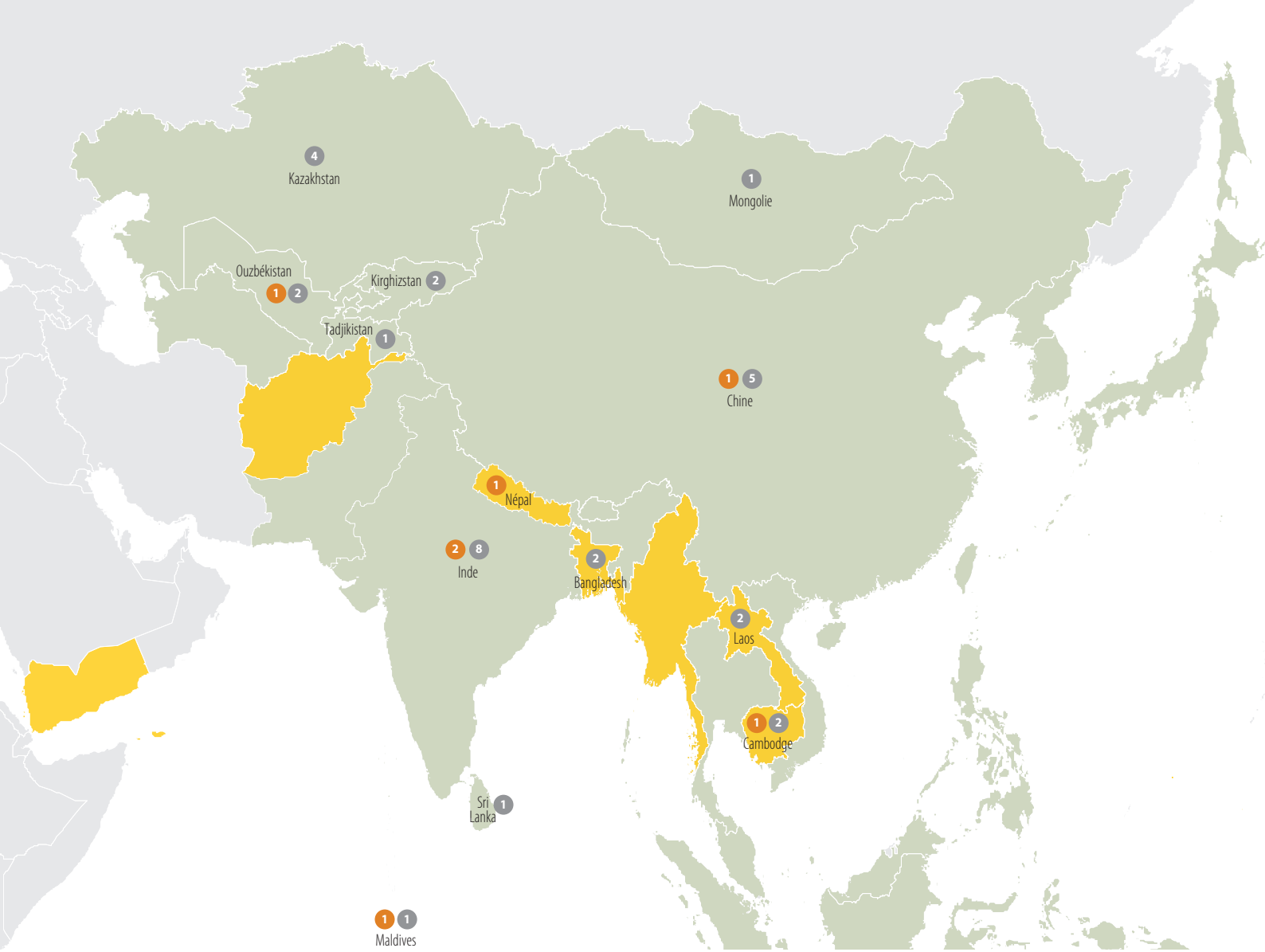
1  
Polynésie française

## 1,5 MILLIARD D'EUROS

20 Projets régionaux ou multirégionaux

- Nouveaux projets en 2020
- Projets de 2016 à 2019
- Pays les moins développés et (ou) États fragiles

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente section n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.



# SOLUTIONS ET PARTENARIATS

## COVID-19 : QUELLES INCIDENCES SUR LE DÉVELOPPEMENT ?

Qu'il s'agisse des conséquences sur l'éducation, les entreprises, l'emploi ou le financement du développement, il faudra du temps pour que se résorbent les cicatrices économiques dues à la pandémie. Face à la crise du COVID-19, le soutien du financement du développement par l'Union européenne est plus important que jamais

Par Tessa Bending, Colin Bermingham et Emily Sinnott

**À** l'échelle de la planète, nous n'en faisons pas assez pour le développement durable, et c'était déjà le cas avant la pandémie. Selon les estimations, le déficit de financement actuel pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies est d'environ 2 500 milliards de dollars<sup>1</sup>. Néanmoins, la croissance des économies émergentes ou en développement réduisait de manière constante le nombre de personnes pâtissant d'extrême pauvreté. La récession provoquée par le COVID-19 a inversé ce processus, ramenant déjà quelque 120 millions de personnes dans l'extrême pauvreté<sup>2</sup>.

À l'aune du nombre de tests positifs au COVID-19, de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique, semblent avoir très bien surmonté la pandémie. Mais l'on ne devrait pas se satisfaire de ces chiffres. En comparant les taux de mortalité depuis le début de l'année 2020 avec ceux des années précédentes, on peut en déduire qu'il y a eu 130 000 décès supplémentaires rien qu'en Afrique du Sud. En Égypte, pays où les taux d'infection semblent relativement bas, on dénombre 75 000 décès de plus qu'en temps normal<sup>3</sup>. Une intervention à l'échelle mondiale pour mettre un terme à la propagation de cette maladie sur Terre est un impératif moral.

Même lorsque les taux d'infection sont plus bas, il ne faut pas oublier que tous les pays n'ont pas la même capacité de réaction et d'atténuation des effets économiques et sociaux. **La pandémie a mis en évidence le besoin d'investir dans les systèmes de santé publique et l'infrastructure numérique, ainsi que les vulnérabilités dues au manque de marge budgétaire et à la faible diversification économique. Les groupes vulnérables, comme les personnes qui occupent un emploi précaire ou informel, les migrants économiques et les femmes, sont les plus exposés aux retombées économiques, ce qui exacerbe les inégalités.**

Les « cicatrices », comme les appellent les économistes, à savoir les dommages risquant d'affaiblir les perspectives de développement pour les années ou les décennies à venir, pourraient être pires que les conséquences économiques immédiates de la pandémie.

### 1,5 milliard d'enfants déscolarisés

Pour António Guterres, Secrétaire général des Nations unies, l'impact du COVID-19 sur l'éducation des enfants constitue une « catastrophe qui touche toute une génération »<sup>4</sup>. Lors du premier pic de la pandémie en 2020, quelque 1,5 milliard d'enfants ont été déscolarisés à la suite de la fermeture des établissements scolaires<sup>5</sup>. En moyenne, un enfant a perdu environ la moitié du temps qu'il passe habituellement au contact des enseignants sur

**“ Les “cicatrices”, comme les appellent les économistes, à savoir les dommages risquant d’affaiblir les perspectives de développement pour les années ou les décennies à venir, pourraient être pires que les conséquences économiques immédiates de la pandémie. ”**

une année. L’Unesco estime que le nombre d’enfants n’ayant pas acquis des compétences en lecture adéquates pour leur âge pourrait augmenter de près de 100 millions pour atteindre 581 millions<sup>6</sup>.

L’impact de cette perte d’apprentissage se fera sentir pendant des décennies. Non seulement il faudra des années aux enfants pour rattraper leur retard, mais la perte d’apprentissage peut avoir des répercussions à long terme sur leurs possibilités de revenu et le développement économique. Les inégalités risquent de s’exacerber. D’une part, les enfants les plus pauvres sont moins susceptibles d’avoir accès à internet et de bénéficier de cours en ligne, en supposant qu’ils soient proposés. D’autre part, l’augmentation de la pauvreté sous l’effet de la pandémie risque de pousser un plus grand nombre d’enfants de familles à très faible revenu à abandonner l’école. Les filles sont souvent plus susceptibles d’être retirées de l’école, si bien que l’impact négatif sur l’éducation pourrait être nettement plus marqué pour les filles que pour les garçons. Plus tôt un terme sera mis à cette interruption de l’éducation, mieux ce sera.

### **Des entreprises en difficulté**

Dans les pays en développement, la grande majorité des emplois relèvent du secteur privé, depuis les étals de marché informels jusqu’aux grandes entreprises, en passant par les petites exploitations agricoles. C’est principalement dans le secteur privé qu’il faut multiplier et améliorer les emplois pour contribuer à l’éradication de la pauvreté. Les entreprises doivent investir, se développer et augmenter leur productivité, mais la pandémie complique cela. Le secteur privé pourrait prendre des années à s’en remettre.

Les espoirs d’une reprise rapide de l’activité commerciale devraient être refroidis par l’examen des effets de la pandémie sur la situation financière de nombreuses entreprises, en particulier les petites entreprises ayant plus difficilement accès au financement. En collaboration avec la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d’investissement a mené en 2020 des enquêtes sur les entreprises des pays voisins du sud et de l’est de l’Europe et des Balkans occidentaux. Les résultats mettent en évidence certaines tensions qui pèsent sur les entreprises.

Tout d’abord, il est important de noter que la situation de nombreuses entreprises était déjà difficile. Dans certains pays, seul un cinquième des entreprises procède effectivement à des investissements chaque année. Cela s’explique en partie par des pénuries de crédit. Plus de la moitié des entreprises des pays du voisinage oriental et méridional et 38 % des entreprises des Balkans occidentaux étaient limitées dans leur accès au crédit. La plupart d’entre elles ont même été dissuadées de demander les prêts dont elles avaient besoin.

Un module spécial de l’enquête sur l’impact de la pandémie révèle que la plupart des entreprises de ces régions ont été contraintes de baisser temporairement le rideau et qu’environ trois quarts d’entre elles sont confrontées à une baisse de la disponibilité de liquidités et de flux de trésorerie. Au total, 19 % ont déclaré être déjà en retard sur les remboursements d’emprunts. Les petites et moyennes entreprises (PME) semblent payer le prix d’une utilisation limitée des technologies numériques. Par rapport aux grandes entreprises, moitié

<sup>1</sup> OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021* [Perspectives mondiales du financement du développement durable 2021].

<sup>2</sup> Lakner et al. <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-looking-back-2020-and-outlook-2021>.

<sup>3</sup> <https://github.com/dkobak/excess-mortality#excess-mortality-during-the-covid-19-pandemic>.

<sup>4</sup> <https://www.un.org/en/coronavirus/future-education-here>.

<sup>5</sup> <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>.

<sup>6</sup> [http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/covid-19\\_interruptions\\_to\\_learning\\_-\\_final.pdf](http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/covid-19_interruptions_to_learning_-_final.pdf).

moins de PME sont parvenues à mettre le télétravail en place et elles sont encore moins nombreuses à avoir transféré une partie de leur activité en ligne. Certaines entreprises ne survivront pas à la pandémie et, parmi celles qui y parviendront, beaucoup devront reconstituer leurs finances avant de pouvoir renouer avec les investissements à long terme nécessaires pour créer des emplois décents.

Dans d'autres régions, la situation pourrait être encore pire. Selon un module de l'enquête sur le COVID-19 dans sept pays africains, environ 90 % des entreprises ont vu leur chiffre d'affaires et leurs flux de trésorerie diminuer. Au total, 24 % connaissent des arriérés de prêts. Dans une région où 38 % des entreprises déclarent que l'accès au financement est une difficulté majeure, seuls 17 % des entreprises ont eu recours à des prêts bancaires pour remédier aux déficits de trésorerie.

Là encore, la faible pénétration des technologies numériques a accru la vulnérabilité, puisque seuls 18 % des entreprises ont pu augmenter leur activité en ligne et 17 % passer au télétravail. Seulement 7 % d'entre elles ont reçu ou espéré une aide gouvernementale, ce qui explique en partie pourquoi 9 % avaient déjà déposé le bilan ou s'étaient déclarées en faillite.

### Des flux financiers menacés

Les difficultés financières des entreprises pourraient être de mauvais augure pour les banques. Même si, jusqu'à présent, elles ont bien résisté, les banques sont souvent mises à mal après les crises économiques, car les créances douteuses s'accumulent sur leurs comptes, alors même que le reste de l'économie commence à se redresser. Le risque que l'augmentation du nombre de prêts non productifs limite de plus en plus la capacité des banques à prêter à des entreprises saines est élevé. **Les résultats préliminaires d'une enquête menée début 2021 auprès des banques africaines par le département Analyses économiques de la BEI mettent en évidence ce que ces banques considèrent à ce jour comme les principaux effets subis en raison de la pandémie, à savoir la diminution de la qualité des actifs (par exemple, plus de créances douteuses) ainsi que la baisse de la demande de prêts, ce qui fait écho à nos constats dans d'autres enquêtes menées auprès des entreprises.**

En fin de compte, la gravité des répercussions économiques de la pandémie dépendra dans une large mesure de la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre des politiques de soutien qui amortissent le choc et appuient la reprise, tout en maintenant les entreprises à flot et les personnes en emploi. Outre l'aide aux entreprises, la poursuite des dépenses consacrées aux services publics, aux systèmes de protection sociale et aux infrastructures est essentielle pour soutenir la reprise et empêcher une amplification des conséquences négatives de la pandémie. Pour ce faire, des financements sont nécessaires. En plus d'un déficit de financement annuel de 2 500 milliards de dollars pour atteindre les objectifs de développement durable, l'OCDE estime qu'il manque 1 000 milliards de dollars par an pour financer la relance post-COVID dans les pays en développement.

Toutefois, la plupart des pays émergents et en développement n'ont guère les moyens de mettre en œuvre le type de mesures économiques d'urgence adoptées par les pays développés. En outre, la viabilité de la dette souveraine suscite de plus en plus d'inquiétudes, en particulier pour les pays qui, avant la pandémie, étaient déjà lourdement endettés. À l'heure actuelle, 36 des 70 pays à faible revenu examinés présentent un risque élevé de surendettement ou peinent déjà à assurer le service de leur dette<sup>7</sup>. La perspective d'une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt aux États-Unis pourrait saper l'appétence au risque et exercer des tensions supplémentaires sur l'accès aux financements externes pour les économies émergentes et en développement. Les financements extérieurs privés pour les pays en développement se sont déjà effondrés d'environ 700 milliards de dollars en 2020, sachant que selon les estimations, les envois de fonds des travailleurs émigrés ont baissé de 20 %, les investissements étrangers directs de 35 % et les entrées nettes au titre des investissements de portefeuille (fonds investis dans des actifs financiers tels que les obligations souveraines) de 80 %<sup>8</sup>.

### Enrayer la propagation

Bien évidemment, la priorité est d'arrêter la propagation du COVID-19 et de mettre fin à l'urgence médicale mondiale. Pour ce faire, une coopération et une solidarité mondiales sont nécessaires. La Banque européenne

<sup>7</sup> <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>.

<sup>8</sup> OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021* [Perspectives mondiales du financement du développement durable 2021].

**“ Enrayer la propagation du COVID-19 signifie également renforcer notre soutien aux microentreprises et aux petites entreprises pour les aider à surmonter les effets de la pandémie, limitant ainsi la capacité d’une crise sanitaire à déclencher également une crise économique. ”**

d’investissement s’est associée à la Commission européenne pour financer la garantie de marché pour les vaccins COVAX et aider ce dispositif à sécuriser et accélérer le déploiement d’un milliard de doses de vaccins pour la population de 92 pays à revenu faible ou intermédiaire. Parmi les autres éléments de la réponse de la BEI à la pandémie, on peut citer l’appui à l’achat de matériel médical d’urgence et aux installations de traitement du COVID-19 et l’augmentation de la capacité de fabrication locale d’ingrédients pharmaceutiques en Afrique.

Enrayer la propagation du COVID-19 signifie également renforcer notre soutien aux microentreprises et aux petites entreprises pour les aider à surmonter les effets de la pandémie, limitant ainsi la capacité d’une crise sanitaire à déclencher également une crise économique. En 2020, nous avons augmenté de 83 % nos prêts en faveur des microentreprises et des PME en dehors de l’UE, les portant à 4,2 milliards d’euros. Parallèlement, il est important que les tensions que la pandémie exerce sur les finances publiques n’entraînent pas une baisse des investissements dans les infrastructures. Notre appui continu à l’investissement dans les infrastructures sociales et économiques contribue à la protection contre cet effet d’entraînement de la pandémie.

### **Écologie, inclusion et résilience**

Une fois cette pandémie derrière nous, pouvons-nous revenir au statu quo ? En réalité, le COVID-19 n’a fait qu’exacerber la lenteur des avancées dans l’élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement durable dans le monde – objectifs que nous semblions déjà en passe de ne pas atteindre. À la lumière des défis auxquels le monde devra faire face au cours des prochaines décennies, le type de financement du développement fourni par la BEI est incontestablement plus important que jamais.

Les économies émergentes et en développement doivent renouer avec la croissance pour accélérer l’élimination de la pauvreté et l’élévation du niveau de vie. Mais pour notre bien commun, cette croissance doit être verte. Nous devons veiller à ce que ces pays aient accès aux financements et à l’assistance technique dont ils ont besoin pour rendre les nouvelles technologies vertes viables et attrayantes, offrant ainsi un socle à un nouveau modèle de développement durable.

Cette croissance verte doit également être inclusive et élargir l’accès aux biens de base comme l’énergie propre, l’eau et la mobilité, ainsi que l’éducation et la santé, afin d’assurer l’égalité des chances. Il est essentiel de veiller à ce que les entreprises et les microentreprises aient accès aux financements requis pour répondre à d’immenses besoins en emplois décents. L’aide au développement doit promouvoir des normes élevées sur des questions telles que l’égalité entre les sexes, les droits humains et le droit du travail, ainsi que la transparence nécessaire pour lutter contre la corruption.

La résilience doit aussi être le mot d’ordre. C’est l’une des leçons que nous pouvons tirer de la pandémie. Au cours des prochaines décennies, nous assisterons à une augmentation des risques liés aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi qu’à la persistance des risques de conflit et de possibles futures pandémies. Pour garantir la résilience dans les domaines de l’énergie, de l’alimentation, de l’éducation, de la santé et des entreprises, il faut investir d’urgence, notamment dans les infrastructures. Des investissements sont nécessaires pour donner davantage accès à des services de qualité dans les secteurs de la santé et du numérique. La résilience requiert une diversification économique et l’atténuation des vulnérabilités dues à un niveau élevé de la dette et à la fragilité des systèmes financiers.

*Tessa Bending, Colin Bermingham et Emily Sinnott sont économistes à la Banque européenne d’investissement.*

# SOLIDARITÉ DANS LE DOMAINE DES VACCINS

**Grâce à une initiative mondiale novatrice visant à atténuer l'impact sanitaire et économique de la pandémie, les pays pauvres d'Afrique auront accès à des vaccins anti-COVID-19**

**P**ersonne n'est à l'abri tant que tout le monde n'est pas à l'abri, car les maladies infectieuses ne s'arrêtent pas aux frontières. Pour protéger l'ensemble de la population, tous les pays, quel que soit leur revenu, devraient avoir accès à un vaccin anti-COVID-19.

Telle est la mission de COVAX, une initiative mondiale novatrice menée conjointement par GAVI (l'Alliance du vaccin), l'Organisation mondiale de la santé et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI). Soutenue par la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne, COVAX vise à garantir un accès équitable à un vaccin anti-COVID-19 sûr et efficace dans tous les pays.

« Il est essentiel d'assurer une distribution juste et équitable des vaccins anti-COVID qui auront fait leurs preuves pour lutter contre la pandémie et atténuer la situation dramatique dans les pays en développement », explique Raffaele Cordiner, chargé de prêts à la BEI pour ce projet. « Les efforts conjoints de la Banque européenne d'investissement et de la Commission européenne dans le cadre de l'équipe d'Europe soulignent l'importance d'une approche multilatérale pour résoudre les problèmes sanitaires à l'échelle mondiale. L'Europe a mis au point un instrument financier innovant qui illustre le type de solidarité dont nous devons faire preuve à l'égard de nos semblables en ces temps difficiles. »

La Banque européenne d'investissement investit 600 millions d'euros dans la garantie de marché (Advance Market Commitment, AMC) COVAX, l'instrument de financement innovant qui appuie la participation de 92 pays à revenu faible ou intermédiaire au mécanisme COVAX. L'instrument permet à ces pays d'avoir accès à 1,8 milliard de doses de vaccins anti-COVID financées par des donateurs. Outre un appui supplémentaire apporté aux pays, ciblant la préparation et l'exécution, sous l'égide de Gavi et de ses partenaires, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Unicef, COVAX veillera à ce que les populations les plus vulnérables dans chaque pays puissent être protégées, quel que soit leur revenu. Il s'agit du soutien le plus important jamais apporté par la BEI en faveur de la santé publique à l'échelle mondiale.

En plus de garantir un accès équitable à tous les pays, COVAX vise à accélérer la mise au point et la fabrication des vaccins contre le coronavirus. Le mécanisme soutient le déploiement des campagnes de vaccination, y compris la chaîne d'approvisionnement à température contrôlée nécessaire pour une distribution efficace des vaccins.

Une centaine de pays participants autofinancés apportent une contribution financière à COVAX et mettent en commun des ressources pour la mise au point et l'achat de vaccins. Parallèlement, les pays à revenu faible ou intermédiaire voient leur participation au modèle financée par les contributions de donateurs. Ce sont notamment des pays d'Afrique subsaharienne et du voisinage méridional de l'UE, où les vaccins seraient inabornables sans ces contributions. « Il s'agit là d'une véritable mission de solidarité », déclare Anna Lynch, spécialiste des sciences de la vie à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur l'accord COVAX. « Si nous avons vu dans toute l'Europe se dresser des barrières pour empêcher la propagation du virus, il y avait parallèlement la volonté de contribuer à garantir un accès équitable aux vaccins. »

Dans le monde, la moitié des pays à faible revenu et un quart des pays à revenu intermédiaire risquent d'être confrontés à des répercussions économiques graves liées à la pandémie de COVID-19. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en raison de l'impact de la pandémie, 132 millions de personnes pourraient venir grossir les rangs de la population souffrant de la faim dans le monde. « Cette crise est inédite en raison de la nature



**“ Une coopération et une diligence remarquables ont été mises en œuvre pour pouvoir mettre fin à la phase aiguë de la pandémie et reconstruire les économies. ”**

mondiale et simultanée de ses répercussions», affirme Debora Revoltella, directrice du département Analyses économiques de la Banque européenne d’investissement. « Presque tous les pays et régions du monde sont concernés. Pour la plupart de ces pays sinon tous, il s’agit de l’un des coups les plus sévères portés à la croissance qu’ils aient jamais enregistrés. »

#### **Un accès aux vaccins pour tous sur un pied d’égalité**

Le vaccin est l’un des meilleurs outils pour contrer les conséquences de la pandémie sur la santé et l’économie.

COVAX finance la mise au point d’un éventail de vaccins potentiels. Le mécanisme appuie la fabrication de vaccins à grande échelle et négocie les prix des vaccins avec les fabricants. Les investissements de COVAX permettent aux fabricants d’accroître immédiatement leurs capacités de production et de lancer la fabrication alors même que le vaccin est en cours d’évaluation dans le cadre d’essais cliniques et n’a pas encore obtenu une autorisation. Si le vaccin est jugé efficace, il sera immédiatement disponible.

L’objectif de COVAX est de faire en sorte que tous les pays aient accès à des doses de vaccins sûrs et efficaces en suivant grosso modo le même calendrier accéléré, ce qui est essentiel pour maîtriser la pandémie et réduire ses incidences sur les économies, les collectivités, les individus, les échanges commerciaux et les voyages.

Dans la phase aiguë de la pandémie, COVAX vise à garantir des ressources et des approvisionnements suffisants pour fournir à toutes les économies des vaccins destinés à protéger les personnes les plus à risque : les personnels de santé et des services sociaux, les personnes âgées et les personnes présentant une pathologie sous-jacente. Les vaccins seront distribués à parts égales entre les économies autofinancées et les économies admissibles à la garantie de marché, sur la base d’un cadre équitable d’allocation mis en œuvre par l’OMS.

#### **L’union fait la force**

Selon Raffaele Cordiner, de la banque de l’UE, les services de la Banque européenne d’investissement ont travaillé « aussi vite qu’il était humainement possible » pour structurer et signer l’accord COVAX. « Une coopération et une diligence remarquables ont été mises en œuvre pour pouvoir mettre fin à la phase aiguë de la pandémie et reconstruire les économies. »

Le prêt de la Banque européenne d’investissement est soutenu par une garantie de la Commission européenne au titre du Fonds européen pour le développement durable, qui promeut une politique volontariste d’aide au développement et soutient principalement des investissements dans le voisinage de l’UE et en Afrique. Ce prêt vient s’ajouter au soutien de l’Union européenne à hauteur de 100 millions d’euros en faveur du mécanisme COVAX.

Cette stratégie vaccinale à l’échelle mondiale favorisera la relance économique et sociale et réduira les risques de résurgence de la maladie. Le mécanisme COVAX montre bel et bien que l’union fait la force.

# UN SOULAGEMENT RAPIDE

Pour le système de santé marocain, la pandémie de COVID-19 représente un défi de taille. Le concours financier rapide de la BEI contribue à la lutte contre la crise ainsi qu'à la formation de personnel médical afin d'améliorer la qualité de vie sur tout le territoire

**A**u centre hospitalier universitaire (CHU) Ibn Rochd de Casablanca, les lits se remplissent en raison de l'augmentation du nombre de patients atteints du COVID-19. Le professeur Kamal Marhoum El Filali, chef du service des maladies infectieuses du CHU, affirme que l'hôpital « gère » l'afflux de patients. Mais si les admissions continuent d'augmenter, l'hôpital pourrait rapidement manquer de lits de soins intensifs et de réanimation. « La situation devient de plus en plus compliquée », explique-t-il.

**Les autorités marocaines ont agi avec détermination pour endiguer la pandémie au printemps 2020, plaçant tout le pays en confinement et suspendant les déplacements touristiques et autres. Mais à l'image de nombreux pays, il est confronté à une deuxième vague de contaminations qui s'apparente à un raz-de-marée.** En novembre 2020, plus de 320 000 personnes avaient contracté le virus et environ 5 000 en étaient mortes dans ce pays de 37 millions d'habitants. Le système de santé croulait sous le poids de cette crise.

Le CHU n'admet que les cas graves de COVID-19 – ceux nécessitant des soins intensifs ou une réanimation – ainsi que ses propres employés infectés par le virus. Selon le professeur Marhoum, l'une des plus grandes difficultés de l'hôpital est de gérer le nombre croissant de membres du personnel hospitalier malades ou exposés au virus qui doivent s'isoler pendant une période pouvant aller jusqu'à 14 jours. « Nous manquons déjà de personnel », affirme-t-il. « Cela complique énormément l'organisation. »

## Venir à bout de la pandémie

Lorsque le Maroc est entré en confinement au printemps 2020, le pays n'avait enregistré que 77 cas de coronavirus. Toutefois, les autorités avaient vu le virus décimer certaines régions d'Espagne et les responsables savaient que le système de santé marocain ne disposait pas des ressources suffisantes pour faire face à une telle vague. « Si nous avions atteint le même niveau qu'en Europe, nous aurions été submergés », explique le professeur Marhoum.

Ces mesures drastiques ont permis au Maroc de limiter le nombre de décès. Lors de la première vague, le taux de létalité – le nombre de décès par rapport au nombre total d'infections – était l'un des plus bas au monde. Comme dans d'autres régions d'Afrique, c'est la jeunesse de la population du Maroc qui explique ce faible taux de mortalité.

Grâce aux mesures de confinement, les autorités ont aussi disposé d'un temps précieux pour mettre en place des centres de dépistage, des sites web et des permanences téléphoniques afin de communiquer avec le public. Les autorités ont travaillé avec des organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé pour affûter la riposte à la pandémie et ont mobilisé des fonds d'urgence auprès de prêteurs internationaux, dont la **Banque européenne d'investissement, qui a octroyé un prêt de 200 millions d'euros pour du matériel médical, des formations et d'autres mesures visant à renforcer le système de santé. Ces efforts ont évité de mettre à rude épreuve le système de santé fragile du pays et les 9 200 médecins du secteur public.**

## En contact permanent

Le confinement du Maroc s'est produit tout juste une semaine après le retour au Luxembourg d'Hervé Guenassia, chargé de prêts principal et responsable pays de la Banque européenne d'investissement au Maroc, en poste à Casablanca. Hervé Guenassia est resté en contact permanent avec les autorités marocaines au fil de l'évolution de la pandémie, et la banque de l'UE a répondu rapidement à une demande d'aide en mars. Le prêt de la BEI, d'un montant de 200 millions d'euros, sert à financer des appareils, fournitures et équipements

**“ L’urgence et la pression étaient très fortes, car je savais que nous sauvions réellement des vies. Le temps était un facteur primordial. ”**

médicaux. Il est assorti de conditions de prêt souples de sorte que le Maroc peut utiliser ces fonds pour tout achat effectué depuis le 1<sup>er</sup> février 2020 dans le domaine de la santé en lien avec la pandémie de COVID-19 et les responsables peuvent présenter la preuve d’achat a posteriori. Le prêt peut également couvrir jusqu’à 90% du coût d’un projet, soit bien au-delà de la limite normale de 50%.

Les fonds sont parvenus au Maroc en un temps record, avec 100 millions d’euros décaissés en seulement un mois. « L’urgence et la pression étaient très fortes, car je savais que nous sauvions réellement des vies », explique Hervé Guenassia. « Le temps était un facteur primordial. »

Hervé Guenassia s’est servi du prêt en faveur du Maroc comme d’un tremplin pour mettre en place un mécanisme global – le prêt-programme pour la santé publique en faveur des pays voisins dans le contexte de la pandémie de COVID-19 – afin d’aider les voisins de l’UE en Europe de l’Est, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à faire face à la crise. Le Conseil d’administration de la BEI a rapidement approuvé le nouveau prêt-programme, en moins d’un mois. Ce prêt est rendu possible par l’équipe d’Europe, qui aide les pays partenaires de l’UE à faire face à la pandémie en combinant des ressources de la Commission européenne, des États membres, de la Banque européenne d’investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

### **Partenariat à long terme**

Depuis 2006, la Banque européenne d’investissement cofinance un vaste programme de reconstruction, de réhabilitation et d’équipement concernant 16 hôpitaux existants, avec l’octroi d’un prêt de 70 millions d’euros et d’une aide non remboursable de 13 millions d’euros. Cet ambitieux programme de modernisation est allé de pair avec de nouveaux outils et méthodes de planification et d’exécution, dont la mise en œuvre tient, pour nombre d’entre eux, à la participation de la Commission européenne. L’un de ces hôpitaux, l’hôpital Prince Moulay Abdellah à Salé, démontre l’incidence concrète qu’exerce la BEI sur le secteur de la santé par ses financements à long terme. L’hôpital, dont le nombre de lits est passé de 159 à 250, est devenu un centre régional de soins aux patients au plus fort de la pandémie.

Le Maroc reste néanmoins l’un des pays africains les plus touchés par le coronavirus. Selon Anna Barone, responsable du bureau de la BEI au Maroc, la pandémie a mis au jour d’énormes lacunes dans le système de santé du pays : infrastructure hospitalière insuffisante, manque de personnel médical qualifié et importantes disparités dans la couverture des soins de santé. Au début de la crise, le Maroc comptait l’un des plus faibles taux de lits d’hôpital de la région, avec seulement 1,1 lit pour 1 000 habitants. Les dépenses publiques totales qui sont consacrées chaque année à la santé sont également faibles dans la région, de l’ordre de 160 dollars par personne.

Si le manque d’infrastructures demeure un défi de taille, le Maroc a su réagir rapidement et efficacement à la crise en tirant parti des ressources et du savoir-faire de la communauté internationale. Le pays a doublé ses capacités et compte désormais environ 3 000 lits d’hôpital. Les prêts de la BEI et d’autres bailleurs de fonds ont permis de financer l’acquisition de fournitures, de matériel et de traitements médicaux qui faisaient défaut, ainsi que la formation du personnel médical. Pour 1 000 habitants, le Maroc compte environ trois fois moins de médecins que la Tunisie (0,54 pour 1 000 habitants). Une partie du prêt de la BEI servira à financer des investissements « immatériels », tels que la formation des médecins et cliniciens ainsi que du personnel médical et administratif des hôpitaux.

### **Accès aux soins universel : un parcours semé d'embûches**

En 2002, le Maroc a lancé un plan visant à introduire un accès aux soins de santé universel, qui a porté ses fruits. L'espérance de vie est élevée au Maroc et les indicateurs clés s'améliorent constamment. La mortalité infantile a été réduite de moitié, passant de 42 à 20 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 2000 et 2017.

La dernière initiative en date visant à élargir la couverture sanitaire prend la forme d'une stratégie quinquennale allant de 2017 à 2021 et prévoit l'amélioration des ressources hospitalières, l'extension de la couverture médicale aux travailleurs indépendants ou aux professions réglementées, l'augmentation du nombre d'employés du secteur de la santé et l'harmonisation de l'enseignement dispensé aux étudiants en médecine au Maroc.

Toutefois, dans les faits, les soins de santé, et en particulier les soins primaires, restent hors de portée de nombreux Marocains. L'objectif de développement durable n° 3 des Nations unies préconise un accès universel aux soins de santé, fussent-ils de base, mais de nombreux Marocains n'en bénéficient pas, soit parce qu'ils vivent en milieu rural, soit parce qu'ils ne sont pas couverts par le régime public d'assurance-maladie.

### **La crise ouvre la voie à une réforme**

Selon Anna Barone, l'immense soutien international que le Maroc a reçu pendant la pandémie pourrait donner l'impulsion nécessaire pour s'attaquer aux autres entraves à l'amélioration de l'accès aux soins de santé. « Nous devons tirer parti de l'urgence de la crise pour mettre en œuvre des réformes qui prennent généralement beaucoup plus de temps », déclare-t-elle.

La Banque européenne d'investissement a également un rôle à jouer à ce niveau. Anna Barone affirme que la Banque peut contribuer à renforcer la coopération entre les différents organismes intervenant dans le domaine de la santé au Maroc, en fournissant un savoir-faire et une assistance technique. La banque de l'UE peut aussi appuyer la rénovation et la construction d'un plus grand nombre d'hôpitaux, en particulier dans les zones rurales.

L'Union européenne et le Maroc travaillent sur un nouveau programme de coopération pour la période 2021-2027, qui pourrait également donner un nouvel élan aux réformes. « Cette coopération représente une formidable occasion d'établir des priorités pour relancer l'économie et soutenir la société en faisant de l'amélioration des soins de santé un pilier central de la reprise du pays », conclut Anna Barone.

# SAUVER LES RÊVES DES JEUNES

**L'éducation a pâti des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19. Le Maroc et la Tunisie ont rapidement pris des mesures pour doter les étudiants d'équipements qui leur permettent de suivre un enseignement à distance et de réussir**

**P**lus de 1,6 milliard d'élèves et étudiants dans le monde ont vu leur établissement fermer pendant la pandémie de COVID-19. La crise a contraint les écoles à dispenser leurs cours en ligne, ce qui a exacerbé les inégalités préexistantes dans les systèmes éducatifs. De retour en classe, les enseignants ont fait face à l'immense tâche de rattraper les mois perdus dans le domaine des apprentissages.

En Tunisie, lorsque les autorités ont décidé de rouvrir les écoles pour les examens de fin d'année à l'été 2020, une partie d'un prêt de la Banque européenne d'investissement destiné à moderniser les écoles a été rapidement réaffecté à l'achat de masques et de gel hydroalcoolique afin de préserver la santé et la sécurité de 220 000 élèves et 160 000 enseignants.

D'un coût de 220 millions d'euros, le projet de modernisation de près d'un tiers des écoles secondaires à travers le pays est financé par la Banque européenne d'investissement, la Tunisie, la banque allemande de développement et l'Union européenne. Grâce à ce projet d'envergure, 317 élèves de l'enseignement secondaire du village rural d'Azmour, dans le nord-est de la Tunisie, disposent d'un collège récemment rénové doté d'équipements et d'installations de pointe.

## **Sans ordinateur portable ou accès à internet**

Lorsque la pandémie a forcé les écoles marocaines à fermer, l'enseignement à distance n'a pas été facile pour nombre d'étudiants de l'université d'Euromed à Fez. Beaucoup n'avaient ni ordinateur portable ni accès fiable à internet. L'université a présenté une demande spéciale d'assistance, la BEI ayant déjà financé la construction de ses locaux avec l'Union européenne. La Banque et la délégation de l'UE au Maroc ont rapidement donné 500 000 euros au nom de la Commission européenne pour aider les étudiants à travailler de chez eux.

Quelques semaines seulement après le don de l'UE, 420 ordinateurs portables offrant un accès illimité à internet pendant un an ont été fournis aux étudiants de l'université Euromed qui n'avaient pas d'ordinateur et qui vivaient dans des régions éloignées et mal desservies. Parmi eux, Nouhayla Chahm peut garder son ordinateur portable pendant au moins trois ans, parce qu'elle a obtenu de très bonnes notes. « Je suis reconnaissante à mon université et à l'Union européenne de m'avoir donné le courage et l'énergie de continuer », dit-elle.

La subvention a également permis à l'université d'acheter des imprimantes 3D pour fabriquer des centaines de masques réutilisables et des filtres jetables pour les étudiants et le personnel. En utilisant efficacement la technologie, l'université Euromed améliore du même coup les perspectives professionnelles des étudiants. La pandémie a accéléré la révolution de l'enseignement numérique, et la Banque européenne d'investissement garde le tempo.

# QUELS RISQUES LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES VOUS FONT-ILS COURIR ?

**La réduction de la pauvreté et l'action climatique vont désormais de pair, les pays à faible revenu étant parmi les plus vulnérables au réchauffement planétaire et les moins aptes à s'y adapter. L'évaluation des risques liés aux changements climatiques aide à fournir l'assistance là où elle est la plus nécessaire**

Par Matteo Ferrazzi, Fotios Kalantzis, Sanne Zwart et Tessa Bending

**C**omprendre les risques climatiques qui pèsent sur ses activités relève des missions essentielles de la Banque européenne d'investissement en tant que banque européenne du climat et grand fournisseur de financement du développement dans le monde. Nous suivons l'empreinte carbone de nos projets, ciblons des mesures de réduction des émissions et analysons tous nos investissements pour nous assurer qu'ils sont compatibles avec les objectifs de l'accord de Paris. Surtout, nous veillons aussi à ce que la conception des projets tienne compte des risques présentés par les changements climatiques. Prendre acte des risques climatiques – et de tout besoin d'adaptation et d'atténuation qui s'ensuivrait – permet de garantir que nous ne passerons pas à côté d'occasions d'améliorer la résistance aux effets des changements climatiques.

## Comprendre l'ampleur des risques climatiques

Il est important de savoir comment les changements et la transition climatiques pourraient toucher plus largement les économies et les sociétés des pays dans lesquels nous exerçons des activités. En nous fondant sur plusieurs analyses économiques liées aux changements climatiques, **nous avons établi le classement des risques climatiques par pays, un indice qui exploite minutieusement les données existantes et des études de pointe sur les effets des changements climatiques à l'échelle des pays<sup>9</sup>. Cet indice nous permet de comparer les pays pour voir où les risques globaux sont les plus élevés et où des mesures de développement en faveur de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets peuvent faire la plus grande différence.**

Pour chaque pays, nous examinons deux principaux types de risques. Les risques physiques couvrent tous les effets futurs de l'évolution du climat, y compris les risques de catastrophes naturelles (« risques aigus »), ainsi que les changements plus progressifs (« risques chroniques »). Les risques de transition sont les risques politiques et réglementaires entraînés par l'adoption de politiques climatiques strictes pour aider les pays à atteindre la neutralité carbone conformément aux objectifs de l'accord de Paris. Ces politiques climatiques ont une incidence sur le coût des activités commerciales et sur le rendement des actifs nationaux, ce qui augmente la probabilité que ceux à forte intensité de carbone se dévalorisent et deviennent des « actifs échoués ».

## Quantifier les risques physiques présentés par les changements climatiques

Le classement des risques physiques se fonde sur une estimation de la charge annuelle totale que chaque pays doit supporter en ce qui concerne les dommages, les coûts et les pertes liés aux changements climatiques.

<sup>9</sup> Voir Ferrazzi, M., F. Kalantzis et S. Zwart, « Assessing climate risks at the country level: The EIB Climate Risk Country Scores » [Évaluation des risques climatiques au niveau national : le classement BEI des risques par pays], documents de travail du département Analyses économiques de la BEI, mai 2021.

Ce classement tient compte des principaux éléments suivants :

- risques aigus de phénomènes météorologiques extrêmes (orages, canicules, brouillard, etc.) et d'autres catastrophes naturelles liées au climat (inondations, glissements de terrain, sécheresses, feux de forêt, etc.);
- risques chroniques découlant de changements à long terme et progressifs des régimes climatiques, à savoir :
  - incidences sur l'agriculture et la production alimentaire;
  - incidences de l'élévation du niveau des mers résultant de la fonte des glaciers et des calottes glaciaires;
  - incidences sur la qualité de l'infrastructure nécessaire. Tout comme les catastrophes naturelles font peser de graves risques sur les infrastructures (comme celui de dommages), les changements progressifs du climat peuvent exercer de fortes pressions sur les infrastructures routières et portuaires ou sur les systèmes de télécommunications, par exemple, rendant des réparations nécessaires et augmentant les coûts d'investissement et d'entretien;
  - incidence de l'élévation des températures sur la productivité de la main-d'œuvre, en particulier pour les activités exercées en extérieur.

Pour calculer ces incidences, nous nous fondons sur des études empiriques et d'autres recherches universitaires sur les coûts économiques des événements et des changements climatiques, généralement quantifiés sous la forme de coûts monétaires ou de perte en pourcentage du produit intérieur brut.

En outre, le classement des risques physiques comprend une évaluation de la capacité de chaque pays à s'adapter aux changements climatiques. Plus les pays sont en mesure de s'adapter pour réduire leur vulnérabilité aux changements climatiques, moins ils sont susceptibles de connaître des effets graves. Les recettes budgétaires et les notations du risque souverain sont utilisées comme indicateur de la capacité financière de chaque pays à s'adapter aux changements climatiques, tandis que les facteurs de gouvernance et le niveau de développement humain servent d'indicateurs de la capacité institutionnelle.

### Quantifier les risques présentés par la transition climatique

De même, le classement des risques de transition se fonde sur une évaluation de l'exposition d'un pays aux changements économiques induits par la transition climatique mondiale et sur sa capacité à réduire les conséquences négatives de cette exposition (capacité d'atténuation). Les pays peuvent atténuer les risques de transition en prenant des mesures pour limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les incidences économiques à long terme de la transition climatique seront moindres pour les pays qui pourront passer rapidement à un modèle de développement à faible intensité de carbone.

L'exposition à la transition dépend :

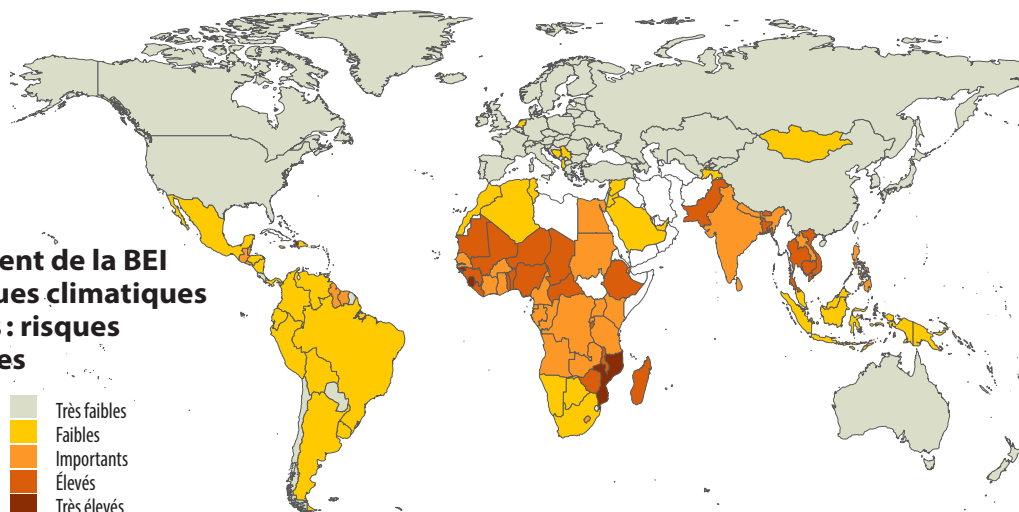
- des recettes provenant des activités liées aux combustibles fossiles. Elles devraient diminuer à l'avenir en raison de politiques climatiques plus strictes et de l'évolution des préférences des consommateurs;
- des résultats actuels en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Des émissions élevées devraient se traduire par une hausse des coûts à l'avenir en raison de la hausse des prix du carbone.

Les capacités d'atténuation reposent sur trois dimensions :

- les résultats en matière de déploiement de sources d'énergie renouvelables;
- les résultats dans la mise en œuvre des améliorations de l'efficacité énergétique;
- le niveau d'engagement en matière de lutte contre les changements climatiques, sur la base des « contributions déterminées au niveau national » fixées par chaque pays dans le cadre de l'accord de Paris.

En nous appuyant sur la littérature économique et des analyses économétriques, nous avons donné à ces différentes composantes des pondérations appropriées pour créer un indicateur composite qui reflète le classement des pays en matière de risques de transition.

### Classement de la BEI des risques climatiques par pays : risques physiques



### Les pays à faible revenu sont les plus exposés aux risques physiques découlant des changements climatiques

Aucun pays n'est à l'abri des effets des changements climatiques. Certains pays et certaines régions sont beaucoup plus vulnérables que d'autres à ces incidences directes et physiques. Le classement des risques physiques par pays établi par la BEI montre très clairement les régions les plus exposées : les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier du Sahel, les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, en particulier ceux qui sont fortement tributaires de l'agriculture et présentent des zones côtières de faible élévation, et les petits pays insulaires des Caraïbes et du Pacifique.

La vulnérabilité d'un si grand nombre de pays à revenu faible ou intermédiaire tient en partie à leur situation géographique et climatique. Les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique sont particulièrement exposés aux ouragans et aux cyclones, ainsi qu'à l'élévation du niveau des mers. De nombreux pays d'Asie et d'Afrique sont particulièrement menacés par les répercussions à long terme sur l'agriculture, ainsi que par les effets des températures excessives sur la productivité de la main-d'œuvre, tandis que de nombreux pays d'Asie et d'Asie du Sud-Est sont très vulnérables à l'élévation du niveau des mers, tout comme certains pays côtiers d'Afrique.

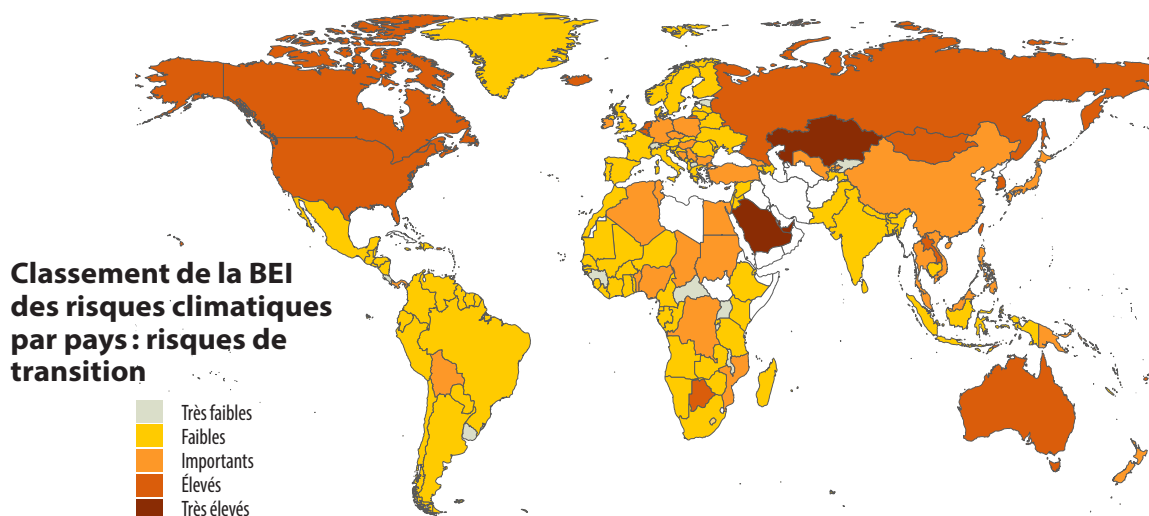
La capacité d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience revêt également une grande importance. Bon nombre des pays les plus exposés aux effets physiques directs des changements climatiques sont aussi parmi les moins aptes à s'y adapter. C'est particulièrement le cas des pays d'Afrique subsaharienne, tandis que les capacités d'adaptation dans les Caraïbes et le Pacifique sont plus variables. En réalité, beaucoup de pays moins avancés sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques en partie du fait de leur retard de développement. La mauvaise qualité des infrastructures et des logements amplifie les dommages humains et économiques causés par les catastrophes naturelles comme les ouragans. La dépendance excessive à l'égard de l'agriculture fragilise de nombreuses personnes et économies. Le niveau élevé d'endettement public et la faiblesse des sources de revenus intérieures empêchent d'investir rapidement dans l'adaptation. Les personnes aux revenus faibles ayant peu d'économies et de capacités d'emprunt sont très vulnérables face à toute forme de crise.

C'est pourquoi la réduction de la pauvreté et la diminution des incidences des changements climatiques vont désormais de pair. Les pays vulnérables à revenu faible ou intermédiaire ont besoin d'aide pour mettre en œuvre des mesures spécifiques d'adaptation aux changements climatiques, comme la protection des côtes ou la mise en place d'infrastructures plus résilientes. Ils ont également besoin d'une aide au développement plus générale pour construire des infrastructures, diversifier leur économie et accroître leurs revenus, ce qui, dans de nombreux cas, faciliterait aussi la gestion des incidences des changements climatiques.

### Les pays à revenu élevé connaissent les plus grands risques de transition, mais l'atténuation des changements climatiques est plus difficile pour les pays à faible revenu

Le classement des risques de transition par pays établi par la BEI brosse un tableau différent. Les exportateurs de combustibles fossiles sont les plus à risque. Les pays à revenu élevé, qui consomment une grande partie des





ressources mondiales et génèrent des émissions importantes, sont généralement exposés à des risques plus élevés du fait de la transition vers une économie mondiale à faible émission de carbone. Toutefois, les pays en développement devraient connaître de plus forts risques liés à la transition dans un avenir proche, car ils rattrapent les pays développés et leur croissance économique continue d'être corrélée aux émissions de gaz à effet de serre.

Les risques de transition restent néanmoins élevés pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier en raison de leur plus faible capacité d'atténuation des changements climatiques. Les risques auxquels sont exposés des pays africains comme le Tchad, la République démocratique du Congo ou le Nigeria sont supérieurs à ceux pesant sur certains pays européens. Parfois, cela s'explique par leur forte dépendance aux revenus tirés des combustibles fossiles. Mais ce phénomène reflète surtout une faible capacité d'atténuation, avec une adoption lente, jusqu'à présent, des sources d'énergie renouvelables et un manque d'engagement à l'égard du changement, s'accompagnant de maigres financements pour l'appuyer. En outre, même lorsque les risques dans le cadre de la transition sont faibles, les investissements verts dans les pays en développement restent urgents. Ces pays ont besoin d'investissements massifs pour combler les lacunes en matière d'infrastructures, réduire la pauvreté et créer des emplois décents, tout en veillant à ce que les émissions de gaz à effet de serre respectent des niveaux viables. Cette transition en matière de développement doit également faire partie intégrante de la transition climatique mondiale.

### **Le financement du développement vert doit être à la hauteur du défi**

Les risques climatiques auxquels sont confrontées les économies émergentes et en développement montrent à quel point il est important de mobiliser suffisamment de financements à l'appui du développement qui soient destinés à l'action climatique. C'est dans ce domaine que les banques multilatérales de développement comme la BEI ont un rôle essentiel à jouer. En 2020, 30 % des prêts de la BEI à l'extérieur de l'Union européenne ont soutenu l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets. En tant que banque européenne du climat, nous nous engageons à consacrer 50 % de nos prêts à l'action climatique d'ici à 2025. Cet engagement est essentiel, car le financement du développement en faveur de l'action climatique est encore nettement inférieur aux besoins. Il y a un peu plus de dix ans, les pays développés s'étaient engagés à porter le financement de l'action en faveur du climat dans les pays en développement à 100 milliards de dollars par an avant fin 2020. D'après les dernières estimations, cet objectif n'a pas été atteint<sup>10</sup>.

Pourtant, l'objectif de 100 milliards de dollars doit être considéré comme un seuil et non comme un plafond. L'année 2020 étant désormais achevée, nous devons fixer un nouvel objectif plus élevé, reflétant l'urgence et l'ampleur des risques encourus par les pays en développement – et le monde entier – du fait des changements climatiques.

*Matteo Ferrazzi, Fotios Kalantzis, Sanne Zwart et Tessa Bending sont économistes à la Banque européenne d'investissement.*

<sup>10</sup> [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/100\\_billion\\_climate\\_finance\\_report.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/100_billion_climate_finance_report.pdf).

# LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES GRÂCE À L'ÉGALITÉ DES SEXES

**Les investissements en faveur du développement qui associent les femmes et tiennent compte de leurs besoins sont plus efficaces et durables**

Par Moa Westman

**À** de nombreux égards, ce sont les femmes qui mènent l'action en faveur du climat. Parmi elles se distinguent des dirigeantes, des entrepreneuses et des militantes. Quelques exemples ? Greta Thunberg, l'activiste suédoise de 17 ans, Patricia Espinosa, la diplomate mexicaine à la tête de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou encore les nombreuses cheffes d'entreprise qui participent aux initiatives sur les changements climatiques.

**Mais, dans l'ensemble, les femmes demeurent largement sous-représentées dans les organes de décision élaborateurs des initiatives en faveur du climat ou des politiques de lutte contre les changements climatiques, dans le secteur public ou privé. Toutefois, selon les Nations unies, les projets et les politiques liés au climat auxquels les femmes participent se sont révélés plus efficaces et ont donné de meilleurs résultats sur le plan environnemental.**

Si les changements climatiques peuvent être dévastateurs pour tous, en particulier pour ceux dont le revenu dépend des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement n'a pas les mêmes conséquences pour les femmes et les hommes. Le genre et la position sociale régissent l'accès des femmes et des hommes aux ressources productives, naturelles et financières, et ont des répercussions sur leur résilience aux effets des changements climatiques. Les projets et les investissements mis en œuvre en l'absence d'une participation significative des femmes sont moins efficaces et amplifient souvent les inégalités existantes entre les sexes.

## Faire participer les femmes pour changer la donne

La Banque européenne d'investissement a pris l'engagement sans précédent d'aligner toutes ses activités de financement sur les objectifs de l'accord de Paris avant fin 2020 et de consacrer au moins 50% de ses financements à l'action en faveur du climat et de la durabilité environnementale d'ici à 2025. Pour tenir cet engagement, nous avons inauguré notre Feuille de route de la banque du climat. La Feuille de route montre comment des investissements bien ciblés peuvent soutenir la transition écologique et contribuer au développement social et à l'égalité des sexes. Les actions climatiques qui intègrent des préoccupations liées à l'égalité des sexes peuvent renforcer les résultats en matière de climat et d'environnement et constituent souvent un solide argument commercial en faveur de l'investissement. Les investissements qui tiennent compte des besoins des femmes contribuent à élargir la clientèle des entreprises, à accroître la satisfaction des clients, à améliorer les performances financières et commerciales et à attirer davantage de fonds d'autres investisseurs désireux d'avoir un impact.

Voici quelques exemples de la manière dont nous appuyons la participation des femmes.

### 1 : Prêter aux créatrices d'entreprises et aux fonds pour le climat gérés par des femmes

Les entrepreneuses sont davantage susceptibles de créer des entreprises et des fonds d'investissement axés sur la durabilité, mais l'argent qui leur aurait permis de développer leur activité leur fait souvent défaut. L'octroi de prêts à ces entreprises et à ces fonds peut leur conférer le poids nécessaire pour faire la différence. Situé en

**“ Les actions climatiques qui intègrent des préoccupations liées à l'égalité des sexes peuvent renforcer les résultats en matière de climat et d'environnement et constituent souvent un solide argument commercial en faveur de l'investissement. ”**

Amérique latine et géré par une équipe de femmes, le fonds pionnier pour l'environnement EcoEnterprises en offre l'illustration. Il investit dans des entreprises axées sur la biodiversité (foresterie et agriculture durables, etc.) et collabore activement avec les entreprises de son portefeuille pour améliorer les possibilités d'emploi et d'accès aux postes de direction pour les femmes et les communautés autochtones. Le fonds est soutenu par la Banque européenne d'investissement et FinDev Canada. EcoEnterprises est le premier investissement de FinDev Canada dans le cadre du Défi 2X, l'initiative mondiale visant à améliorer l'accès au crédit pour les entreprises dirigées par des femmes, qui emploient des femmes et qui bénéficient à celles-ci. La BEI participe également au Défi 2X.

### **2 : Financer des projets de lutte contre des inégalités tenaces**

La place que nous donnons à l'égalité des sexes est visible dans l'intérêt que nous portons à des projets permettant de réduire des inégalités accumulées au fil des générations et qui se traduisent, pour les femmes et les filles, par des perspectives limitées et une moindre capacité à s'adapter aux grands défis de notre époque, comme les changements climatiques.

L'agriculture en est un bon exemple. D'une manière générale, les exploitations agricoles familiales dirigées par des femmes sont plus petites que celles dirigées par des hommes. Compte tenu de cette dimension plus réduite et des contraintes pour accéder aux ressources financières et productives, les femmes ne bénéficient généralement pas des fonds nécessaires pour couvrir les pertes liées aux conditions climatiques ou pour adopter des technologies qui pourraient rendre leurs exploitations plus efficaces et résistantes aux changements climatiques. Cependant, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, améliorer les conditions des agricultrices pourrait accroître le rendement de leurs exploitations de 20 à 30 %, augmenter la fertilité des sols et protéger les écosystèmes.

Géré par BlueOrchard, le fonds d'investissement InsuResilience collabore avec des institutions de microfinancement pour associer les prêts à des produits d'assurance qui protègent contre les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles. La BEI soutient BlueOrchard avec un investissement de 25 millions de dollars. Dans ce cadre, le fonds a convenu de veiller à ce que 40 % de ses investissements soient conformes aux critères de prêt de l'initiative Défi 2X, en garantissant aux femmes un accès facilité aux financements ainsi qu'à une assurance contre les aléas climatiques.

### **3 : Aider nos clients à établir des objectifs en matière d'égalité des sexes**

Nos services de conseil et notre assistance technique nous permettent d'appuyer les efforts de nos clients visant à établir des objectifs en matière d'emploi des femmes et d'accès de celles-ci aux postes de direction.

En 2020, responsAbility Investments, qui bénéficie du soutien de la Banque européenne d'investissement et de FMO, la Société néerlandaise pour le financement du développement, a qualifié un de ses fonds pour le

climat pour le Défi 2X en s'engageant à appliquer à son portefeuille d'investissements une optique sexospécifique et à ce qu'au moins 50% des entreprises bénéficiaires de ses investissements fournissent des emplois de qualité aux femmes.

L'énergie est l'un des secteurs les moins inclusifs, les femmes n'y représentant que 32 % de la main-d'œuvre. Les investissements du fonds dans des solutions reposant sur les énergies renouvelables hors réseau peuvent également améliorer la vie des femmes. Selon Oxfam, les femmes des communautés rurales consacrent jusqu'à 14 heures par jour à des tâches non rémunérées. Une grande partie de leur travail concerne la collecte du bois de chauffage, une situation qui limite la capacité des femmes et des filles à recevoir une éducation ou à exercer d'autres activités productives. d.light, l'un des bénéficiaires des investissements du fonds en Afrique de l'Est, propose un système d'offre prépayée qui permet aux ménages à faible revenu d'acheter des lampes et des kits domestiques alimentés à l'énergie solaire. Ces éclairages permettent aux commerçantes de prolonger les heures d'ouverture de leur boutique jusque tard dans la nuit.

**Les investisseurs intéressés par la question climatique devraient réfléchir soigneusement à la meilleure façon de promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre de l'action en faveur du climat et de la durabilité environnementale**, tout en renforçant l'autonomie des femmes et en consolidant de nouveaux marchés. Des investissements plus intégrés peuvent contribuer à résoudre les crises interdépendantes des changements climatiques, de la dégradation de l'environnement et des inégalités sociales, et cela de manière à ne laisser personne de côté.

*Moa Westman est spécialiste des questions liées au genre à la Banque européenne d'investissement.*

# PRENEZ DES RISQUES

## Un partenariat de financement innovant avec le Luxembourg permet de soutenir des fonds pour le climat dans les pays en développement en réduisant les risques pour les investisseurs privés

Certains pays n'ont ni les structures ni les capacités de financement nécessaires pour soutenir les entreprises qui s'intéressent aux énergies de substitution, à l'efficacité énergétique ou à l'utilisation durable des sols. Pour combler le déficit de financement, il est essentiel de mobiliser des financements privés et d'atténuer les risques inhérents aux projets dans les pays en développement.

La plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI représente un modèle novateur canalisant des investissements privés qui, parallèlement aux financements de la BEI, sont déployés en vue de relever ces défis. Créée par la Banque européenne d'investissement et le Luxembourg en 2017, la plateforme a mis en place des processus décisionnels rapides et des critères clairs pour le financement de l'action en faveur du climat. Ces critères découlent des priorités des donateurs et des investisseurs, ainsi que de l'expérience mondiale de la BEI en matière de financement climatique, de son savoir-faire technique interne qui s'appuie sur plus de 300 ingénieurs et économistes, de l'harmonisation avec d'autres institutions financières internationales, de normes d'investissement de pointe dans le secteur, de normes environnementales et sociales rigoureuses et d'un cadre strict en matière de suivi et d'établissement de rapports. La plateforme vise à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, à accroître les économies d'énergie, à remettre les sols en état et à promouvoir les nouvelles technologies.

La plateforme procède à des investissements en fonds propres dans des tranches de rang inférieur de fonds multitranches, ce qui réduit les risques pour les entités du secteur privé investissant dans les tranches de premier rang. Ces fonds investissent ensuite dans des entreprises implantées dans des pays émergents qui participent à des projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets. La plateforme exerce un effet multiplicateur, défini par le rapport entre l'investissement total dans les projets finals et l'engagement initial de la plateforme. Le montant de 20 millions d'euros investi par la plateforme, conjugué au financement de 166 millions d'euros mis à disposition par la BEI, mobilise ainsi 3,4 milliards d'euros d'investissements en faveur des projets.

La plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI coopère actuellement avec quatre fonds.

Le **Green for Growth Fund** est un fonds d'investissement d'impact spécialisé dans l'atténuation des changements climatiques et la promotion d'une croissance économique durable, qui investit essentiellement dans des mesures réduisant la consommation d'énergie, l'utilisation des ressources et les émissions de CO<sub>2</sub>.

Le **Land Degradation Neutrality Fund** soutient des projets menés par le secteur privé qui favorisent la gestion durable des terres, principalement au moyen d'une agriculture et d'une foresterie durables.

Le **Access to Clean Power Fund** est un fonds qui soutient de petites entreprises fournissant des solutions en matière d'énergie renouvelable. Son but est de contribuer à des impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs, en aidant les entreprises à se développer. Pour ce faire, il leur propose des fonds de roulement afin de leur permettre de payer leurs stocks et leurs créances, ainsi que des prêts visant à financer des volets spécifiques de leurs projets.

Le **Climate Resilience Solutions Fund** est le premier fonds d'investissement à se concentrer sur l'adaptation aux changements climatiques et le premier instrument d'investissement commercial à cibler les petites entreprises actives dans le domaine des services d'information sur le climat et des solutions en la matière pour les pays en développement (analyses de données relatives à l'agriculture).

# PAS DE BOIS, PAS DE CHOCOLAT

**L'augmentation de la demande de cacao met en péril les forêts des pays producteurs. En conséquence, une nouvelle législation européenne vise à lutter contre la « déforestation importée » et l'État ivoirien s'associe à la banque de l'UE pour réhabiliter ses forêts dégradées au profit des générations futures**

Par Jane Feehan

**L**a Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao. Lorsque je me suis installée dans ce pays d'Afrique de l'Ouest en 2019, j'ai pu constater de mes propres yeux à quel point le cacaoyer (*Theobroma cacao*), une espèce originaire d'Amérique du Sud, est devenu une partie intégrante de l'économie. Le cacao génère plus de 40 % des recettes d'exportation et la filière emploie environ 6 millions de personnes en Côte d'Ivoire.

Toutefois, le triste corollaire de cette augmentation de la production de cacao, c'est que la Côte d'Ivoire a perdu rien de moins que 60% de ses forêts au cours des 25 dernières années. Les dernières forêts du pays se trouvent principalement dans des parcs nationaux et des réserves forestières, mais même là, la culture du cacao s'est frayé un chemin sur de vastes superficies. L'identité du pays s'articule autour de son capital et de son patrimoine naturels : ainsi, on retrouve partout l'emblème de l'éléphant, mais cet animal a presque disparu à l'état sauvage. La disparition des forêts est une perte environnementale aux répercussions encore plus profondes : ses lourdes conséquences touchent aussi bien la fertilité des sols que la gestion des bassins versants et la qualité de l'eau, la biodiversité, les stocks de carbone ou la perte du large éventail de biens et de services que les populations tirent des forêts et dont dépendent de nombreuses personnes pauvres en zone rurale.

Mais la situation est peut-être sur le point de changer, car une décennie de transformations s'annonce. Sous l'impulsion du pacte vert pour l'Europe, de la décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes et de la montée des préoccupations concernant les effets de la chaîne de valeur du cacao sur la perte de forêts et le bien-être des personnes qui travaillent dans cette filière, l'Union européenne propose deux nouveaux textes législatifs, qui devraient être approuvés en milieu d'année. De plus, l'État ivoirien s'associe à la Banque européenne d'investissement pour financer un projet de reconstitution des forêts du pays.

## Une demande de cacao en hausse

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays les moins avancés. Elle se classe 162<sup>e</sup> sur les 189 pays de l'indice de développement humain du PNUD, près d'un tiers de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Elle se définit aujourd'hui par les revenus qu'elle tire du cacao, ainsi que des noix de cajou, des bananes et du café.

La consommation de cacao est en hausse, malgré les répercussions de la pandémie de COVID-19 comme la réduction de la demande de produits de chocolaterie artisanale ou de luxe, associée aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues aux restrictions liées à la crise sanitaire. À plus long terme, le marché mondial des fèves de cacao devrait enregistrer un taux de croissance annuel composé de 7,3% sur la période 2019-2025 pour atteindre 16,32 milliards de dollars. Le marché de détail du chocolat affichait une valeur de 106,19 milliards de dollars en 2017 et devrait atteindre 189,89 milliards de dollars d'ici 2026. Sur le plan purement économique, c'est bon pour la Côte d'Ivoire, qui représente 42 % de la production mondiale de cacao. Mais cela s'accompagne d'un grave péril pour les forêts du pays. Au rythme actuel, toutes les forêts naturelles de Côte d'Ivoire auront disparu d'ici 20 ans.

**“ Les projets de l’UE peuvent avoir une incidence importante, car la région est la plus grande importatrice de cacao produit en Côte d’Ivoire. ”**

### **Nouveaux financements de la BEI et nouvelle législation de l’UE**

C’est pourquoi le premier des deux nouveaux textes législatifs européens revêt une importance capitale. Il porte sur la déforestation importée. Avec ses importations de produits tels que le cacao, l’huile de palme, la viande, le maïs et le soja, l’Union européenne contribue indirectement à environ 10 % de la déforestation mondiale. Afin d’éviter que son pouvoir de marché considérable continue d’encourager la déforestation et la dégradation des forêts dans d’autres parties du monde, l’Union européenne entend imposer de nouvelles règles sur la provenance et la traçabilité d’une série de produits de base, dont le cacao. Le second texte législatif intègre la durabilité dans le cadre de gouvernance des entreprises de l’UE. Cela signifie des exigences contraignantes en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Les projets de l’Union européenne peuvent avoir une incidence importante, la région étant la plus grande importatrice de cacao de Côte d’Ivoire puisqu’elle achète 67 % des fèves de cacao produites par le pays. Les partenaires de l’UE, dont la Banque européenne d’investissement, les États membres et les agences de développement, ont uni leurs forces pour mettre sur pied une initiative de l’équipe d’Europe visant à soutenir le cacao durable en Côte d’Ivoire.

Parallèlement, l’État ivoirien a élaboré une stratégie décennale pour protéger, remettre en état et replanter les forêts du pays.

À la suite d’une série de discussions d’orientation, notre équipe de spécialistes des forêts et des financements étudie le meilleur moyen pour la Banque de contribuer à la mise en œuvre et au financement du plan ambitieux et transformateur élaboré par les pouvoirs publics ivoiriens. Nous avons déjà mobilisé des fonds d’assistance technique pour la phase d’instruction du plan et la phase de préparation précédente. Notre financement se concentrerait sur des investissements structurels à forte intensité de capital, tels que les pépinières, les infrastructures, les équipements, les activités de boisement et de reboisement, ainsi que sur les activités d’appui essentielles telles que les études et inventaires et les plans de gestion des forêts.

La Banque européenne d’investissement apporte une perspective à long terme au projet qui coïncide avec le calendrier de la Côte d’Ivoire. Au moment où la chaîne de valeur du cacao fait l’objet d’un examen critique, notre financement aide la Côte d’Ivoire à sécuriser ses marchés européens. Il aide également la Côte d’Ivoire à restaurer son patrimoine naturel. Certaines des essences d’arbres qui vont être plantées aideront à répondre à la demande locale et régionale à court et à moyen terme pour les produits forestiers et dérivés du bois, ce qui réduira la pression exercée sur les forêts restantes. D’autres seront plantées pour les générations futures : les géants spectaculaires des forêts de la région, comme le grandiose fromager qui impressionne avec ses énormes racines arc-boutées et son envergure massive, ou des essences de bois d’œuvre de grande valeur comme le tiama et le fraké, qui sont devenues rares à l’état naturel. Plusieurs décennies seront nécessaires pour que ces essences emblématiques des transformations en cours parviennent à maturité. La croissance de ces forêts régénérées est un héritage en matière de développement que nous laisserons aux générations futures.

*Jane Feehan est à la tête du bureau régional de la BEI pour l’Afrique de l’Ouest à Abidjan.*

# UN FLUX CRÉATIF

**En Afrique, chaque projet représente un puzzle unique pour les ingénieurs hydrauliciens. Voici quelques solutions de développement créatives conçues pour répondre aux besoins en eau de l’Afrique et bâtir son indépendance à long terme**

Par Caroline Ogutu

Il est faux de croire que les ingénieurs sont dotés de logique mais dépourvus de créativité. Face au défi que représentent les changements climatiques, les ingénieurs civils qui, comme moi, travaillent dans le développement ont besoin de se montrer tout aussi inventifs que s’ils exerçaient des professions faisant principalement appel à cette qualité.

La créativité est un besoin humain, un élément vital de notre évolution. Bien évidemment, c’est un besoin un peu moins essentiel que l’eau, mais le développement est une forme d’évolution des sociétés et des économies. **Chaque fois que je suis confrontée à un nouveau défi en tant qu’ingénieure hydraulicienne, je dois trouver une solution adaptée pour apporter l’eau et l’assainissement à une population.**

Dans le contexte africain, chaque projet concernant l’eau est unique et nous devons adopter différentes approches pour nous assurer que les projets sont durables et qu’ils répondent aux besoins de la population.

## Des solutions de développement créatives en Tanzanie

Le projet relatif à l’eau et à l’assainissement de Mwanza et de ses villes satellites de Lamadi, Misungwi et Magu, ainsi que de Bukoba et Musoma, sur les rives tanzaniennes du lac Victoria, a nécessité une bonne dose de réflexion créative, sans oublier un travail approfondi sur le terrain.

L’objectif de ce projet, lancé par la Banque européenne d’investissement en 2013, est de préserver la salubrité de l’environnement du lac, en apportant de meilleurs services d’eau et d’assainissement aux habitants de ces villes tanzaniennes. En effet, la pollution que ces villes génèrent participe à la dégradation générale de ce lac d’eau douce.

Bien évidemment, le fait que le projet apporte de l’eau potable à environ 1 million de personnes et améliore les services d’assainissement de quelque 100 000 habitants constitue bien plus qu’un bienfait secondaire.

Mais qu’est-ce que ce projet a de créatif ?

Tout d’abord, nous nous sommes servis de l’environnement local pour mettre en place une solution. Le système d’approvisionnement en eau de Lamadi, avec sa station d’épuration sur les rives du lac, nécessitait des moyens innovants pour l’ouvrage de prise d’eau. Il a été proposé de mettre en place des galeries filtrantes : l’eau du lac est d’abord filtrée à travers le lit de sable, avant de s’écouler dans un système de traitement à l’écart du rivage. Les galeries filtrantes sont des conduites perméables, horizontales ou inclinées, dans lesquelles l’eau peut s’infiltrer depuis une source sus-jacente ou voisine, dans ce cas, le lac. Le sable filtre les sédiments et les matières en suspension, à savoir les polluants, comme si l’on passait l’eau à travers un tamis. L’eau est ainsi nettoyée et peut être chlorée ou traitée par d’autres moyens. La filtration permet d’éviter les maladies d’origine hydrique. En outre, elle repose entièrement sur l’utilisation de l’environnement local.



**“ Dans le contexte africain, chaque projet concernant l’eau est unique et nous devons adopter différentes approches pour nous assurer que les projets sont durables et répondent aux besoins de la population. ”**

De toute évidence, cela ne pourrait pas fonctionner dans toutes les situations, et c’est pourquoi il a fallu être créatif.

#### **De la créativité à haute et basse altitudes**

Toutefois, l’aspect le plus créatif du projet Mwanza concerne la gestion des quartiers informels, qui ne bénéficiaient d’aucun service d’assainissement. Ces quartiers sont en grande partie tributaires d’installations d’assainissement sur site, comme des latrines à fosse. Il n’est pas rare de trouver des quartiers mieux organisés sur les hauteurs, tandis que les quartiers informels se situent majoritairement sur des terrains à faible altitude. Étrangement, la situation est inversée à Mwanza. Sur les pentes des collines entourant Mwanza se trouvent principalement des quartiers informels densément peuplés, dépourvus d’infrastructures et de réseaux routiers organisés, ce qui pose de grandes difficultés pour les services d’approvisionnement en eau et d’assainissement.

Sans tout-à-l’égout, les eaux usées des quartiers informels s’écoulent librement à flanc de colline. Ces quartiers ne bénéficiaient pas non plus d’un approvisionnement en eau régulier en raison de raccordements inadaptés et de l’incapacité des habitants à payer les frais de raccordement.

L’idée que nous avons mise au point : **des égouts simplifiés.**

Voici comment nous avons procédé. La solution des égouts simplifiés a été conçue en sensibilisant et en mobilisant massivement la population locale. En partenariat avec ONU-Habitat, nous avons constitué, dans les communautés respectives des quartiers informels, des groupes de suivi, des forums regroupant différentes parties prenantes. Ces forums sont composés de membres bénévoles de la communauté, d’agents administratifs et de responsables sanitaires. L’objectif principal est de mobiliser les membres de la communauté et de les sensibiliser à l’importance de la salubrité de l’environnement, et plus précisément de les inciter à raccorder leurs toilettes au réseau d’égouts. Les forums jouent aussi un rôle de médiation pour la résolution des conflits qui surviennent au cours des travaux de construction.

Comment le réseau d’égouts simplifiés est-il construit ? Le forum répartit la communauté en groupements de dix foyers, par exemple, qui seront chargés de leur propre assainissement. Chaque groupement a pour mission de raccorder ses propres toilettes et foyers à un point de collecte. Ensuite, MWAUWASA, l’organisme local chargé des services collectifs, installe une canalisation principale et des conduites latérales qui recueillent les eaux usées des points de collecte et les déversent dans le réseau d’égouts conventionnels existant.

Mais la communauté locale n’est pas livrée à elle-même. La solution des égouts simplifiés est vraiment construite autour de la composante de l’engagement communautaire. Le forum et nos consultants expliquent à la population – au moyen de fréquentes réunions de sensibilisation – l’importance d’assainir les eaux usées, de disposer de meilleures toilettes et de les utiliser, sans oublier les techniques d’entretien des raccordements. Nous finançons également les travaux de construction et d’entretien, tandis que l’organisme de services collectifs fournit les matériaux pour installer les raccordements. Un maître d’ouvrage intervient pour réaliser la construction. Une personne du groupement de résidents est nommée pour diriger le groupe et veiller à l’entretien des raccordements.

La population participe. Elle adhère au projet, grâce aux nombreuses réunions et aux activités de sensibilisation approfondies organisées en coopération avec ONU-Habitat. Elle prend part aux décisions sur la construction et supervise tout. Bien évidemment, elle n'est pas la seule à en profiter. L'organisme de services collectifs trouve en quelque sorte un moyen de pénétrer dans ces quartiers informels densément peuplés. De plus, il tire des revenus de ces raccordements. Les autres habitants de la ville en bénéficient aussi, car les eaux usées des populations installées sur les collines ne ruissellent plus jusqu'à leur porte.

## “ La population participe. Elle adhère au projet. ”

L'une des caractéristiques du projet a aujourd'hui une résonance particulière: les points d'eau, les installations de lavage des mains et les actions de sensibilisation en matière d'hygiène organisées régulièrement dans les écoles et parmi les populations locales dans le cadre de ce projet ont augmenté le niveau de sensibilisation et la préparation aux situations d'urgence, telles que la menace posée par la pandémie de COVID-19 dans la région.

D'un coût de 104 millions d'euros, le projet a été financé au moyen d'un prêt de 45 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement, de 45 millions d'euros mis à disposition par l'Agence française de développement et de 14,5 millions d'euros du gouvernement tanzanien. La Banque européenne d'investissement a également apporté une assistance technique financée par des aides non remboursables de l'Union européenne.

Cette assistance technique a été déterminante. Avant même le début du projet, nous avons financé un plan directeur pour analyser la demande et les besoins en eau de la population à l'avenir. Nous avons aussi élaboré un plan directeur pour l'assainissement. Par conséquent, du point de vue du financement, nous savions ce qu'il y avait à faire et nous avons pu l'adapter aux besoins futurs de la population. C'est ce qui rend cette solution durable.

### La créativité de Kampala

Un autre projet dans la région du lac Victoria pour lequel il a fallu faire preuve de créativité est l'amélioration de l'approvisionnement en eau de Kampala, capitale de l'Ouganda.

Les réseaux d'approvisionnement en eau de Kampala constituaient un enchevêtrement de canalisations. Dépourvus d'une bonne planification en amont, ils ont été construits à diverses époques de manière fragmentaire, de sorte que tout le monde a été raccordé à partir de nombreuses directions différentes. En conséquence, le système présentait de nombreuses inefficacités, comme des pertes liées à l'utilisation de canalisations de la mauvaise taille ou des fuites, par exemple, au niveau des nombreux raccordements mal conçus entre les différentes parties du réseau. **Entre la station de traitement et le robinet, près de la moitié de l'eau se perdait. Pour l'organisme de services collectifs, cela signifiait n'être payé que pour la moitié de l'eau traitée.**

Afin d'augmenter l'approvisionnement en eau, nous avons décidé d'améliorer les infrastructures d'adduction. Plus précisément, nous avons pu augmenter l'approvisionnement en eau à partir des installations de traitement existantes rien qu'en améliorant les raccordements et en les remettant en état. **Grâce à cela, nous avons pu apporter l'eau – qui était auparavant perdue – à des personnes qui n'étaient jusqu'alors pas desservies.** Avec ses partenaires de l'Agence française de développement et de la banque allemande de développement, KfW, la Banque européenne d'investissement a également modernisé la station de traitement de l'eau, qui a permis de porter la production journalière de 150 000 à 240 000 m<sup>3</sup>. Nous avons entamé les travaux de construction d'une nouvelle station de traitement de l'eau dans la partie orientale de Kampala pour approvisionner des quartiers qui n'ont jamais été desservis.

### Des solutions pour les quartiers informels de Kampala

La solution générale que nous avons adoptée pour Kampala n'était pas celle que nous avons retenue pour Mwanza. Dans le même ordre d'idées, la solution pour les quartiers informels de Kampala devait être différente de celle mise au point pour ceux de Mwanza.

**“ Les Africains doivent réfléchir à leurs propres solutions et se les approprier. C’est alors qu’elles deviendront véritablement durables. ”**

Tout d’abord, les quartiers informels de Kampala sont situés sur des terrains à faible altitude, et non sur des collines comme à Mwanza. Nous devons néanmoins réduire la quantité d’eau non traitée dans ces quartiers, réduire l’incidence des maladies d’origine hydrique et apporter des services d’assainissement à 200 000 habitants.

Cette fois, la solution créative faisait appel à des **blocs sanitaires**.

Voici comment nous avons procédé. Nous avons construit des installations sanitaires dans un espace public. Nous avons proposé leur rattachement à un restaurant ou à un magasin situé à proximité, par exemple. L’opérateur privé de l’installation sanitaire en assure l’entretien et demande aux résidents des quartiers informels une somme modique pour son utilisation. Néanmoins, l’exploitation de l’installation sanitaire est subventionnée par le commerce adjacent. **L’opérateur est incité à bien entretenir les installations et à y maintenir des tarifs bas pour pouvoir attirer des personnes dans le commerce adjacent et y enregistrer plus de bénéfices. Afin de conserver la licence du commerce adjacent, l’opérateur doit aussi prouver aux inspecteurs du conseil municipal qu’il entretient les blocs sanitaires.** Cette solution garantit l’entretien du bloc sanitaire sur le long terme.

C’est un remède à un problème fréquent en matière de développement, dans lequel une entité extérieure investit beaucoup d’argent dans la construction d’un bloc sanitaire, qui finit par se détériorer faute d’entretien sur le long terme. En quelques années, l’absence de gestion et d’entretien conduit à des dysfonctionnements, voire à des actes de vandalisme. Les blocs sanitaires de Kampala sont une façon créative d’offrir un avenir durable à ce type d’installation, sans que d’autres ressources importantes soient nécessaires pour les maintenir en état.

### **La créativité est essentielle au développement**

Ces projets sont déterminants pour assurer le développement efficace de l’Afrique. Si nous importons une solution unique, la durabilité ne sera jamais au rendez-vous. Il faut que les infrastructures soient entretenues, que les équipements soient facilement accessibles, et qu’ils puissent être achetés. Les Africains doivent réfléchir à leurs propres solutions et se les approprier. C’est alors qu’elles deviendront véritablement durables.

*Basée à Nairobi, Caroline Ogotu est ingénieure hydraulicienne dans la division Sécurité et résilience de l’eau de la Banque européenne d’investissement.*

# PARTAGEZ CE QUE VOUS SAVEZ

## La crise de l'eau dans les pays en développement exige un renforcement urgent du partage des connaissances et des capacités

Par Thomas Van Gilst et Marco Beroš

**P**artager les connaissances et l'expérience est une tâche ardue. Il faut beaucoup de temps et un long travail d'analyse pour cerner les capacités et les besoins des clients, puis réunir les experts compétents pour proposer des conseils rapidement et efficacement.

Il faut agir plus vite et plus fort face à la crise mondiale de l'eau et de l'assainissement dont pâtissent des milliards de personnes à travers le monde, et l'une des solutions clés est le partage des connaissances. De tout temps, l'être humain a su trouver de l'eau pour survivre. Mais l'ampleur des défis et les solutions qu'il nous faut trouver exigent des compétences qui ne sont pas toujours disponibles partout. Pour fournir de l'eau potable et des services d'assainissement décentes aux populations dans les régions reculées et défavorisées du monde de manière durable et efficace, il nous faut combler un déficit important de connaissances et de compétences.

La population mondiale et l'urbanisation augmentent rapidement. Nous consommons les ressources plus rapidement qu'elles ne se reconstituent. Dans de nombreux pays pauvres, les services des eaux fonctionnent avec des budgets limités et les formations sont rares. Dans les pays moins développés, les investissements et les conseils nécessaires pour les projets relatifs à l'eau et à l'assainissement font défaut.

### Une action à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe

La Banque européenne d'investissement est unique parce qu'elle intervient à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne. En Europe, nous avons relevé les niveaux de service pour les aligner sur des normes très élevées au cours des dernières décennies, en acquérant une expérience et un savoir-faire considérables. Nos experts sont à même d'aider tous les promoteurs à mobiliser le savoir-faire nécessaire à la préparation et à la mise en œuvre de projets sur mesure qui répondent le mieux aux besoins de leurs communautés, tout en respectant nos normes en matière environnementale, sociale et de passation de marchés.

La Banque européenne d'investissement est l'un des principaux bailleurs de fonds du secteur de l'eau : au cours des dix dernières années, elle a investi 33 milliards d'euros dans plus de 300 projets dans le monde entier, sous la forme de prêts, d'aides non remboursables et de conseils techniques. En Afrique, la Banque a consacré près de 2 milliards d'euros à des projets d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au cours de la dernière décennie. Les projets signés en 2020 devraient à eux seuls permettre à 29,6 millions de personnes d'accéder à l'eau potable, et à 15,5 millions de personnes de bénéficier de meilleurs services d'assainissement.

### Des compétences, des connaissances, des outils

Pour la grande majorité des projets en dehors de l'Union européenne, une partie importante de notre travail consiste à définir et à mobiliser l'assistance technique ou à renforcer les capacités. Avant de signer un contrat de financement avec une autorité publique ou une entreprise privée, nous nous assurons qu'elle possède les compétences, les connaissances, les outils, les équipements et les autres ressources nécessaires à la réalisation d'un projet et à la gestion des actifs sur le très long terme.

Travailler dans le secteur de l'eau n'est pas une tâche aisée. Il y a en permanence des problèmes à résoudre, comme l'efficacité des installations de traitement, les ruptures d'approvisionnement, la réparation de fuites, les épisodes de pollution, la facturation et le recouvrement. Transporter l'eau coûte cher également. Chaque mètre cube d'eau

**“ Le partage des connaissances à son niveau le plus élémentaire permet de s’assurer que les bonnes décisions sont prises le plus tôt possible afin d’éviter de faire fausse route. ”**

pèse 1 000 kilos. Déplacer l’eau sur de longues distances et l’élever de la source au robinet nécessite des pompes onéreuses et fortement énergivores. On voit aisément comment l’inefficacité conduit à des coûts élevés.

#### **Une nouvelle ville, un nouveau plan**

Chaque ville ou région a sa propre réserve d’eau – source, lac ou rivière – et l’infrastructure est spécifique à la région ; elle ne fait pas partie d’un réseau national, comme c’est le cas pour l’électricité ou les télécommunications. Les services d’eau et d’assainissement ne sont généralement pas gérés au niveau national, mais à l’échelon local ou, dans certains cas, régional. Parfois, le service est simplement géré par la ville et seuls quelques employés y sont affectés. Ainsi, et en particulier dans les pays plus pauvres, les compétences sont restreintes sur le terrain et le personnel a une expérience limitée des grands projets d’investissement. Les ingénieurs expérimentés tendent à chercher un emploi ailleurs, par exemple dans les ministères ou dans le secteur privé. L’assistance technique fait donc une grande différence dans la conception et l’exécution de projets solides, ainsi que pour renforcer les capacités locales. Ce transfert de connaissances peut permettre de réaliser de nombreuses économies pour un service d’utilité publique. Qu’ils suivent des cours officiels ou des formations pratiques avec les experts déployés, les responsables et les ingénieurs des services d’utilité publique se familiarisent avec les méthodes de conception et les meilleures pratiques de mise en œuvre des projets, sont formés à l’aide de nouveaux logiciels, appliquent des procédures plus efficaces et, à terme, sont en mesure d’accomplir de grandes avancées en matière d’efficacité opérationnelle et de viabilité financière.

L’un des meilleurs exemples récents d’assistance technique destinée à aider un pays sur le très long terme est le travail effectué en Moldavie dans le cadre de son premier plan de gestion des risques d’inondation. L’objectif était de mieux préparer le pays et de réduire les dégâts s’il devait être touché par de nouvelles inondations semblables à la catastrophe qui avait dévasté la région il y a une dizaine d’années. Nous avons aidé la Moldavie à mettre en place une évaluation préliminaire des risques d’inondation et des cartes des zones inondables, à évaluer les zones à haut risque, à définir des objectifs clairs pour gérer les risques d’inondation et à élaborer un plan d’investissement. Nous avons aidé le pays à vérifier 3 000 kilomètres d’ouvrages de protection contre les inondations et 5 000 barrages et réservoirs.

Le partage des connaissances à son niveau le plus élémentaire permet de s’assurer que les bonnes décisions sont prises le plus tôt possible afin d’éviter de faire fausse route. Il nous permet d’emprunter la bonne direction et d’envisager toutes les possibilités pour concevoir et construire les installations adéquates afin de répondre durablement aux besoins de la population. Il nous permet de protéger et d’améliorer des vies dès à présent et pour très longtemps.

*Thomas Van Gilst est chef de la division Sécurité et résilience de l’eau à la Banque européenne d’investissement et Marco Beroš est ingénieur hydraulicien principal.*

# PROTÉGER LES VOIES NAVIGABLES

**Les océans font face à de nombreuses menaces, mais les déchets plastiques représentent un risque que nous pouvons atténuer si nous nous en donnons la peine**

Par Juan Bofill

**L**es quantités de déchets plastiques déversées dans les océans augmentent chaque année. Dans de nombreux pays, cette pollution n'est guère maîtrisée du fait d'une gestion défailante des déchets. La pandémie de COVID-19 aggrave le problème si les masques et autres équipements de protection ne sont pas éliminés correctement.

La Banque européenne d'investissement étudie de multiples façons de financer des solutions pour répondre à la menace que représentent les matières plastiques. Étant l'un des plus grands prêteurs multilatéraux dans le secteur de l'eau, nous avons fourni des milliards d'euros pour traiter les eaux usées et procurer de l'eau potable à des millions de personnes dans le monde.

Environ 10 millions de tonnes de plastique sont déversées dans les océans chaque année. Quelque 150 millions de tonnes pourraient donc circuler dans les mers et autres voies d'eau à l'heure actuelle. Bon nombre des matériaux plastiques destinés à protéger le grand public et les professionnels de santé contre le COVID-19 – comme les gants, les masques et les surblouses – sont des articles à usage unique, ce qui exacerbe le problème. Sur les millions de masques jetés, une certaine quantité se retrouve ainsi dans les océans.

Une bonne partie du plastique qui pénètre dans les océans le fait sous la forme de particules d'une taille inférieure à 5 millimètres. Ces microplastiques menacent la vie océanique et peuvent nuire aux humains lorsqu'ils consomment du poisson. On estime que les humains ingèrent une quantité de microplastiques égale en moyenne au poids d'une carte de crédit par semaine.

## Cette pollution va empirer

Les microplastiques qui finissent leur chemin dans la mer proviennent principalement de textiles, de pneus et de poussières urbaines. La pollution des océans par les microplastiques devrait continuer à croître, en particulier dans les pays à revenu faible dont l'économie est en expansion. Les stations d'épuration de haute qualité peuvent capter jusqu'à 99% de ces plastiques après leur entrée dans les eaux usées.

Souvent, le secteur privé n'investit pas dans des programmes de réduction des déchets microplastiques, car ces surcoûts ne peuvent pas être entièrement compensés par des prix plus élevés. C'est la raison pour laquelle le secteur public doit renforcer la réglementation sur les microplastiques, imposer des normes plus strictes en matière de pollution et offrir des financements abordables qui déboucheront sur davantage d'innovations et de stations de traitement modernes.

En 2017, la Banque européenne d'investissement a adopté une nouvelle politique de prêt pour le secteur de l'eau en vue de proposer davantage de soutien et de financements à long terme à des conditions avantageuses aux fournisseurs d'eau, aux gestionnaires de ressources hydriques et aux entreprises qui génèrent des eaux usées industrielles. L'année suivante, la BEI a lancé l'initiative Clean Oceans avec d'autres banques publiques, afin de mettre à disposition jusqu'à 2 milliards d'euros pour des projets visant à retirer les matières plastiques et d'autres polluants des voies navigables.

La BEI est toujours à la recherche d'institutions publiques et privées désireuses de collaborer avec elle pour créer de nouvelles initiatives, soutenir l'innovation et sensibiliser le public au problème des plastiques.

*Juan Bofill est ingénieur hydraulicien principal à la Banque européenne d'investissement.*

# DE L'EAU POTABLE CONTRE LA VIOLENCE

## Un fonds de l'UE et de l'État néerlandais vise à remédier aux pénuries chroniques d'eau au Niger afin d'améliorer le contexte sanitaire et de prévenir la radicalisation

Par Yusuf Yassin

**A**méliorer l'approvisionnement en eau dans la région frontalière de l'ouest du Niger est une tâche périlleuse. Depuis des années, cette zone regorge de miliciens et les violences sont monnaie courante le long de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso. Les visites sur le terrain des spécialistes de l'eau doivent être effectuées sous la protection de l'armée. Cependant, le Niger a besoin d'aide pour améliorer son approvisionnement en eau. À l'aune des normes internationales, l'accès à l'eau potable est faible, avec de grandes disparités entre les zones urbaines et rurales. Le Niger figure dans le bas du classement de l'Indice de développement humain des Nations unies. De nombreuses régions sont menacées par la sécheresse et la désertification. Dans la région de Tillabéri, près de la frontière occidentale, 92 % de la population vit en zone rurale. Les pénuries d'eau potable y sont chroniques, en particulier pendant la saison chaude où les températures dépassent souvent 40 °C. Nous collaborons avec la compagnie des eaux nigérienne pour trouver des solutions à ces problèmes, avec l'appui d'un fonds de donateurs soutenu par l'État néerlandais.

Le Niger est l'un des 18 pays d'Afrique subsaharienne figurant sur la **liste harmonisée des situations fragiles de la Banque mondiale**. « Pour remédier à ces situations fragiles, il faut de toute urgence investir dans les infrastructures les plus essentielles », déclare Cristina Mejia García, chargée de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui supervise les projets au Niger. « Les sociétés et les économies qui disposent d'un approvisionnement en eau potable sont plus résistantes et plus sûres. »

Les besoins en eau du Niger sont désormais pressants. Et la situation ne va faire qu'empirer. À Téra, ville au nord-ouest de Niamey, la capitale du pays, seuls 40 % des 30 000 habitants sont raccordés à un réseau public d'approvisionnement en eau qui fonctionne. La Société de patrimoine des eaux du Niger (SPEN) devra multiplier par dix son approvisionnement en eau potable au cours des 20 prochaines années, ne serait-ce que pour pouvoir suivre le rythme rapide de la croissance de la population de Téra.

L'accès à l'eau n'est pas seulement important pour la santé. Il peut aussi réduire la violence. « Le développement économique et social de la région de Tillabéri contribuera à prévenir la radicalisation dans une zone hautement prioritaire pour l'État nigérien et l'Union européenne », déclare Cristina Mejia García.

Le Fonds pour le secteur de l'eau de la Banque européenne d'investissement finance une étude visant à déterminer la solution technique la plus durable pour Téra. Karin Roelofs, cheffe de la division de l'eau du ministère néerlandais des affaires étrangères, affirme que l'accès à l'eau potable dans des pays comme le Niger est une priorité pour son équipe. « En collaborant avec la BEI par l'intermédiaire du Fonds pour le secteur de l'eau, nous pouvons nous appuyer sur les capacités financières et techniques de la Banque pour mettre en œuvre ces priorités. »

Ce fonds s'inscrit dans le cadre des « partenariats avec les donateurs » mis en place par la Banque européenne d'investissement. Les partenaires font un don dans un des fonds gérés par la Banque européenne d'investissement, qui utilise ensuite cet argent pour aider les régions qui en ont besoin dans le monde entier en fournissant des subventions, des garanties de prêts et une assistance technique. Nous gérons neuf fonds fiduciaires financés par des États membres de l'UE, la Commission européenne et le Royaume-Uni. Nous espérons accroître l'ampleur de ces fonds et compter d'autres États, philanthropes et fondations parmi leurs donateurs.

*Yusuf Yassin est chargé de la gestion de mandats au sein de la Banque européenne d'investissement.*

# TOUT LE MONDE À BORD !

## La prise en compte des modes de déplacement des femmes et de leurs besoins spécifiques peut améliorer l'accessibilité, la sécurité et l'utilisation des transports publics

Par Maja Roginska et Moa Westman

**E**n ce qui concerne les transports, les besoins des femmes et des hommes sont diamétralement opposés. Partout dans le monde, les femmes passent jusqu'à quatre fois plus de temps dans les transports que les hommes – bien que ces derniers se déplacent sur de plus grandes distances. Les femmes ont tendance à utiliser des modes de transport plus lents et font plus d'arrêts pendant leur trajet. Dans l'ensemble, les femmes ont des schémas de mobilité plus complexes. Les hommes ont tendance à avoir des modes de mobilité triangulaires – domicile, travail, activité – tandis que les femmes font des trajets en forme de « toile d'araignée », avec des déplacements dans différentes directions et de multiples arrêts. Les femmes, ou les gardes d'enfants ou aidants quels qu'ils soient, font des déplacements plus courts et plus fréquents, répartis sur toute la journée. Les femmes ont aussi tendance à se déplacer davantage pendant les heures creuses.

Cela s'explique par les tâches non rémunérées qu'elles accomplissent, à savoir s'occuper des enfants, de membres de la famille et de personnes âgées. À l'échelle mondiale, les femmes et les filles consacrent chaque jour 12,5 milliards d'heures à des tâches non rémunérées. Ce travail affecte la mobilité des femmes. Or, les réseaux de transport n'ont pas été construits en pensant au travail non rémunéré. Bon nombre d'entre eux reposent sur un modèle linéaire reliant directement le domicile au lieu de travail. **Ce concept linéaire peut rendre les déplacements quotidiens des femmes, compte tenu des nombreux arrêts qu'elles doivent faire, inutilement chronophages et limiter leur capacité de participer à l'économie.**

Des déplacements plus rapides et plus efficaces pourraient alléger le fardeau des tâches non rémunérées et peut-être améliorer la participation des femmes au marché du travail. Pas moins de 28 000 milliards de dollars pourraient être ajoutés au PIB mondial d'ici à 2025 si les femmes et les hommes jouaient un rôle identique sur le marché du travail. Dans l'Union européenne, la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes pourrait créer environ 10,5 millions d'emplois d'ici à 2050.

### Intégrer la dimension d'égalité hommes-femmes dès la conception des projets

Comment les urbanistes peuvent-ils tenir compte des besoins des femmes ? Tout d'abord, en menant des enquêtes auprès des populations et en recueillant des données sur la façon dont les hommes et les femmes utilisent les transports. En posant des questions comme : « Les services actuels sont-ils adaptés, ont-ils un coût abordable ? », « Peuvent-ils être utilisés en toute sécurité ? », « Les femmes rencontrent-elles des problèmes touchant à leur sécurité personnelle ? ».

Lorsqu'ils ébauchent des projets potentiels, les urbanistes devraient chercher à :

- **construire un réseau de transport circulaire et radial** qui offre un accès pratique aux centres-villes et aux services comme les supermarchés, les garderies et les écoles ;
- **disposer les gares et les arrêts** en accordant une attention particulière au « dernier kilomètre » parcouru depuis la gare ou l'arrêt jusqu'à la destination finale ;
- **prêter attention aux éléments pratiques** qui facilitent l'accès pour tous, comme des marches plus basses pour accéder aux autobus ou des espaces prévus pour les poussettes et les chariots à provisions.

### La sécurité, une dimension essentielle

Le risque de harcèlement, d'agression sexuelle ou de violence générale dans les transports publics est réel pour de nombreuses femmes et peut entraver leur mobilité, en particulier à certains moments de la journée. Les enquêtes sur les transports menées dans différentes régions du monde illustrent la prévalence du problème.



## “ Des déplacements plus rapides et plus efficaces pourraient alléger le fardeau des tâches non rémunérées. ”

- Dans les grandes villes d'Amérique latine, six femmes sur dix déclarent avoir été agressées physiquement dans des autobus ou des trains.
- En Inde, plus de 50 % des femmes se disent très inquiètes pour leur sécurité pendant les trajets entre leur domicile et leur travail.
- Les hommes sont, eux aussi, victimes de harcèlement et de violence. À Jakarta, deux tiers des femmes et un tiers des hommes disent avoir été sexuellement agressés dans les transports publics.

Les problèmes de sécurité amènent les femmes à décider de ne pas se déplacer du tout, ou à contourner le danger en changeant d'itinéraire ou de moyen de transport, ce qui entraîne des inconvénients, de l'inconfort et une augmentation des coûts. Les inquiétudes liées à la sécurité peuvent avoir pour conséquence que les familles limitent la mobilité de leurs filles et, par conséquent, leur accès à des possibilités d'emploi ou d'éducation. Ces restrictions peuvent perpétuer l'inégalité des sexes de génération en génération.

Les urbanistes peuvent prendre des mesures concrètes pour rendre les transports publics plus accessibles aux femmes :

- **vérifier la sécurité aux arrêts et dans les terminaux** : installer un meilleur éclairage dans les zones d'attente et les couloirs, placer des caméras de sécurité et les surveiller constamment, éviter la construction de passages souterrains ou de tunnels et privilégier plutôt les passerelles ;
- mettre en place du personnel de sécurité, y compris des **agents de sécurité de sexe féminin**, à des endroits critiques ;
- prévoir **un nombre suffisant de toilettes sécurisées pour les femmes** dans les gares et les terminaux ;
- installer des **boutons d'alarme** dans les bus et les trains et dans les applications de transport ;
- autoriser les chauffeurs de bus à s'**arrêter à la demande** la nuit, afin de réduire le temps de trajet à pied d'un voyageur entre le point d'arrêt et sa destination ;
- apprendre au personnel des trains et des gares comment réagir aux incidents de **harcèlement sexuel**.

### Employer des femmes

L'un des meilleurs moyens de lutter contre l'inégalité dans les transports publics est d'employer davantage de femmes. Une répartition plus équilibrée des sexes au sein du personnel aiderait le secteur des transports à mieux répondre aux besoins des femmes. En Inde, il est courant de réserver un pourcentage de postes aux femmes. Dans le cadre du projet de la Banque européenne d'investissement concernant la rénovation du métro de Bangalore, 33 % des emplois ont été réservés aux femmes. Sur les 282 femmes membres de l'effectif, 118 sont employées comme chauffeurs ou contrôleurs en gare.

Les projets de transport doivent également remédier au problème du travail non rémunéré, l'un des principaux facteurs de l'inégalité entre les sexes. Le fait que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à exercer un travail non rémunéré entraîne des écarts persistants en ce qui concerne la participation à la population active, les taux d'activité et les salaires. Bien que les rôles des hommes et des femmes et la répartition des tâches familiales évoluent lentement, même dans les pays les plus égalitaires, les femmes accomplissent encore la majorité des tâches non rémunérées.

Les transports ne peuvent à eux seuls résoudre les problèmes liés à l'égalité entre les sexes, mais l'amélioration de la mobilité des femmes peut leur faciliter la vie, les aider à saisir les possibilités économiques qui s'offrent à elles et contribuer à bâtir des sociétés plus égalitaires.

*Maja Roginska est économiste principale pour le secteur des transports à la Banque européenne d'investissement et Moa Westman est spécialiste des questions liées au genre.*

# DU CRÉDIT LÀ OÙ IL FAIT DÉFAUT

**Guidée par le Défi 2X, l'initiative ShelInvest finance des entreprises détenues par des femmes, qui souvent n'obtiennent pas les financements dont elles ont besoin**

Par Moa Westman et Sabine Kayser

**L**es femmes sont au cœur de l'économie ougandaise. Elles détiennent près de 40% de toutes les entreprises enregistrées. Mais souvent, les Ougandaises n'obtiennent pas le soutien dont elles ont besoin pour faire prospérer leur activité. Les entreprises appartenant à des femmes ne représentent que 9% des crédits commerciaux octroyés dans le pays.

Deux initiatives, le Défi 2X et ShelInvest, visent à y remédier. Lancé en 2019, le Défi 2X est une initiative mondiale qui a engagé et mobilisé 4,5 milliards de dollars pour soutenir l'autonomisation économique des femmes. La Banque européenne d'investissement mobilise également 2 milliards d'euros d'investissements intégrant la dimension sexospécifique dans toute l'Afrique par l'intermédiaire de ShelInvest, qui applique les critères du Défi 2X à ses prêts. En décembre 2019, nous avons signé le premier prêt au titre de l'initiative ShelInvest, octroyé à la Banque de développement de l'Ouganda. Près d'un tiers de ce prêt de 15 millions d'euros servira à soutenir des entreprises détenues et dirigées par des femmes.

## Des besoins de crédit non satisfaits

Des initiatives comme ShelInvest et Défi 2X aident à remédier à un déficit de financement estimé à 1 700 milliards de dollars dans le monde concernant les microentreprises et les PME détenues et dirigées par des femmes. Alors que les entreprises appartenant à des femmes représentent près d'un tiers des entreprises dans le monde, selon la Société financière internationale, près de 68% d'entre elles ont des besoins de crédit non satisfaits. « À l'échelle mondiale, les entrepreneuses sont toujours défavorisées », explique Jessica Espinoza Trujano, présidente du Défi 2X.

« Bien qu'elles génèrent deux fois plus de revenus par dollar investi, les entreprises fondées par des femmes reçoivent moitié moins de financements que les entreprises fondées par des hommes », souligne Jessica Espinoza Trujano. Des études montrent également que les entreprises dont au moins la moitié des postes de direction sont occupés par des femmes enregistrent une croissance du chiffre d'affaires plus forte ainsi que des revenus et un rendement de l'actif plus élevés – et que le cours de l'action de ces entreprises se comporte aussi mieux en période de crise.

Pour remédier au problème de l'accès aux financements, les banques de développement comme la BEI ont adopté les critères du Défi 2X et les objectifs de prêt qu'il fixe pour les entreprises dirigées par des femmes, qui emploient des femmes et qui bénéficient à celles-ci. Voici quelques fonds et sociétés financières soutenus par la BEI qui changent la donne en Afrique :

Le **groupe panafricain de capital-investissement Development Partners International (DPI)** investit dans certains des plus grands noms du continent, comme le groupe nigérian de restauration rapide Food Concepts, exploitant de la franchise Chicken Republic, qui connaît une croissance rapide en Afrique de l'Ouest. DPI se sert de son influence pour encourager le changement dans les entreprises – dans les conseils d'administration et les équipes de direction. Cette société de capital-investissement a travaillé avec Food Concepts pour promouvoir les femmes, et aujourd'hui l'entreprise emploie 51% de femmes et 49% d'hommes. David Butler, directeur général de Food Concepts, a déclaré que l'entreprise avait également

## “ Investir dans les femmes peut avoir des effets sur le plan social tout en générant un rendement financier. ”

augmenté le nombre de ses fournisseurs détenus et dirigés par des femmes. « Nous nous efforçons désormais d'atteindre un équilibre en matière de représentation des sexes dans notre chaîne d'approvisionnement », a-t-il expliqué. « Et nous nous concentrons sur certains secteurs vraiment stratégiques de notre activité, comme la construction et la logistique. » DPI montre l'exemple. Runa Alam, directrice générale et cofondatrice, est une femme, tout comme la moitié des partenaires et du comité d'investissement de la société. Les femmes représentent également près de la moitié des employés. Fondée en 2007, DPI gère 1,6 milliard de dollars d'actifs, et les entreprises de son portefeuille emploient plus de 40 000 personnes en Afrique. La Banque européenne d'investissement a engagé 50 millions de dollars dans son tout nouveau fonds, désigné comme un fonds phare du Défi 2X.

**Baobab Sénégal** accorde traditionnellement des microcrédits à de petits entrepreneurs, comme des artisans, des vendeurs de marché et des restaurateurs. Souvent, les entreprises dirigées par des femmes sont si petites qu'elles n'intéressent pas la plupart des banques. Les femmes sont également confrontées à des difficultés pour fournir des garanties. Les biens de la famille peuvent ne pas être à leur nom ou elles peuvent avoir besoin de l'approbation de leur mari pour obtenir un prêt. Généralement, les organismes de microfinance contournent ces obstacles en octroyant les prêts à des groupes de femmes, qui les redistribuent ensuite à chacune, explique Mamadou Cissé, directeur général de Baobab Sénégal. En Afrique, les femmes utilisent souvent ces groupes comme dépositaires pour leur épargne, ce qui leur permet de constituer des réserves pour les mariages, les funérailles et l'éducation des enfants, dans des comptes à l'image de ceux des banques traditionnelles. Les microprêts aident également les femmes et leur famille à traverser des périodes difficiles, comme la pandémie de coronavirus. « C'est une activité qui nous tient à cœur », poursuit Mamadou Cissé. La Banque européenne d'investissement soutient Baobab au moyen d'un prêt de 7 millions d'euros. Les quatre cinquièmes de cet argent iront à une clientèle féminine. Ces fonds permettront à Baobab Sénégal d'accorder 17 200 prêts à des entrepreneurs. Nous avons signé un prêt supplémentaire de 4 millions d'euros en faveur de Baobab Sénégal en 2021.

Le fonds Women's World Banking Capital Partners II effectuera des investissements minoritaires dans des prestataires de services financiers, favorisant ainsi la participation des femmes en tant qu'entrepreneuses, gestionnaires et employées, en particulier en Afrique subsaharienne. Plus d'un milliard de femmes dans le monde n'ont pas accès aux services financiers, selon Women's World Banking Capital. Le groupe lance un nouveau fonds pour essayer de remédier à cette situation. Le postulat du fonds est simple : investir dans les femmes peut avoir des effets sur le plan social tout en générant un rendement financier. Grâce à ses investissements, le fonds aide les prestataires de services financiers à répondre aux difficultés auxquelles les femmes sont confrontées. Dans de nombreux pays, les femmes passent beaucoup de temps à s'occuper des enfants et des personnes âgées, ce qui fait qu'il leur est difficile de se rendre dans une agence bancaire pour ouvrir un compte ou remplir une demande de prêt, en particulier dans une agence bancaire traditionnelle où les files d'attente peuvent être longues. La Banque européenne d'investissement investit 11,5 millions de dollars dans ce fonds, qui prévoit de lever 100 millions de dollars.

*Moa Westman est spécialiste des questions liées au genre à la Banque européenne d'investissement. Sabine Kayser est chargée principale des questions de politique générale.*

# COMMENT PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE ?

**La moitié de la population pauvre du monde vit dans des pays fragiles ou touchés par des conflits. Pour mettre fin à la pauvreté, nous devons d'abord briser le cycle de la fragilité**

Par Mariella Ciuffreda, Sladjana Cosic et Harald Schölzel

**G**aza connaît une crise de l'eau : 3 % seulement de ses ressources en eau douce satisfont aux directives de qualité de l'Organisation mondiale de la santé. L'un des lieux les plus densément peuplés au monde est ainsi confronté aux pires conditions de la région en matière d'eau potable. La solution : une usine de dessalement alimentée en partie par l'énergie solaire, qui fournirait 55 millions de mètres cubes d'eau potable de qualité par an. Partout ailleurs, ce projet aurait pu être facile à mettre en œuvre. Mais l'autorisation d'entrée de matériaux et de personnes à Gaza est subordonnée à une surveillance particulière des biens « à double usage » par Israël, qui les considère comme une source de problèmes de sécurité potentiels. C'est pourquoi le projet a piétiné, comme de nombreux projets de développement dans des zones fragiles.

**La fragilité et les conflits sont des défis cruciaux en matière de développement.** Depuis 2010, nous assistons à une hausse spectaculaire du nombre de conflits violents<sup>11</sup>, qu'ils soient très internationalisés, comme la guerre en Syrie, ou localisés, par exemple dans l'est de l'Ukraine, le nord du Mali et l'île de Mindanao aux Philippines. Mais comment déterminer quels pays sont fragiles ? La fragilité se caractérise par des institutions instables et des lacunes en matière de gouvernance, qui entraînent une faiblesse des fonctions liées à la politique, au budget, à la sécurité et aux services publics. Les États fragiles ne sont pas capables ou ne se soucient pas de remplir ces fonctions essentielles pour la société, dans sa majorité ou dans certaines de ses composantes. Ils sont aussi plus susceptibles de connaître des conflits violents.

Pour comprendre dans quelle mesure un pays est fragile, la Banque européenne d'investissement s'appuie sur des sources telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques. Son rapport États de fragilité 2020 recense 57 États fragiles. La Banque européenne d'investissement prévoit de mener ou mène déjà des opérations dans 39 d'entre eux.

**Aujourd'hui, la moitié de la population pauvre du monde vit dans des pays fragiles ou touchés par des conflits**<sup>12</sup>. D'ici à 2030, jusqu'à 80 % des personnes extrêmement pauvres vivront dans des contextes fragiles<sup>13</sup>. Selon le premier des objectifs de développement durable des Nations unies (« pas de pauvreté »), c'est également d'ici à 2030 que nous sommes censés éradiquer la pauvreté.

Pour faire face à la fragilité, il faudra des investissements susceptibles de renforcer les institutions des pays concernés et de rendre leurs économies et leurs sociétés plus résilientes. La Banque européenne d'investissement a une longue expérience des investissements dans des contextes fragiles en Europe ou ailleurs.

Elle s'est affirmée comme le principal bailleur de fonds international en faveur de la reconstruction dans les Balkans occidentaux après le conflit des années 90. Plus récemment, nous avons lancé l'initiative Résilience économique, qui utilise les fonds des donateurs et les financements de la Banque pour soutenir les Balkans occidentaux et le voisinage méridional de l'UE. Ces opérations visent à renforcer la résilience aux chocs imprévus, tels que les migrations de réfugiés, l'instabilité politique et les catastrophes naturelles. À ce jour, 60 projets, pour un investissement total de 5,83 milliards d'euros, ont été approuvés au titre de l'initiative Résilience économique.

En collaboration avec la Commission européenne, la BEI a également élaboré un programme de soutien au relèvement rapide de 200 millions d'euros, en faveur des zones touchées par le conflit en Ukraine. Au Mali, nous avons appuyé la fourniture d'eau potable à plus d'un demi-million de personnes. La Banque contribue

## “ Le rapport États de fragilité 2020 recense 57 États fragiles. La Banque européenne d’investissement prévoit de mener ou mène déjà des opérations dans 39 d’entre eux. ”

aussi au processus de consolidation de la paix en Colombie, ayant approuvé plus de 600 millions d’euros de financement pour des projets d’infrastructure depuis 2006.

### Comment faudrait-il faire ?

Pour renforcer l’efficacité de nos interventions à l’appui du développement et maximiser leur effet positif sur la paix, la Banque a élaboré une **stratégie de prise en compte des conflits**, qui vise à :

- réduire le risque de déraillement des projets à cause d’une situation de conflit et de fragilité ;
- éviter le risque d’exacerbation des conflits par les projets ;
- contribuer aux efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix par ses investissements.

Afin d’aider son personnel à traduire en actes les principes de la prise en compte des conflits, la BEI a mis en place un service d’assistance pour la prise en considération des conflits. Ce service d’assistance est géré en collaboration avec des experts de renommée internationale issus de deux organisations spécialisées dans les conflits, Saferworld et Swisspeace. Ces experts nous aident en évaluant les risques et les possibilités liés au contexte et en recommandant certains ajustements destinés à améliorer la prise en compte des conflits dans les projets. L’un des projets en question concerne l’usine de dessalement de Gaza.

Après une dizaine d’années d’efforts, nous sommes enfin sur le point d’assurer l’approvisionnement en eau potable de deux millions de personnes. Ce projet est le résultat d’une collaboration internationale emmenée par la Banque européenne d’investissement. Son coût de 580 millions d’euros sera réparti à parts égales entre les partenaires occidentaux et arabes. L’idée d’une usine de dessalement avait déjà été proposée des années avant que la BEI n’intervienne, mais à l’instar de nombreux projets de développement dans des zones fragiles, elle a nécessité une détermination et une ingéniosité accrues.

### Fil conducteur

La fragilité est un phénomène complexe. En soi, elle est étroitement liée à d’autres thèmes importants du développement, notamment les changements climatiques, l’égalité entre les sexes, la migration et les déplacements forcés. Nous apportons des contributions importantes dans chacun de ces domaines. La Banque étudie la façon de tirer parti des enseignements de son initiative Résilience économique, afin d’élargir le champ de ses activités dans le domaine des changements climatiques et de la fragilité et d’appuyer davantage les infrastructures, les villes, les économies et les sociétés inclusives et résilientes. L’action climatique réduit la fragilité en améliorant la capacité des pays à réagir et à s’adapter aux changements climatiques. Il en va de même pour l’égalité des sexes, désignée comme le premier indice de paix dans une étude mondiale réalisée en 2015. En participant à cette égalité, on contribue à prévenir les conflits dans un contexte fragile.

On dénombrait, en 2019, 54 conflits actifs dans le monde<sup>14</sup>. Pour briser le cycle de la fragilité et de la pauvreté, il nous faut aider les sociétés touchées et leurs institutions à se relever – d’autant plus que la pandémie de COVID-19 menace d’exacerber les problèmes auxquels sont confrontés les États fragiles. Nous devons investir dans ces pays, en donnant à leurs habitants les moyens de se prendre en charge et en créant les conditions qui leur permettent à leur tour d’investir dans leur propre vie.

*Mariella Ciuffreda est chargée de questions de politique générale à la Banque européenne d’investissement. Sldjana Cosic est spécialiste principale du développement social et Harald Schölzel est ingénieur hydraulicien.*

<sup>11</sup> Banque mondiale.

<sup>12</sup> Banque mondiale.

<sup>13</sup> OCDE.

<sup>14</sup> Håvard Strand, Siri Aas Rustad, Håvard Mokleiv Nygård et Håvard Hegre (2020), « Trends in Armed Conflict, 1946–2019 », *Conflict Trends*, 8. Oslo: PRIO.

# COMMENT ÊTRE À L'ÉCOUTE ?

**Les projets de transport sont bons pour l'économie. Le dialogue avec les parties prenantes permet de faire en sorte qu'ils soient bons également pour l'environnement et la société. Voici comment cela s'est passé avec les peuples autochtones du Honduras**

Par Ana Dilaverakis

**A**u Honduras, le gouvernement a fait de l'amélioration de la qualité et de la sécurité du réseau routier une grande priorité dans le cadre de son plan de développement pour les deux prochaines décennies. La modernisation et la réhabilitation du Corridor occidental revêtaient une importance particulière, car cet axe relie San Pedro Sula, la deuxième ville du pays et sa capitale industrielle, avec le Guatemala et El Salvador. Les avantages escomptés étaient la promotion du tourisme et le renforcement de l'activité économique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des communautés locales dans l'une des régions les plus pauvres et les plus défavorisées du Honduras. C'est pourquoi la Banque européenne d'investissement a accordé un prêt de 79,5 millions d'euros et apporté une assistance technique d'une valeur de 3 millions d'euros au projet. (Nous aidons également les autorités du Honduras à réparer les dégâts causés au projet par de violents ouragans à la fin de 2020.)

Toutefois, selon les estimations, le projet avait des conséquences pour 740 ménages, dont quelque 180 familles qui devaient être physiquement déplacées ou qui subiraient des répercussions économiques. De plus, la région où le projet devait être mené abrite environ 40 000 autochtones chorti. Les Chorti dépendent principalement de l'agriculture et fournissent une main-d'œuvre saisonnière pour les grandes plantations de café et le secteur du tourisme. Les femmes aussi contribuent à l'activité économique par la confection de produits traditionnels et artisanaux. La majorité des Chorti vivent dans une pauvreté extrême et présentent un taux d'alphabétisation inférieur à la moyenne du Honduras. Près de 50 % sont au chômage et ils n'ont, en général, qu'un accès réduit aux soins de santé.

La situation des Chorti a donné un bon exemple de dialogue avec les parties prenantes.

La capacité de résilience de certains individus ou groupes face aux incidences négatives d'un projet peut être moindre. En particulier, les personnes qui ont subi des discriminations, des inégalités financières, culturelles ou fondées sur le genre peuvent être plus dépendantes de leur environnement ou avoir un accès limité à la justice et aux processus de décision. Les peuples autochtones comptent généralement parmi les groupes vulnérables. Ces peuples ont des identités et des aspirations distinctes de celles des groupes dominants de la société et sont souvent désavantagés par les modèles de développement traditionnels. Un dialogue efficace avec les parties prenantes garantit que les besoins de ces peuples soient satisfaits et que le projet n'entraîne pas de préjudice social ou environnemental.

Les Chorti sont les descendants de l'ancien empire maya de Copán et, selon la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, ils sont considérés comme vulnérables. Même si la plupart des personnes concernées par la construction de la route n'étaient pas des autochtones, la vulnérabilité socio-économique de la région couverte par le projet devait être prise en compte. L'annonce des travaux prévus faisait craindre aux dirigeants chorti une expropriation de leurs terres. Les populations autochtones avaient auparavant connu des situations difficiles à cause de projets au sujet desquels elles n'avaient pas été consultées.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones reconnaît la nécessité de respecter et de promouvoir les droits intrinsèques des peuples autochtones. L'article 26 de cette Déclaration consacre le droit des peuples autochtones aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis. De plus, les normes environnementales et sociales de la

## **“ Le dialogue avec les parties prenantes ne se limite pas aux obligations de transparence. ”**

Banque européenne d'investissement demandent aux promoteurs d'entretenir, d'une manière efficace et appropriée, un dialogue ouvert, transparent et responsable avec toutes les communautés et parties prenantes concernées par les projets. Elles protègent également les droits et les intérêts des groupes vulnérables.

Préalablement au cofinancement du projet, la Banque européenne d'investissement a convenu d'exigences de protection strictes d'un commun accord avec les autorités du Honduras. « Il fallait qu'un plan satisfaisant de dialogue avec les parties prenantes ait été conçu et mis en œuvre avant que les fonds de la BEI puissent être mis à disposition », explique David Lopez, l'ingénieur principal de la BEI sur le projet.

« La vulnérabilité des villages chorti a conduit la Banque à exiger qu'une plus grande attention soit accordée à la protection des droits et des intérêts des populations autochtones », ajoute Joana Pedro, spécialiste du développement social pour le projet à la BEI.

À cette fin, le projet a bénéficié d'une subvention d'assistance technique financée par l'UE et un consultant expérimenté chargé des relations avec les populations autochtones a été recruté pour éclairer les Chorti sur les détails du projet. Ceux-ci ont rapidement exprimé un avis positif à l'égard du projet routier, conscients qu'ils en tireraient des avantages importants. Le processus a débouché sur l'élaboration d'un plan de développement des populations autochtones énonçant des mesures d'atténuation et des modalités de partage des avantages. Il était notamment prévu de moderniser 56 km de voirie rurale, afin que les communautés chorti aient un meilleur accès, par le réseau routier principal, aux services publics et aux centres économiques. De nombreux Chorti ont été engagés pour travailler sur les routes avec un bon salaire, ce qui a permis d'augmenter le revenu moyen des ménages et donc d'améliorer la qualité de vie. Les autorités ont également accepté d'apporter un soutien à l'agriculture sous la forme de conseils et de la fourniture de semences. Le plan prévoyait l'organisation d'ateliers destinés à conseiller et aider les femmes chorti dans le cadre de leurs activités artisanales et à faciliter leur accès aux marchés. Ces changements se sont traduits par une augmentation de la fréquentation scolaire des enfants, grâce à l'amélioration de la situation économique des ménages. En outre, l'amélioration de l'accessibilité tout au long de l'année a facilité les déplacements vers l'école. Un plan de réinstallation, en consultation avec toutes les personnes concernées, comportait un programme de 4,1 millions de dollars pour financer la réinstallation et l'indemnisation en espèces des familles. Il prévoyait aussi des mesures d'accompagnement pour soutenir les personnes touchées les plus vulnérables.

Le dialogue avec les parties prenantes ne se limite pas aux obligations de transparence. Il englobe la société civile et la communauté des parties prenantes au sens large, pour les associer à l'analyse des projets, à la gouvernance et aux processus décisionnels. Le développement concerne tout le monde. Le dialogue avec les parties prenantes renforce la confiance à cet égard.

*Ana Dilaverakis travaille à la division Routes stratégiques de la Banque européenne d'investissement.*



# PROSPÉRITÉ DANS LA VILLE

**Sur l'ensemble de la planète, les populations s'urbanisent à un rythme inégalé, les citoyens recherchant des emplois, de meilleurs soins de santé, des structures d'éducation et de l'eau propre. Voici comment les villes peuvent faire face à ces grands mouvements de population**

Par Jean-Philippe Stijns et David Morgant

**A**ujourd'hui, un peu plus de la moitié de la population mondiale vit dans une zone urbaine. D'ici 2050, ce chiffre pourrait atteindre 70%. Ce sont les villes d'Afrique qui connaîtront la plus forte croissance. La population urbaine du continent devrait passer d'environ 470 millions d'habitants aujourd'hui à plus de 820 millions d'ici dix ans. Le continent compte 1,3 milliard d'habitants, dont 40% ont moins de 16 ans. En Afrique, 29 millions de jeunes atteindront l'âge de travailler d'ici 2030. Ce phénomène engendrera un besoin encore plus criant d'emplois, de logements et de projets de travaux publics. Il est particulièrement aigu dans les villes secondaires de moins de 500 000 habitants, où l'expansion urbaine est la plus marquée.

En Afrique, l'urbanisation non planifiée entrave le progrès économique et social depuis de nombreuses années. Si elle est correctement mise en œuvre, l'urbanisation peut accélérer la croissance, contribuer à la diversification des économies, tout en rendant les villes plus innovantes, mais cela exige du temps et une planification appropriée. Sans une inflexion rapide de la situation, de nombreuses villes africaines pourraient voir la population de leurs bidonvilles tripler d'ici 2050.

Nous devons redoubler d'efforts et planifier davantage pour doter de nombreuses villes africaines d'emplois de qualité, de logements abordables, de transports publics plus performants et de systèmes d'assainissement modernes. Les deux tiers des infrastructures dont aura besoin l'Afrique au cours des 30 prochaines années doivent être construits ou remplacés. Les déficits de financement pour ce type de projets sur le continent africain se situent dans une fourchette de 68 à 108 milliards de dollars par an.

Une mauvaise planification de la croissance nuit à l'Afrique à bien des égards. Les villes grignotent toujours plus de terrain au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux venus, mais leur densité de population reste la même. L'étalement urbain et l'apparition de bidonvilles en sont les conséquences. Les infrastructures existantes (transports, eau, assainissement) ne sont pas à même d'absorber la croissance démographique. Dans de nombreuses villes, le secteur privé n'investit pas suffisamment en raison d'une pénurie de projets financièrement viables. Parfois, les responsables des villes et des entreprises ne disposent pas des connaissances ou des équipements techniques leur permettant de gérer de grands projets d'infrastructure.

## Réduire les encombrements dans les villes

Les villes africaines doivent d'abord s'atteler à réduire les encombrements et l'expansion urbaine. En cas d'étalement de la population urbaine, il est plus difficile de fournir de l'eau salubre et des services d'assainissement. Il est plus difficile d'assurer l'éducation scolaire et les soins si les routes sont mauvaises. Il est plus difficile pour les travailleurs de se déplacer quotidiennement vers des emplois de qualité.

La Banque travaille en direct dans plus d'une vingtaine de pays africains pour améliorer les transports, développer les énergies renouvelables et élargir l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement, et elle met des prêts à la disposition d'entrepreneurs et de petits propriétaires fonciers. La Banque s'emploie à offrir une meilleure éducation et à améliorer les perspectives pour les jeunes et les femmes. Notre action s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations unies, qui visent à éliminer la pauvreté et à créer des villes durables.

La BEI a soutenu la construction de logements abordables en Namibie, aidé des organismes de microfinance au Burkina Faso à accorder des prêts aux femmes entrepreneurs et contribué à améliorer les connexions



**“ La Banque travaille en direct dans plus d’une vingtaine de pays africains pour améliorer les transports, développer les énergies renouvelables et élargir l’accès à l’eau salubre et à l’assainissement, et elle met des prêts à la disposition d’entrepreneurs et de petits propriétaires fonciers. ”**

mobiles dans de nombreuses régions. Au Burkina Faso, avec un téléphone portable et une bonne connexion internet, un nouvel habitant de la capitale peut ouvrir un compte bancaire, obtenir un prêt, payer ses factures et recevoir son salaire. En Ouganda, nous avons aidé des réfugiés à obtenir un prêt et à créer leur entreprise. À Dakar, nous avons financé la mise en place d’un réseau de bus de grande qualité. Au Sénégal, nous avons soutenu la création de centres de santé maternelle et infantile.

#### **Des projets solides en mal de financements**

Nous devons encourager les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales, les agences du développement et le secteur privé à collaborer dans des domaines tels que les infrastructures, les transports publics, l’électricité et les communications numériques. Les Africains possèdent de grandes capacités d’innovation et d’adaptation à leurs situations sur le terrain. Le continent recèle un potentiel immense pour exploiter de nouvelles pistes dans le secteur des énergies renouvelables (centrales solaires et parcs éoliens).

La Banque européenne d’investissement renforce ses services de conseil en Afrique. Elle entend aider les porteurs de projets à comprendre leurs marchés, à effectuer des tests environnementaux et à anticiper les risques climatiques que représentent les inondations, la sécheresse ou les phénomènes météorologiques extrêmes. Elle entend aider les responsables de villes ou d’entreprises à renforcer leurs compétences en matière de gestion de projets. Elle est en mesure de les aider à adopter des réglementations dans le secteur du bâtiment et des procédures d’octroi de permis de construire plus strictes, pour garantir le bon déroulement des travaux de construction. Depuis des dizaines d’années, il existe un déficit d’investissement dans des projets solides. Lancé en 2018 par la Banque européenne d’investissement et la Convention mondiale des maires, le Global Climate City Challenge est l’une des initiatives récentes visant à combler cette lacune. Les villes retenues dans le cadre de ce programme recevront des conseils d’experts et des subventions qui permettront de veiller à ce que leurs projets remplissent les conditions d’octroi des financements.

#### **Encourager les investissements extérieurs**

Les groupements industriels, qui sortent de terre dans toute l’Afrique, représentent une autre solution permettant de favoriser l’innovation et de créer des emplois de meilleure qualité. Les entreprises qui s’installent dans la zone économique spéciale de Kigali, au Rwanda, signalent une forte augmentation de leur chiffre d’affaires et une hausse de leurs effectifs. Dans le parc industriel d’Hawassa, en Éthiopie, 60 000 personnes travaillent pour des entreprises des secteurs du textile, du cuir, de l’agroalimentaire ou de l’industrie pharmaceutique notamment. Au Maroc, un pôle d’activité automobile et aéronautique créé dans la zone portuaire de Tanger-Med approvisionne de nombreux constructeurs européens. En encourageant les investissements extérieurs, nous pouvons faire émerger davantage de groupements industriels et soutenir l’innovation. Plus de 40 villes africaines ont attiré un total de 583 milliards de dollars d’investissements directs étrangers entre 2013 et 2016. Ces dix dernières années, la Banque européenne d’investissement a investi près de 22 milliards d’euros en Afrique, ce qui a permis de mobiliser des milliards d’euros de financements du secteur privé. Au cours des sept prochaines années, la BEI prévoit de mobiliser 100 milliards d’euros pour le continent en incitant les secteurs public et privé à travailler ensemble.

C’est ainsi que nous construisons une vie meilleure pour tous et que nous assurons une croissance urbaine durable.

*Jean-Philippe Stijns est économiste principal et David Morgant est spécialiste du développement urbain à la Banque européenne d’investissement.*

# À RISQUE PLUS ÉLEVÉ, RÉMUNÉRATION À L'AVENANT

**Il suffit à un petit exploitant agricole d'une zone rurale d'Afrique subsaharienne de disposer d'un ordinateur, de compétences informatiques de base et d'une connexion internet pour transformer une bonne idée en une jeune pousse performante. Découvrez l'avenir numérique de l'Afrique**

Par Benoit Denis

**L**a transformation numérique permet de corriger les inégalités entre les travailleurs. Dans une société numérique, les chances de chacun – jeune ou vieux, riche ou pauvre, homme ou femme – sont plus grandes de soutenir la concurrence et de réussir si les technologies numériques et mobiles sont disponibles et faciles d'accès. L'entrepreneuriat n'a jamais été aussi accessible.

La Banque européenne d'investissement peut accroître les possibilités numériques dans toute l'Afrique, en particulier pour la multitude de jeunes. Elle doit investir dans l'éducation pour renforcer les compétences numériques des jeunes, tout en finançant davantage les infrastructures numériques qui améliorent les connexions mobiles et l'accès à internet. Elle doit encourager des solutions adaptées aux besoins sur le terrain et mettre à disposition davantage de financements à petite ou grande échelle pour aider la population à acquérir des connaissances et accompagner la création et la croissance de jeunes pousses.

L'esprit d'entreprise est bien développé en Afrique. Dans la population africaine en âge de travailler, ils sont 22 % à créer une nouvelle entreprise, le taux le plus élevé au monde. Les conditions difficiles qui prévalent sur le continent ont fait naître des générations qui prennent plus de risques pour réussir. Nous devons leur donner les moyens de transformer leurs idées et leur créativité en des entreprises prospères et créatrices de valeur.

## Une décennie de progrès

L'Afrique accélère sa transformation numérique. Au cours des dix dernières années, le continent a enregistré le taux de croissance le plus élevé au monde pour l'accès à internet. Le pourcentage de la population ayant un accès à internet est passé de 2,1 % en 2005 à 24,4 % en 2018. De nets progrès ont été réalisés concernant les abonnements à la téléphonie mobile et l'accès à internet dans les foyers équipés d'ordinateurs. Mais cette croissance laisse encore de nombreuses personnes de côté, sans connexion mobile.

En 2016, l'« économie mobile » représentait 6,7 % du produit intérieur brut global de l'Afrique, soit 153 milliards de dollars. Ce chiffre devait atteindre 7,6 % (214 milliards de dollars) du PIB global de l'Afrique en 2020. Les gains de productivité technologiques réalisés dans des secteurs cruciaux (services financiers, éducation, santé, commerce de détail, agriculture et secteur public) en Afrique devraient être compris entre 148 et 318 milliards de dollars d'ici à 2025. Avec un soutien approprié, ces secteurs sont à même d'enregistrer une croissance exponentielle et d'appuyer toutes les économies du continent.

Les infrastructures numériques étant encore limitées dans de nombreuses régions, il est important d'accroître les financements et les conseils techniques dans ce domaine. Les technologies numériques servent de nombreux aspects du marché. Lorsque les pêcheurs et les agriculteurs ont la possibilité de se connecter à internet ou de communiquer entre eux à l'aide des technologies numériques, ils peuvent instantanément savoir quel port ou quel marché sera le meilleur point de vente pour leur marchandise. Cela représente un gros gain de temps pour eux et leur épargne de longs trajets sur de mauvaises routes. La capacité d'une personne à assurer sa subsistance augmente considérablement si elle dispose de services bancaires mobiles sur un smartphone ou un ordinateur, surtout lorsque l'agence bancaire la plus proche est à des centaines de kilomètres.

## **“ Les investissements qui appuient la création d’entreprises, d’infrastructures et de services numériques génèrent de nombreuses retombées positives inattendues. ”**

En Europe, nous contribuons depuis longtemps à rapprocher les gens sur tout le continent. La BEI finance des projets d’infrastructures de télécommunications depuis le début des années 70. Cela fait près de 20 ans que nous avons pris conscience que les réseaux de télécommunications encourageaient l’innovation en Europe. C’est la même vision que nous transposons désormais à l’Afrique. Nous devons fixer de nouveaux objectifs pour rendre la connectivité numérique plus abordable sur ce continent. Cela passe par des investissements pour étendre les réseaux et par des prestations supplémentaires d’assistance technique pour mettre sur pied des projets financièrement viables. Nous avons également besoin de plus de services numériques tels que la banque mobile, les plateformes de commerce et les services publics en ligne pour accompagner l’essor de l’économie numérique. Cette évolution sera en grande partie tirée par le soutien accru aux jeunes entreprises.

Un bon exemple de ces services numériques est donné par l’entreprise française Famoco, qui a conçu avec le soutien de la BEI une technologie de paiement mobile sécurisée permettant d’effectuer des transactions numériques de manière efficace et sûre. La société, qui a bénéficié d’un prêt de 20 millions d’euros de la Banque européenne d’investissement, est présente en Afrique et dans des dizaines d’autres régions du monde. Les programmes de protection sociale aident les personnes vulnérables en Afrique à lutter contre la pauvreté, l’insécurité alimentaire, l’exclusion et les inégalités. Toutefois, lorsque ces programmes utilisent des transferts en espèces ou des distributions de coupons avec des bons papier, cela peut entraîner des fraudes et des vols. L’utilisation d’un terminal Famoco connecté à une carte de communication en champ proche améliore la traçabilité des transactions et réduit les risques. L’entreprise travaille avec des organisations non gouvernementales à appliquer ce principe et à améliorer la distribution alimentaire et l’aide humanitaire.

### **Des bénéfices pour toutes les composantes de la société**

Les investissements qui appuient la création d’entreprises, d’infrastructures et de services numériques génèrent de nombreuses retombées positives inattendues. La transformation numérique peut accroître l’efficacité énergétique en fournissant des informations sur l’offre et la demande en temps réel. Elle peut contribuer à préserver l’environnement en entraînant une réduction des voyages ou leur remplacement par des communications en ligne. La transformation numérique permet une agriculture plus intelligente lorsque les agriculteurs s’appuient sur des capteurs numériques qui prévoient quand les pesticides sont inutiles. Elle améliore les soins de santé en permettant la prescription de médicaments en ligne ou la consultation d’un médecin par le biais d’un portable. L’enseignement en ligne améliore l’éducation. Les interactions sont renforcées entre les citoyens et les pouvoirs publics. Les technologies numériques contribuent à l’intégration de la société africaine. L’accès universel à des services mobiles et internet abordables fait émerger les meilleures solutions indépendamment des frontières. La transformation numérique fait aussi progresser l’égalité des sexes, comme en témoigne l’initiative ShInvest. Lancée en 2019, elle est en passe de mobiliser 2 milliards d’euros d’investissements pour renforcer l’accès des femmes africaines à des prêts et des services en vue de leur participation à l’économie.

La Banque européenne d’investissement s’est engagée à soutenir l’économie numérique, avec un portefeuille mondial de plus de 15 milliards d’euros. Elle élargit sa collaboration avec des partenaires, des villes et des communautés afin de continuer à intensifier son soutien. Cette collaboration est profitable à tous les citoyens du monde où qu’ils soient.

*Benoit Denis est économiste principal dans la division Infrastructures numériques à la Banque européenne d’investissement.*

# DES APPORTS DE FONDS PROPRES POUR DES MODÈLES D'ENTREPRISE INNOVANTS EN AFRIQUE

**Le capital-investissement et le capital-risque sont une catégorie d'actifs en évolution dans les pays en développement – et en croissance rapide en Afrique. En complément des financements classiques, ils soutiennent des entreprises ingénieuses qui améliorent les conditions de vie**

**K**omaza vise à remédier à la pénurie de bois en Afrique en aidant les petits exploitants à faire pousser des arbres. Twiga Foods crée un lien entre les producteurs alimentaires et les grossistes et fournisseurs à l'aide de la technologie. Poa Internet fournit un wi-fi à très bas coût aux communautés défavorisées du Kenya. Et Andela soutient la formation de programmeurs qualifiés et les aide à obtenir des emplois de qualité dans des entreprises du monde entier, pour lesquelles ils travailleront à distance. Mais quel rapport y a-t-il entre une entreprise de foresterie durable, une plateforme de distribution alimentaire, un fournisseur d'internet sans fil et une initiative panafricaine visant à former la prochaine génération de programmeurs informatiques ? Réponse : toutes ces idées brillantes, bancables et évolutives ont été financées par des fonds de capital-risque soutenus par la Banque européenne d'investissement.

Certains projets d'activité à fort impact qui changent la donne ne sont pas couverts par les options de financement classiques en Afrique, et il reste difficile pour les porteurs de projets d'obtenir les ressources dont ils ont besoin. Le manque d'appétence au risque du secteur des banques commerciales constitue une entrave sur le continent, en particulier pour les entreprises à croissance rapide ou les modèles d'activité innovants. Il existe également un manque de capacités locales du secteur financier, notamment pour ce qui concerne le soutien en fonds propres. C'est là qu'interviennent les fonds de capital-risque et de capital-investissement. La BEI investit dans des fonds de participation et, partant, est à même d'aider des gestionnaires de fonds établis dans différents pays et axés sur différents segments à atteindre leur taille cible et à mobiliser les financements dont ont besoin les entreprises qu'ils soutiennent. (Novastar Ventures East Africa Fund a investi dans Poa Internet et Komaza. Andela et Twiga sont soutenues par le Tide Africa Fund, géré par TLCom et appuyé par Boost Africa, une initiative de capital-investissement créée conjointement par la BEI et la Banque africaine de développement et soutenue par l'Union européenne). L'impact de l'investissement se fait rapidement sentir dans les entreprises bénéficiaires. Komaza est devenu un employeur de premier plan dans les zones rurales du Kenya.

La transformation numérique de l'Afrique est cruciale. Plusieurs nouveaux fonds de capital-risque ont vu le jour dans ce secteur au cours des dernières années. Pionnière, la BEI figure parmi les premiers investisseurs à avoir soutenu cette nouvelle catégorie d'actifs par ses investissements dans des fonds tels que Tide Africa Fund, East Africa Fund et Partech Africa.

L'Afrique compte tant de personnes qui ont de grandes idées pour des entreprises innovantes et durables. Depuis que nous avons commencé à soutenir des fonds de capital-investissement en dehors de l'Union européenne il y a plus de 25 ans, nous avons engagé plus de 900 millions d'euros dans plus de 60 fonds de capital-investissement en Afrique subsaharienne. Ces fonds ont apporté un soutien en fonds propres à plus de 900 entreprises sur tout le continent.

Pour les pays en développement, ce secteur est essentiel pour contribuer à financer les créateurs d'emplois de demain.

# DES PERSPECTIVES POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES

## Les petits prêts auprès de banques locales changent la donne pour les agriculteurs africains

Par Hannah Siedek et Enrico Pini

Il y a environ 450 millions de petits exploitants agricoles en Afrique. La microfinance et la banque mobile peuvent être d'une grande aide pour cette catégorie de population. La vie est beaucoup plus facile pour les agriculteurs des zones rurales lorsqu'ils peuvent obtenir aisément un prêt et bénéficier de bons conseils financiers. Les propriétaires de petites entreprises peuvent se procurer des fonds qu'ils n'obtiendraient pas auprès des banques traditionnelles. La microfinance aide les gens à se constituer une épargne de précaution ou à mettre sur pied une entreprise. Elle peut être le point de départ d'une meilleure agriculture, car les Africains peuvent planter des cultures plus performantes, avoir une maison plus confortable et gagner plus d'argent pour rembourser ces petits prêts.

Les téléphones portables sont répandus dans les zones rurales d'Afrique, bien plus que les agences bancaires. Dans les régions où l'agriculture est l'activité principale, les services bancaires mobiles (ou argent mobile) représentent une solution formidable de nature à améliorer cet aspect de l'économie. Malheureusement, de nombreux agriculteurs redoutent qu'il soit difficile de disposer d'un compte bancaire en ligne ou de réaliser des opérations bancaires à partir d'un téléphone portable. Les chargés de prêt des organismes de microfinance peuvent jouer un rôle à cet égard en expliquant les conditions financières et en montrant à quel point il est facile d'utiliser des services bancaires de ce type.

Comme les petits exploitants ne tiennent généralement pas de registres officiels de leurs récoltes et de leurs finances, les chargés de prêt ont du mal à obtenir des documents détaillés et à déterminer si la personne est admissible à un prêt. Le chargé de prêt de l'organisme de microfinance doit avoir une bonne compréhension de l'exploitation et de l'activité et avoir confiance en la capacité de l'exploitant à réaliser des bénéfices. Le manque de garanties représente une autre difficulté pour lui. Un canapé, un poste de télévision, des meubles de cuisine, du bétail voire du bois peuvent constituer une garantie pour un prêt. Dans certaines régions, où le principal bien de valeur est le bétail, l'absence de garanties adéquates constitue un obstacle majeur à l'obtention d'un prêt.

PRIDE Microfinance, un organisme de prêt basé à Kampala et agréé par la Banque d'Ouganda, compense le problème des garanties en offrant formation et conseils. PRIDE est active dans la microfinance depuis 1995 et a accordé des millions d'euros de prêts à des milliers de personnes sur tout le territoire ougandais. Elle propose des services bancaires mobiles, des microcrédits et des formations pour faire en sorte que les entrepreneurs puissent gérer leur entreprise de manière satisfaisante, mais aussi acheter des semences, des pesticides, des engrais et d'autres produits agricoles. Les chargés de prêt sensibilisent les agriculteurs à des pratiques écologiques et efficaces et leur accordent même des prêts pour payer les frais de scolarité de leurs enfants. PRIDE collabore avec l'Office ougandais de développement du café pour promouvoir les prêts collectifs dans le secteur du café, qui revêt une grande importance. En 2019, la Banque européenne d'investissement a accordé à PRIDE un prêt de 5 millions d'euros pour renforcer son programme de microfinance. Au cours des dix dernières années, nous avons accordé dans le cadre de nos mécanismes de microfinance 300 millions d'euros à plus de 1,5 million de bénéficiaires, dont des micro-entrepreneurs, de petites entreprises et de petits exploitants agricoles.

*Hannah Siedek et Enrico Pini sont chargés de prêt spécialisés dans la microfinance à la Banque européenne d'investissement.*

# DES FRAISES SOUS GARANTIE

## Les agro-entrepreneurs géorgiens se préparent à la récolte. Avec un petit coup de pouce de l'Union européenne

Il y a cinq ans, Levan Shanava et Tornike Mzhavanadze ont fondé Green Republic, une entreprise agroalimentaire dont les cultures se situent à Toki, un village ancien et isolé, peuplé par seulement dix familles. Bien que la région soit frappée de plein fouet par le chômage, ils sont tous deux déterminés à redynamiser Toki grâce à la culture des fraises. Green Republic est le seul producteur de fraises à grande échelle en zone montagneuse. Outre quatre salariés permanents, elle emploie plus de 30 saisonniers et entend créer des postes supplémentaires à l'avenir. L'entreprise a suscité l'intérêt du secteur de l'agrotourisme et pourrait également se développer davantage en 2021 pour exporter ses produits. En plus des fraises, Green Republic vend, lorsque c'est la saison, des asperges sauvages certifiées bio. L'entreprise produit des légumes en ayant recours à une agriculture traditionnelle et biologique. Ses produits « organiques » sont inspectés par une agence géorgienne d'accréditation dans le respect des normes européennes.

Pour se lancer dans cette aventure, les fondateurs ont contracté un prêt auprès de TBC Bank, l'une des principales banques géorgiennes. Les banques considèrent souvent les petites et moyennes entreprises (PME) comme risquées, car elles ne présentent pas toujours d'historique ou de sûretés. Mais un instrument de garantie géré par le Fonds européen d'investissement, la filiale du Groupe BEI axée sur les PME, joue le rôle d'une sûreté pour la banque locale, compensant ainsi le risque. « Le partage des risques implique le transfert des avantages au client via des taux d'intérêt plus bas », explique Maia Kacharava, directrice financière chez TBC Bank. « Cela facilite les procédures de prêt et nous permet d'étoffer notre portefeuille avec des projets intéressants qui sinon auraient pu être refusés. »

La garantie est l'un des trois volets de l'initiative Accord de libre-échange approfondi et complet (ALEAC) – Est, qui vise à encourager la croissance économique dans des pays partenaires comme la Géorgie. « La garantie de l'ALEAC est solide, car elle couvre 70 % des pertes », déclare Martins Jansons, responsable du centre de compétences pour le développement régional au Fonds européen d'investissement. « C'est une grande avancée pour le marché géorgien comme pour nous, car nous estimons qu'il est important de soutenir les pays aux frontières de l'Union européenne. »

Le Fonds européen d'investissement gère également le volet Garanties pour les PME du dispositif InnovFin, dont TBC Bank est l'une des banques bénéficiaires. Ce type de garantie offre des conditions de financement souples aux PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI) spécialisées dans la recherche et l'innovation.

Depuis 2018, TBC Bank a également signé avec la Banque européenne d'investissement des prêts d'un montant de 81 millions d'euros. Parmi ces derniers figure le prêt complémentaire de 25 millions d'euros signé en décembre 2020 au titre des initiatives de l'UE, équipe d'Europe et EU4Business, dans le cadre de la réponse d'urgence pour aider les PME à faire face au COVID-19. Le financement de ces prêts et garanties émane de la Commission européenne dans le cadre du mandat de prêt extérieur de l'UE, un accord-cadre couvrant la plupart des opérations du Groupe BEI en Géorgie.

# DES DÉBOUCHÉS POUR LES SEMIS

**L'agriculture moldave est presque exclusivement composée de petites et moyennes entreprises. Le financement de la BEI les a aidées être compétitives à l'échelle nationale et à diversifier leurs exportations**

**D**eux sociétés moldaves, Sandunelu et Europlant, ont vu l'occasion de développer le marché des légumes, mais, pour ce faire, elles avaient besoin d'un financement. Les capitaux nécessaires à l'augmentation de la production et à l'achat d'équipements pour le lavage, le tri, l'emballage, l'étiquetage et le stockage des légumes en vrac ne sont pas à la portée des petites entreprises qui ne disposent pas des garanties requises pour l'obtention d'un prêt. Petites exploitations agricoles, elles ont bénéficié du programme Fruit Garden of Moldova, qui finance des entreprises en passant par des banques intermédiaires. Le financement de la BEI leur a permis de doper leur activité et les a aidées à sortir de la crise due à la pandémie de COVID-19.

L'année 2020 a été difficile pour les producteurs moldaves, car ils ont souffert d'un épisode de sécheresse ainsi que de la pandémie. Sur une année normale, on compte en moyenne 552 mm de précipitations, mais seulement 218 mm sont tombés entre septembre 2019 et août 2020. En raison de la crise sanitaire, les agriculteurs peinaient davantage à mettre leur production sur le marché quand elle était fraîche et ils étaient soumis à des restrictions à l'exportation. « La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif majeur sur le secteur de l'agriculture et de l'horticulture en Moldavie », explique Sébastien Collot, ingénieur de la division Bioéconomie de la BEI. « Les bénéficiaires du programme Fruit Garden of Moldova ont connu moins de retards et ont pu miser sur de nouveaux produits. »

Grâce à la modernisation de leurs installations de traitement, Sandunelu et Europlant ont été en mesure de faire face à la pandémie de COVID-19. Alors que les marchés de rue étaient fermés dans toute la Moldavie, les clients ont privilégié les légumes emballés. Les deux sociétés ont vu leurs ventes progresser pendant la pandémie, car elles ont pu répondre à la demande grâce à une technologie de pointe pour le tri et le conditionnement ainsi qu'à une capacité de stockage des légumes suffisante. Les employés pouvaient également maintenir une distance de sécurité adéquate les uns avec les autres.

Grâce à l'assistance technique de la BEI, les conseillers chargés du projet ont guidé les agriculteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur horticole, tout au long de la procédure de demande de prêt. Le projet Fruit Garden of Moldova a généré des niveaux d'investissement records parmi les petites entreprises de l'alimentation et de l'agriculture. La quantité de produits vendus à l'Union européenne cette année a considérablement augmenté, malgré la pandémie et la sécheresse.

Sandunelu, qui cultive des carottes, des oignons et des betteraves, a reçu 492 000 euros de Mobiasbanca, avec l'appui de la Banque européenne d'investissement. L'entreprise a également bénéficié de conseils qui lui ont permis de préparer les documents à fournir pour le prêt. Europlant, qui cultive des oignons et des pommes de terre, a obtenu, par l'intermédiaire de ProCredit Bank, 720 000 euros de la BEI pour la construction d'un entrepôt à proximité de Chisinau, la capitale de la Moldavie. Elle a bénéficié d'une garantie couvrant 50 % de son prêt sans frais supplémentaires pour elle en tant qu'emprunteur.

Le programme Fruit Garden of Moldova est axé sur l'horticulture afin d'améliorer la qualité des produits frais et transformés, des champs à la livraison. Il s'inscrit dans le cadre du soutien de l'Union européenne à la Moldavie et vise à stimuler la croissance des échanges commerciaux et de l'économie, y compris l'agriculture et le développement rural.

# L'IMPACT À LA LOUPE

Partout dans le monde, des projets qui ont bénéficié d'un soutien de la Banque européenne d'investissement ont une incidence sur la vie quotidienne des citoyens. Avant cela, l'intervention de la BEI aura également eu une réelle influence sur la réussite des projets en question. C'est pourquoi, outre les résultats des opérations, qui sont évalués rigoureusement tout au long du cycle du projet, la valeur ajoutée apportée par la BEI au projet, que ce soit sous la forme d'avantage financier, d'effet de catalyseur ou d'appui technique, est également examinée avec soin.

Afin d'obtenir un tableau aussi complet que possible, nous combinons trois approches pour évaluer notre impact. Pour commencer, chaque projet fait l'objet d'un suivi systématique de ses résultats et de la contribution de la BEI. Pour certains projets et instruments, des études approfondies sont en outre réalisées afin de permettre une compréhension plus détaillée de l'incidence. Enfin, une modélisation macroéconomique est appliquée pour mieux rendre compte de l'impact économique au sens large des prêts de la BEI.

**CETTE PARTIE LIVRE UNE PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE TOUT CE QUI ENTRE EN LIGNE DE COMPTE POUR ÉVALUER LA CONTRIBUTION DE LA BEI ET LES RETOMBÉES DES PROJETS, C'EST-À-DIRE :**

55	NOTRE MÉTHODE POUR ÉVALUER LES RÉSULTATS ET L'IMPACT
57	LES RÉSULTATS QUE NOUS ATTENDONS DES PROJETS NOUVEAUX
60	LA CONTRIBUTION DE LA BEI AUX PROJETS NOUVEAUX
62	LE CALCUL DE L'EMPREINTE CARBONE
63	LA MODÉLISATION DE L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE
64	LES RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS À TERME
67	LES ÉTUDES D'IMPACT APPROFONDIES
69	LES VOLUMES DE PRÊT



# NOTRE MÉTHODE POUR ÉVALUER LES RÉSULTATS ET L'IMPACT

Une évaluation minutieuse de la contribution de la BEI et de l'incidence des projets qu'elle soutient est essentielle. Elle est très utile pour identifier les projets à fort impact, dans lesquels l'intervention de la BEI peut faire une grande différence et qui sont en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'UE et avec les besoins et priorités d'investissement recensés pour chaque pays. La Banque s'en sert pour affiner son soutien et ainsi gagner en efficacité, mais aussi pour rendre compte à toutes ses parties prenantes des avantages concrets de son action dans le monde.

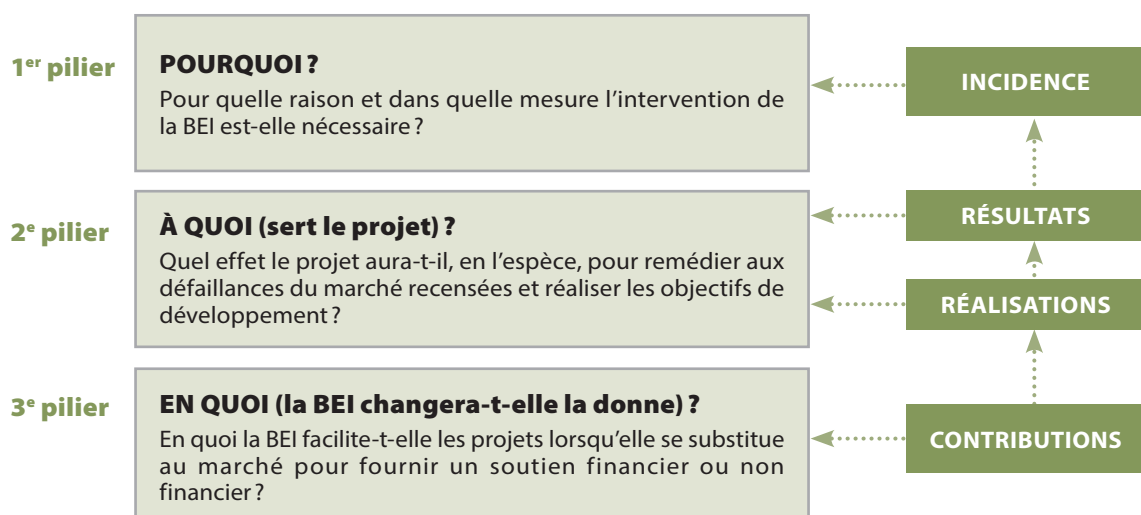
Cette fonction centrale de l'institution de financement du développement que constituent l'évaluation et le suivi des résultats est intégrée dans le processus global d'instruction et de suivi des projets de la Banque, par le biais du Cadre de mesure de l'additionnalité et de l'impact (le « cadre MAI ») de la BEI. Pour certains projets, la fonction va plus loin, avec des études approfondies impliquant un niveau d'analyse de l'impact qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre pour tous les projets. Enfin, le recours à la modélisation macroéconomique permet d'avoir une idée des effets indirects généraux des opérations de la Banque sur l'emploi et la croissance dans les économies où elle intervient.

## Le cadre MAI pour évaluer les résultats tout au long du cycle du projet

En 2020, la BEI a commencé à mettre en œuvre le cadre MAI, harmonisant le cadre de mesure des résultats (« REM ») pour les opérations hors de l'UE et la méthode d'évaluation selon les trois piliers (« 3P ») pour les opérations dans l'UE, mais laissant la possibilité d'adapter l'instruction et le suivi des projets aux besoins particuliers découlant des différents contextes de développement.

La mesure de l'additionnalité et de l'impact fournit un cadre complet pour évaluer chaque projet soutenu par la BEI au regard de ses résultats et de son aptitude à remédier aux défaillances du marché (son « additionnalité »), conformément aux meilleures pratiques internationales. Le cadre MAI suit une logique établie, reposant sur trois piliers et qui consiste à se demander *pourquoi* l'intervention de la BEI est nécessaire, *à quoi* le projet servira et *en quoi* la BEI changera la donne. Ces trois piliers ont une relation conceptuelle avec les différents éléments de la chaîne des résultats.

## Le cadre MAI et la chaîne des résultats



Le cadre joue un rôle essentiel dans l'optique de l'efficacité du développement et d'une gestion axée sur les résultats (pilotage, conception, mise en œuvre, compte rendu et acquisition de connaissances). Dans la procédure d'audit préalable, chacun des trois piliers reçoit une note servant à déterminer la valeur ajoutée de l'opération. Ces notes constituent par la suite un élément clé de la délibération. Les indicateurs de résultat retenus dans la phase d'instruction du projet forment la base du suivi tout au long du cycle du projet. Lors de l'instruction, en effet, la BEI estime les résultats que le projet devrait atteindre. Ces indicateurs font l'objet d'un suivi qui permet d'étudier les résultats à l'achèvement. Les enseignements tirés du suivi des résultats sont intégrés à la mise en œuvre des projets. Les évaluations indépendantes permettent également de tirer des enseignements pour les projets et processus futurs.

Le cadre MAI est inspiré par l'alignement sur les politiques de l'UE s'appliquant aux pays et régions d'intervention de la BEI et la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Mais il est souple et conçu pour accueillir de nouveaux indicateurs en fonction des besoins qui apparaîtront.

### Mesurer l'impact au-delà des limites du cadre

Si la mesure de l'additionnalité et de l'impact constitue le fondement de l'approche globale de l'évaluation de l'impact, les évaluateurs et les équipes de recherche sortent parfois de ce cadre élémentaire pour effectuer une analyse approfondie de l'incidence finale des projets soutenus par la Banque.

Les **études d'impact** approfondies examinent les résultats des projets de manière beaucoup plus détaillée, allant au-delà de ce que permet le cadre normal de l'évaluation des résultats. Ces études utilisent diverses méthodes pour approfondir l'analyse de l'incidence d'un projet particulier ou d'un type de produit proposé par le Groupe BEI.

La **modélisation macroéconomique** permet de se rendre compte des effets des opérations de prêt de la BEI sur l'emploi et sur le PIB à l'échelle des économies, de façon à pouvoir en déterminer l'ampleur probable pour un projet donné. Nous nous assurons ainsi, une fois de plus, que nous comprenons bien quel impact un projet a in fine sur la vie des gens.

# LES RÉSULTATS QUE NOUS ATTENDONS DES PROJETS NOUVEAUX

**E**n 2020, la Banque européenne d'investissement a signé 99 contrats de financement pour des projets nouveaux hors de l'Union européenne, du Royaume-Uni et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Le total des prêts approuvés pour ces nouveaux projets (à l'exclusion des nouveaux contrats signés dans le cadre de projets anciens) s'élève à 10,52 milliards d'euros. Les tableaux ci-après résument les réalisations et les résultats globaux attendus de ces nouvelles opérations de la BEI.

## Résultats attendus des nouvelles opérations signées dans le secteur des infrastructures

	Réalizations escomptées		Résultats escomptés	
<b>Énergie – 11 projets, 506 Mio EUR</b>				
<b>Capital-risque</b>	Capacités de production (100 % sources renouvelables)	245 MW	Production annuelle d'électricité (GWh/an)	647
	Lignes d'électricité neuves ou mises à niveau	13 600 km	Ménages potentiellement desservis en électricité produite	1 070 000
	Puissance apparente des sous-stations neuves ou mises à niveau (MVA)	593	Nouveaux raccordements domestiques au réseau	336 000
	Économies annuelles générées par les mesures d'efficacité énergétique	GWh		
<b>Transports – 8 projets, 2 634 Mio EUR</b>				
<b>Transports urbains</b>	Lignes de tram et de métro nouvelles ou rénovées	32,4 km	Voyageurs supplémentaires transportés en agglomération, par an	116 000 000
	Stations ou arrêts nouveaux ou rénovés (en agglomération)	30	Réduction des temps de parcours en agglomération (heures/an)	37 500 000
	Matériel roulant ou véhicules neufs	378		
<b>Transport routier</b>	Voies de circulation nouvelles ou rénovées	120 km	Usagers (véhicules) supplémentaires, par jour	3 910
			Gains de temps de parcours (heures/an)	4 060 000
			Économies de coût d'exploitation des véhicules, par an	16,2 Mio EUR
			Morts évitées sur les routes, par an	5
<b>Eau et assainissement – 15 projets, 963 Mio EUR</b>				
<b>Approvisionnement en eau</b>	Branchements domestiques réalisés ou refaits	60 100	Personnes bénéficiant d'un meilleur approvisionnement en eau	6 200 000
	Conduites principales et canalisations nouvelles ou remises en état	1 030 km	Personnes moins exposées au risque de sécheresse	5 380 000
	Capacité des installations de traitement nouvelles ou rénovées (m <sup>3</sup> /jour)	1 140 000		
<b>Assainissement</b>	Capacité des installations d'épuration nouvelles ou rénovées (équivalent-personnes)	546 000	Personnes bénéficiant de meilleurs services d'assainissement	201 000
	Raccordements domestiques à l'assainissement réalisés ou refaits	8 600	Eaux usées traitées selon des normes acceptables (équivalent-personnes)	214 000
	Conduites d'égout ou d'évacuation des eaux pluviales nouvelles ou rénovées	184 km		

	Réalizations escomptées		Résultats escomptés	
Atténuation des inondations	Nombre de structures de prévention des inondations et de protection contre leurs effets	43	Superficie couverte par les équipements de prévention des inondations	51 300 ha
			Personnes moins exposées aux risques d'inondation	843 000
<b>Aménagement urbain et logement – 3 projets, 574 Mio EUR</b>				
	Linéaire de voiries urbaines et aménagements connexes construits ou rénovés	104 km	Personnes bénéficiant de logements neufs abordables	13 600
	Logements sociaux ou abordables nouveaux ou rénovés	4 140	Économies annuelles générées par les mesures d'efficacité énergétique	257 GWh
	Nombre de bâtiments publics rénovés	1 000		
<b>Télécommunications – 2 projets, 275 Mio EUR</b>				
	Câbles de télécommunications installés	600 km		
	Débit installé (Go/s)	6 000		
<b>Agriculture et foresterie – 2 projets, 380 Mio EUR</b>				
	Terres agricoles bénéficiant d'une meilleure gestion	51 000 ha	Accroissement de la production de riz à l'hectare	46 %
	Superficie supplémentaire couverte par les réseaux d'irrigation	26 500 ha	Économies d'eau dues à la modernisation des systèmes d'irrigation (m <sup>3</sup> /an)	213 000 000
			Nombre d'agriculteurs bénéficiant du projet	45 000
	Nouvelles forêts plantées	141 000 ha	Volumes supplémentaires disponibles de biomasse forestière (m <sup>3</sup> /ha/an)	2,2
<b>Éducation – 2 projets, 120 Mio EUR</b>				
	Enseignants recevant une formation en compétences numériques	50 000		
	Établissements scolaires disposant de meilleures installations internet	1 800		
	Places créées dans l'enseignement supérieur	1 000		
<b>Santé – 7 projets, 778 Mio EUR</b>				
	Établissements sanitaires nouveaux ou rénovés	58	Patients COVID-19 pris en charge	55 700
	Équipement et matériel informatique et de communication (TIC) fournis à des établissements sanitaires	19,8 Mio EUR	Personnes vaccinées	280 000 000

Effet direct des projets d'infrastructures sur l'emploi	Emplois pendant la construction (années-personnes)	Emplois pendant l'exploitation (ETP)
Agriculture, foresterie	85 940	4 240
Éducation	3 100	549
Énergie	5 898	477
Santé	400	150
Télécommunications	21 455	540
Transports	115 892	1 175
Aménagement urbain	40 600	0
Eau et assainissement	75 164	601
<b>Total</b>	<b>348 449</b>	<b>7 732</b>

## Résultats attendus des nouvelles opérations dans le secteur privé

Lignes de crédit aux PME et ETI – 34 projets, 3 888 Mio EUR			
	PME	ETI*	Toutes entités
Total des prêts (en Mio EUR)	2 926	854	3 780
Total des prêts (nombre)	227 797	296	228 093
Montant moyen des prêts (en EUR)	12 843	2 886 370	16 572
Durée moyenne des prêts (en années)	6,4	7,4	6,6
Emplois préservés dans les entreprises bénéficiaires	800 390	98 217	898 607

\* Y compris dix prêts à d'autres bénéficiaires tels que des entreprises de services aux collectivités ou de grandes entreprises.

Réalizations escomptées		Résultats escomptés	
<b>Lignes de crédit à des institutions de microfinance – 8 opérations, 246 Mio EUR</b>			
Total des prêts (en Mio EUR)	1 263	Emplois préservés dans les entreprises bénéficiaires	1 088 420
Total des prêts (nombre)	2 519 127	Emplois préservés occupés par des femmes	697 310
Montant moyen des prêts (en EUR)	501	Emplois préservés occupés par des jeunes	49 533
Part de femmes parmi les bénéficiaires finals (%)	59		
<b>Sociétés d'investissement en microfinance – 2 opérations, 13,8 Mio EUR</b>			
Taille totale des fonds (Mio EUR)	184	Prêts accordés à des bénéficiaires finals par les institutions de microfinance soutenues (nombre)	67 189
Effet de levier moyen	9,5	Part de femmes parmi les bénéficiaires finals (%)	76
Institutions de microfinance soutenues	77		
<b>Fonds de participation – 6 opérations, 130 Mio EUR</b>			
Taille totale des fonds (en Mio EUR)	784	Emplois soutenus dans les entreprises bénéficiaires	10 249
Entreprises bénéficiaires (nombre)	92	Emplois nets créés dans les entreprises bénéficiaires	7 468
Investissement moyen (en Mio EUR)	8,5		

Ne figurent pas dans les tableaux ci-dessus cinq projets qui financent la contribution de plusieurs pays africains au capital de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA). En devenant membres de l'ACA, ces pays vont bénéficier des mécanismes de garantie des investissements et des opérations de commerce international proposés par l'Agence afin de stimuler le développement de divers secteurs de l'économie. Deux projets dans les tableaux ci-dessus contribuent à plusieurs secteurs.

# LA CONTRIBUTION DE LA BEI AUX PROJETS NOUVEAUX

**L**a BEI finance des projets viables, auxquels elle fournit en outre un dispositif de soutien comprenant des conditions de financement avantageuses, des conseils techniques et une aide pour attirer d'autres financements. C'est ce qui forme la « contribution de la BEI » et cela va bien au-delà du financement, que les promoteurs de projets pourraient aussi bien obtenir sur les marchés locaux.

Si la BEI peut procurer une contribution aussi significative au-delà de l'Union européenne, ce n'est pas seulement du fait de sa solidité en tant que prêteur international très bien noté ; c'est aussi grâce aux garanties de l'UE ainsi qu'au panachage de ressources, qui consiste à combiner des prêts BEI avec des aides non remboursables de l'UE et des États membres. Ces outils permettent à la BEI de soutenir, avec ses prêts, davantage de projets à fort impact, dont elle maximalise les chances de réussite et les avantages durables en apportant une assistance technique supplémentaire.

Lors de l'instruction des projets, l'apport de la Banque est considéré dans ses trois composantes : contribution financière, facilitation financière, et conseil<sup>15</sup>. Les scores obtenus pour chaque composante sont ensuite agrégés pour former une note globale. Pour 82 des 99 projets nouveaux soutenus en 2020, la contribution globale de la BEI a été jugée « significative » ou « majeure ». Une ventilation plus fine des valeurs moyennes des notes et des indicateurs de la contribution de la BEI pour chaque type d'instrument est présentée dans un tableau en fin de section.

## **Contribution financière : répondre aux besoins de financement**

Les éléments qui composent la contribution financière sont le financement en monnaie locale, le panachage de ressources (prêts et aides non remboursables) et l'allongement de la durée des prêts par rapport à la durée de vie des actifs et aux échéances disponibles sur le marché local. Si la capacité de la BEI à fournir des financements en monnaie locale était jugée comme l'avantage le plus important pour la microfinance en 2019, la contribution de la Banque en général a été jugée « majeure » pour tous les types d'instruments. Cela s'explique par l'allongement de la durée des financements disponibles par rapport à l'offre du marché et la capacité de la BEI à fournir des prêts adaptés à la durée de vie économique des actifs.

## **Facilitation financière : l'effet de catalyseur de la BEI**

La BEI est en mesure de promouvoir des normes plus élevées ou d'aider les promoteurs à adopter des modèles de financement plus innovants, contribuant ainsi à attirer d'autres sources de financement pour des projets valables. Avec l'opération Affectation de la quantité de vaccins contre le COVID-19 (COVAX), par exemple, la Banque a structuré un mécanisme à la demande de la Commission européenne dans le cadre de la réponse de l'équipe d'Europe (Team Europe) pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Afin de soutenir le flux de subventions publiques en faveur de COVAX, la Banque a mis à profit son expérience pour concevoir un instrument de financement inédit qui monétise la garantie offerte par la Commission européenne.

La BEI contribue à relever le niveau en exigeant le respect des normes européennes sur des questions telles que la passation des marchés, les incidences sociales et la protection de l'environnement, et elle fournit souvent un soutien technique pour atteindre cet objectif. Le prêt-cadre à l'appui d'infrastructures de transports urbains en Égypte, par exemple, va faciliter un programme d'extension et de remise en état des réseaux de tramway et de métro d'Alexandrie et du Caire, en Égypte. La BEI est le principal bailleur de fonds et fournisseur d'assistance

<sup>15</sup> À compter de 2021, sous le régime du nouveau cadre MAI, l'évaluation notera deux éléments : la contribution financière et la contribution non financière.

technique, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Agence française de développement (AfD) assurant le cofinancement. Le programme est conçu pour être source de souplesse – un véritable besoin pour le promoteur – tout en créant une occasion de dialogue au sein du secteur. La participation de la BEI et des autres institutions financières internationales permettra de garantir le respect de normes élevées en matière environnementale, sociale, de gouvernance et de passation de marchés.

### Activités de conseil : procurer une assistance technique et un soutien

Les conseils fournis par la BEI peuvent fréquemment aider les promoteurs à optimiser la conception technique des projets, à structurer efficacement les projets et les instruments de financement, ou à renforcer la valeur et l'efficacité à long terme de leurs investissements. En Ukraine, par exemple, la BEI a accompagné pendant deux ans la préparation du programme de rénovation énergétique des bâtiments publics. Outre une aide non remboursable pour l'assistance technique, le programme aura ainsi bénéficié du savoir-faire de la BEI dans le domaine de l'efficacité énergétique, et de l'aide d'un ingénieur de la BEI pour la mise en œuvre des projets. En Serbie, l'initiative Connected Schools (des écoles connectées) soutenue par la BEI vise à améliorer l'accès numérique, les réseaux wi-fi et l'équipement informatique des classes dans plusieurs établissements scolaires. L'enveloppe d'assistance technique servira à former 50 000 enseignants à l'acquisition de compétences numériques et à assurer une mise en œuvre efficace des projets.

### La contribution technique et financière de la BEI aux projets – Valeurs moyennes pour les différents types d'instruments

	Prêts directs et prêts-cadres	Lignes de crédit pour les PME et les ETI	Lignes de crédit à des institutions de microfinance	Fonds de participation
Nombre de projets	45	36	7	10
<b>Contribution de la BEI – Note globale</b>	3,1	2,7	3,4	3,4
<b>Note globale</b>	3,4	3,1	3,4	3,5
Bonification (%)	3,6	3,6	0,0	0,0
Bonification (note)	2,4	1,5	1,0	1,0
<b>Contribution financière</b>				
Monnaie locale (note)	1,3	1,7	3,1	2,8
Allongement de la durée du prêt (%)	146	133	155	108
Allongement de la durée du prêt (note)	3,5	3,5	3,3	3,8
Équivalence avec la durée de vie économique (%)	93	98	100	93
Équivalence avec la durée de vie économique (note)	3,8	3,9	4,0	3,7
<b>Facilitation financière</b>				
<b>Note globale</b>	2,5	2,3	2,7	3,4
Financement innovant	1,6	1,8	2,4	3,0
Attirer des bailleurs de fonds privés	1,8	2,3	2,1	3,3
Travailler avec des partenaires publics	2,5	s.o.	2,0	3,1
Élever les normes	3,4	2,6	2,7	3,1
<b>Conseil</b>				
<b>Note globale</b>	2,8	2,0	3,0	2,6
Structuration et conseil financiers	2,4	1,6	1,0	2,8
Contribution et conseils techniques	2,9	2,2	4,0	1,8

Remarques : Contribution de la BEI – Notes pour chaque projet : 4 = majeure ; 3 = significative ; 2 = modeste ; 1 = mineure.

Le tableau présente les notes moyennes simples ou les pourcentages entre les différents projets. Les « fonds de participation » incluent trois sociétés d'investissement en microfinance.

Un projet d'infrastructure financé par des aides non remboursables uniquement (Ruzizi III Regional Hydropower & Transmission PPP) n'est pas inclus.

# LE CALCUL DE L'EMPREINTE CARBONE

Le calcul de l'empreinte carbone de la BEI consiste à estimer et à déclarer les émissions de gaz à effet de serre (GES) des projets (pas uniquement ceux visant l'action en faveur du climat) lorsque l'un ou l'autre des seuils suivants, ou les deux, sont dépassés :

- **émissions absolues** (émissions réelles du projet) > 20 000 t éq. CO<sub>2</sub>/an ;
- **émissions relatives** (augmentation ou diminution estimée des émissions par rapport à l'alternative attendue) > 20 000 t éq. CO<sub>2</sub>/an.

Les émissions absolues sont les émissions directes du projet (périmètre 1) plus les émissions indirectes liées à la consommation d'électricité du projet (périmètre 2). Les émissions du périmètre 3 (autres émissions indirectes) ne sont normalement pas incluses dans les données du projet, sauf pour les infrastructures physiques de transport telles que les routes, les chemins de fer et les métros. Les émissions relatives correspondent à la différence entre les émissions absolues du projet et celles du scénario de référence sans projet, ou statu quo.

Si les émissions relatives des projets ont leur importance (pour comparer les technologies et les variantes), ce sont les émissions absolues qui sont au cœur du calcul de l'empreinte carbone de la BEI, car ce sont elles qui, en fin de compte, déterminent son empreinte sur le climat. Les données relatives aux GES de chaque projet sont évaluées par la Banque au stade de l'instruction et consignées dans la fiche technique sur les aspects environnementaux et sociaux. Aux fins du rapport annuel agrégé, les émissions des projets sont calculées proportionnellement au volume de financement de la BEI pour chaque projet cette année-là, afin d'éviter la possibilité d'une double comptabilisation avec les données publiées par d'autres institutions financières internationales.

L'exercice 2020 a porté sur 17 projets situés hors de l'Union européenne (y compris les contrats signés et les affectations d'envergure approuvées durant l'année) représentant 2,1 milliards d'euros de prêts de la BEI. Les estimations suivantes ont été calculées : les émissions de GES associées au financement de ces projets d'investissement s'élèvent à 0,3 Mt éq. CO<sub>2</sub>/an tandis que le volume de carbone séquestré par les projets forestiers se chiffre à -0,3 Mt éq. CO<sub>2</sub>/an. Les économies associées au financement de ces projets d'investissement sont de -0,5 Mt éq. CO<sub>2</sub>/an.

La révision des seuils de l'évaluation dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la BEI en matière d'action pour le climat a eu pour effet, à compter du début de 2019, d'inclure davantage de projets dans l'exercice du bilan carbone. Ce changement a été décrit dans le document intitulé *EIB Project Carbon Footprint Methodologies* (Méthodes pour le calcul de l'empreinte carbone des projets BEI), décembre 2018<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> [https://www.eib.org/attachments/strategies/eib\\_project\\_carbon\\_footprint\\_methodologies\\_en.pdf](https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_project_carbon_footprint_methodologies_en.pdf).



# LA MODÉLISATION DE L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE

La modélisation économique est un complément important à notre système normal de mesure des réalisations et des résultats que nous utilisons pour chaque projet. Elle peut donner une idée de l'ampleur des effets macroéconomiques indirects plus larges des investissements que la BEI soutient.

Par exemple, un projet de construction de ligne de métro aura des effets directs par les services de transport fournis et l'effectif employé pour le chantier. Il aura aussi un certain nombre d'effets indirects qui sont difficiles à repérer et à mesurer au niveau du projet, parmi lesquels :

- les effets indirects sur l'emploi le long de la chaîne d'approvisionnement, par exemple avec une demande accrue de béton et d'acier (pour la construction), ou de rames de métro neuves (pour l'exploitation). La satisfaction de cette demande génère des emplois supplémentaires ;
- le surcroît de demande et d'emploi induit par l'augmentation des revenus. L'emploi direct dans la mise en œuvre du projet et l'emploi soutenu indirectement le long de la chaîne d'approvisionnement créent du pouvoir d'achat pour les employés, ce qui a un effet d'entraînement sur la demande et sur l'emploi ;
- les effets indirects sur la productivité et la compétitivité. La réduction des encombrements et des temps de trajet peut améliorer l'efficacité dans une série de secteurs, et avoir ainsi d'autres impacts économiques.

Il existe plusieurs façons de modéliser les effets économiques indirects. Cependant, pour de nombreux pays en développement, la disponibilité des données est une contrainte importante ; c'est pourquoi la BEI utilise uniquement son modèle Rhomolo (mis au point avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne) pour les opérations à l'intérieur de l'Union européenne. Pour les opérations en dehors de l'Union européenne, la BEI contribue aux travaux en cours visant à construire et à améliorer des modèles macroéconomiques adaptés au contexte des pays en développement. Selon nous, le modèle le mieux adapté actuellement disponible est le Joint Impact Model (JIM)<sup>17</sup>.

Nous avons utilisé le JIM pour tenter de découvrir si les investissements soutenus par la BEI dans les pays tiers avaient un effet indirect sur l'emploi. Le modèle indique que, en 2020, les investissements soutenus à l'extérieur de l'UE auront contribué au maintien ou à la création de quelque 590 000 emplois indirects le long de la chaîne d'approvisionnement des projets (chez les fournisseurs de matériaux et d'équipements pour les projets, par exemple). De même, d'après le modèle, le surcroît de revenus généré tout au long de la chaîne d'approvisionnement pourrait induire 380 000 emplois supplémentaires. Actuellement, le seul effet structurel pris en compte par le modèle est l'impact de l'augmentation de l'approvisionnement en électricité, qui, selon les estimations, soutiendrait 6 000 emplois supplémentaires.

En tant que produit d'un exercice de modélisation, ces résultats doivent être considérés avec une certaine prudence. Ils reflètent le portefeuille global de projets de la BEI ; les résultats pour les différents pays et secteurs pourraient varier considérablement.

## Effets indirects des opérations de prêt de 2020 sur l'emploi, calculés selon le JIM



<sup>17</sup> Le Joint Impact Model (JIM) est le fruit d'une collaboration entre le cabinet de conseil néerlandais Steward Redqueen, Proparco (France), CDC Group (Royaume-Uni), la Banque africaine de développement, la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO), FinDev (Canada) et la Société néerlandaise de financement du développement (FMO).

# LES RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS À TERME

**N**ous examinons les résultats des projets arrivés à leur terme afin de vérifier l'exactitude de l'évaluation réalisée au stade de l'instruction et de tirer les enseignements pertinents pour l'évaluation et la conception des projets futurs. Cette réévaluation complète est appliquée aux projets dont l'instruction initiale remonte jusqu'à 2012<sup>18</sup>. Sont résumés ici les principaux indicateurs de réalisations et de résultats pour les projets qui ont été menés à terme en 2020.

## Lignes de crédit pour les PME et les ETI

Une vingtaine d'opérations dans le secteur financier au-delà des frontières de l'Union européenne, dont l'instruction selon le cadre de mesure des résultats a été réalisée au cours d'années antérieures, ont été menées à terme en 2020<sup>19</sup>. Ces opérations consistent en lignes de crédit, dont cinq en Turquie, deux en Égypte, deux au Rwanda et une dans chacun des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Macédoine du Nord, Micronésie, Monténégro, Paraguay, République démocratique du Congo, Serbie, Tunisie et Zambie.

## Résultats obtenus pour 20 lignes de crédit menées à terme

Résultats obtenus	Toutes PME	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	Autres	Toutes entités
Total des prêts (en Mio EUR)	1 912	390	616	905	535	4	2 450
Total des prêts (nombre)	5 598	2 014	2 229	1 355	273	2	5 873
Montant moyen des prêts (en milliers d'EUR)	341	194	276	668	1 958	2 000	417
Montant moyen des investissements (en milliers d'EUR)	580	439	455	995	3 151	8 250	702
Durée moyenne des prêts (en années)	5,2	6,3	5,2	4,8	4,5	4,8	5,1
Emplois préservés	176 115	7 477	42 001	126 637	160 276	3 085	339 476

Les résultats des lignes de crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) peuvent être difficiles à estimer à l'avance, car ils dépendent de la capacité de l'intermédiaire financier à trouver des clients dans un environnement volatil et imprévisible. Pour les opérations menées à terme en 2020, le montant total décaissé en faveur des bénéficiaires finals était inférieur au montant initial approuvé (3,027 milliards d'euros), certains volumes ayant été annulés après la signature ou n'ayant pas été demandés. Un prêt a été accordé en monnaie locale en Turquie. Or, du fait de la forte dégradation du taux de change de la livre turque sur la durée de l'opération, les prêts aux bénéficiaires finals ont atteint un montant total inférieur de près de 50 millions au montant initial une fois converti en euros.

Dans l'ensemble, les investissements soutenus étaient à plus forte intensité de capital que ce que l'expérience passée avait laissé présager. Il en est résulté une augmentation du montant moyen des prêts et une diminution

<sup>18</sup> Année de la mise en place du cadre de mesure des résultats de la BEI, prédécesseur du cadre AIM.

<sup>19</sup> Les opérations sont considérées comme menées à terme lorsqu'elles ont été entièrement affectées. Dans certains cas, lorsque la période d'affectation officielle s'étend à l'année suivante, des annulations ou des modifications des données d'affectation sont possibles.

du nombre total d'opérations, même si l'accent restait mis sur les microentreprises et les petites entreprises. Quelque 95 % des prêts ont été accordés à des PME, dont 72 % à des microentreprises (moins de dix employés) et à des petites entreprises. Les durées des prêts (échéances) accordés aux bénéficiaires finals ont été légèrement inférieures aux prévisions ; c'est un effet du poids, dans le portefeuille, des prêts – de durée généralement plus courte – accordés à des microentreprises en Égypte. En dépit de la baisse du nombre d'opérations, le nombre constaté des emplois soutenus est très proche de l'estimation faite au stade de l'instruction.

## Résultats attendus pour 20 lignes de crédit menées à terme

Résultats attendus	Toutes PME	ETI	Autres	Toutes entités
Total des prêts (en Mio EUR)	1 874	614	15	2 503
Total des prêts (nombre)	7 999	762	30	8 791
Montant moyen des prêts (en milliers d'EUR)	234	806	500	285
Montant moyen des investissements (en milliers d'EUR)	513	2 151	1 000	657
Durée moyenne des prêts (en années)	5,4	5,6	7,0	5,5
Emplois préservés	126 017	219 040	700	345 758

### Projets d'infrastructure

Parmi les projets d'infrastructures sociales et économiques hors de l'UE qui ont été instruits depuis 2012, 12 ont été menés à terme en 2020. Il s'agit de dix projets dans le secteur de l'énergie, d'un projet dans le secteur des transports et d'un projet dans le secteur des télécommunications. L'une des opérations dans le secteur de l'énergie est une affectation en faveur d'un sous-projet d'envergure au titre d'un prêt-cadre et une autre est un investissement dans un fonds de participation. Étant donné que les résultats attendus du sous-projet financé par le prêt-cadre n'ont pas été consignés lors de l'instruction, les résultats pour le secteur de l'énergie sont indiqués avec et sans ce sous-projet, afin de faciliter la comparaison.

## Résultats pour les projets d'infrastructure menés à terme en 2020

	Attendus	Atteints (projets pour lesquels existaient des données sur les résultats attendus)	Atteints (tous projets)
<b>Énergie (9 projets)</b>			
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie classiques (MW)	18	18	18
Électricité produite à partir de sources d'énergie classiques (GWh/an)	67	67	113
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (MW)	1 917	1 911	2 217
Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (GWh/an)	5 457	4 997	6 032
Foyers qui pourraient être approvisionnés en énergie par la production du projet	980 663	801 400	1 715 619
Coût moyen de l'électricité produite moyennant des effets induits sur l'environnement (EUR/MWh)	98	117	113
Lignes électriques et câbles réalisés pour l'intégration des sources d'énergie renouvelables (km)	22	11	11
Emploi en phase de construction – emplois temporaires (années-personnes)	7 633	13 840	32 340
Emploi en phase d'exploitation (nouveaux emplois permanents)	383	725	788
<b>Énergie : GEEREF (fonds de fonds de participation)</b>			
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (MW)	400		1 200
Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (GWh/an)			3 448
Foyers qui pourraient être approvisionnés en énergie par la production du projet			1 600 000

	Attendus	Atteints (projets pour lesquels existaient des données sur les résultats attendus)	Atteints (tous projets)
<b>Transports (1 projet)</b>			
Linéaire de routes construites ou modernisées (voie x km)	142		142
Bénéficiaires – véhicules par jour (trafic moyen journalier annuel)	3 200		3 227
Gains de temps (millions d'heures/an)	24,8		45,2
Économies de coût d'exploitation des véhicules (Mio EUR/an)	0,5		0,8
Morts évitées sur les routes (nombre de vies sauvées/an)	13		4
Emploi en phase de construction – emplois temporaires (années-personnes)	15 000		19 400
Emploi en phase d'exploitation (nouveaux emplois permanents)	200		124
<b>Télécommunications (1 projet)</b>			
Foyers supplémentaires desservis par un réseau de fibre optique à haut débit	83 400		83 562
Foyers supplémentaires connectés au haut débit	45 333		83 676
Clients actifs supplémentaires	26 947		25 874
Recettes fiscales générées (Mio EUR)	159		42,7
Emploi en phase de construction – emplois temporaires (années-personnes)	247		297
Emploi en phase d'exploitation (nouveaux emplois permanents)	137		55

Tous les projets du secteur de **l'énergie** portent sur la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (même si deux d'entre eux, des centrales thermodynamiques à concentration, utilisent le gaz naturel comme énergie d'appoint). Les résultats de neuf d'entre eux sont regroupés dans le tableau ci-dessus. Ensemble, ils produisent déjà suffisamment d'électricité pour alimenter 1,7 million de foyers. Parmi eux, un projet remarquable est la reconstruction de la centrale hydroélectrique de Mount Coffee, au Liberia, qui a considérablement augmenté la capacité de production dans un pays où la plupart des infrastructures énergétiques qui existaient avant la guerre civile ont été détruites. Malgré quelques dépassements de coûts et de délais dus à l'épidémie d'Ebola, on estime que la centrale permettra au pays d'économiser 37 millions d'euros par an grâce à la réduction des importations de fioul.

La participation dans le fonds de fonds Geeref (Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables) a fait l'objet d'un traitement distinct, car l'effet de levier important qu'il implique rend les résultats difficilement comparables. Les fonds soutenus par le Geeref ont investi dans 160 projets qui produisent déjà suffisamment d'électricité verte pour alimenter 1,6 million de foyers.

Le seul projet dans le secteur des **transports**, l'autoroute El Jadida-Safi au Maroc, a permis d'économiser environ 45 millions d'heures de trajet par an, tout en générant 0,8 million d'euros d'économies de coût d'exploitation des véhicules.

Dans le secteur des **télécommunications**, un projet en Angola a permis de connecter 84 000 foyers au haut débit. Il a conduit à 26 000 abonnements actifs supplémentaires à la fin du projet, malgré la crise financière dans le pays qui a pesé sur les recettes jusqu'à présent.

En matière d'**emploi**, au total, ces projets ont soutenu directement plus de 52 000 années-personnes pendant la construction et 967 emplois équivalents temps plein associés à l'exploitation des infrastructures ou des installations construites.

Lorsqu'il était possible d'estimer les résultats attendus au stade de l'instruction, la plupart de ces estimations étaient raisonnablement précises. Pour plusieurs des projets énergétiques, la production au cours de la première année d'exploitation a été un peu plus faible que prévu, bien que la capacité de production ait été conforme aux prévisions. C'est une situation courante pour les projets énergétiques, qui s'explique par la montée en puissance de la production en début d'exploitation et, parfois, par des restrictions à la demande dans le système national. Cela a des répercussions sur le coût économique calculé de l'énergie produite au cours de la première année. Un autre problème qui ressort des données est que les estimations initiales de l'emploi créé pendant la construction étaient souvent trop prudentes par rapport aux chiffres réels de l'emploi communiqués par les promoteurs une fois les projets terminés.

# LES ÉTUDES D'IMPACT APPROFONDIES

**L**es études d'impact donnent un aperçu plus approfondi de l'impact sur le développement de certains projets et instruments ou produits de financement. Elles vont plus loin que le cadre de mesure des résultats, qui collecte des données pour tous les projets, et elles nous permettent de mieux comprendre comment les réalisations et les résultats d'un projet ou d'un instrument peuvent avoir un impact supplémentaire sur les bénéficiaires finals et, plus largement, sur les populations et la planète.

Le département Analyses économiques de la BEI collabore souvent avec des chercheurs externes, qu'il s'agisse d'universitaires de renom ou de cabinets de conseil en recherche, pour mener à bien ces études. C'est l'approche adoptée dans le cadre de la collaboration de la BEI avec le Global Development Network (GDN)<sup>20</sup>. Ce programme forme et aide de jeunes chercheurs des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à réaliser des évaluations d'impact de projets sélectionnés dans ces régions. Ces chercheurs travaillent sous la supervision de conseillers experts de la BEI et d'institutions de premier plan, notamment l'École d'économie de Paris – Paris School of Economics, la Banque mondiale et l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact. En 2020, nous avons publié les études issues du cycle 2 de ce programme<sup>21</sup>.

## Études d'impact issues du programme BEI-GDN, cycle 2

Le programme BEI-GDN a démontré comment le savoir-faire en matière d'évaluation de l'impact peut être mis à contribution pour améliorer le processus d'évaluation des réalisations de la BEI et de ses clients. En proposant des techniques rigoureuses d'évaluation de l'impact, le programme a permis aux entreprises du secteur privé ainsi qu'à la BEI d'examiner de plus près l'incidence sociale de leurs activités, et a montré comment ces méthodologies peuvent être utilement appliquées aux investissements privés. Un autre de ses enseignements est que le recours à des chercheurs locaux augmente considérablement les chances que les études soient acceptées et appréciées par les parties prenantes, ainsi que les possibilités pour la BEI de travailler à l'avenir avec des réseaux et des organismes locaux. Même s'il est difficile d'être certain de la relation de cause à effet, ces études des incidences microéconomiques donnent un éclairage sur les bénéficiaires finals du soutien de la BEI et les changements qu'ils traversent.

## ÉTUDE DE L'IMPACT DE LA MICROFINANCE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Baobab est une institution de microfinance desservant environ 22 000 clientes dans les zones rurales du nord du Ghana, qui a fait l'objet d'une étude au cours de laquelle les chercheurs ont interrogé 411 de ses clientes et 541 autres femmes qui n'avaient jamais emprunté auprès d'une institution formelle. L'analyse statistique tend à indiquer que Baobab arrive à toucher des femmes vivant sous le seuil de pauvreté et à réduire l'incidence de la pauvreté parmi ses clientes. L'étude a également examiné des indicateurs de l'autonomisation économique, tels que le rôle des femmes dans la prise de décision en affaires et au foyer, et a constaté des améliorations dans la manière dont les clientes arrivent à prendre le contrôle de leurs propres affaires. Dans les groupes de discussion, les clientes ont également évoqué un effet de l'accès à la microfinance, qui est de réduire la dépendance financière à l'égard des hommes et le risque de conflits et de violences domestiques.

<sup>20</sup> <https://www.eib.org/en/publications-research/economics/impact/eib-gdn/index.htm>.

<sup>21</sup> <https://www.eib.org/en/publications/the-impact-of-private-sector-projects-in-africa-cycle-2.htm>.

## **DONNER CONFIANCE DANS LES SOINS DISPENSÉS PAR LES SAGES-FEMMES**

---

Les soins obstétricaux dispensés par des sages-femmes que propose la petite entreprise sénégalaise NEST constituent une option de qualité et néanmoins abordable dans les cas de grossesses à faible risque et d'accouchements sans complication. Mais le recours à cette option reste limité, car ces services pâtissent d'une mauvaise image. Au moyen d'essais randomisés, les chercheurs ont testé l'impact de différentes manières de transmettre des informations sur les services procurés par les sages-femmes, y compris des sessions de visualisation à base d'histoires et de scénarios. Ils ont constaté qu'avec une campagne d'information plus innovante, les femmes seraient davantage ouvertes à la possibilité de recourir aux services d'une sage-femme et l'impact de NEST s'étendrait parmi les catégories de revenus inférieures. L'entreprise réfléchit à la manière de tirer parti de ces résultats.

## **DÉBOUCHÉS MONDIAUX POUR DE JEUNES ARTISANS LOCAUX**

---

SOKO est une marque de bijoux éthiques qui fait travailler des artisans du quartier de Kibera, à Nairobi, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique subsaharienne. SOKO fournit une plateforme qui met en relation les artisans et les chaînes de valeur mondiales, en tirant parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. L'étude a révélé que SOKO offrait des perspectives aux jeunes artisans, dont beaucoup n'ont fréquenté le système éducatif formel que de manière limitée, mais que cela profitait peu aux femmes, qui semblent avoir plus de mal à accéder au statut d'artisan. Une analyse comparative laisse penser que SOKO a sans doute accru les moyens de subsistance de ses fournisseurs, même si le lien de causalité est difficile à établir avec certitude. Enfin, l'étude montre que SOKO a amélioré les connaissances des artisans en matière de pratiques environnementales et de risques professionnels et a renforcé leur capacité à dégager d'autres revenus au-delà de leur chiffre d'affaires réalisé avec SOKO.

# VOLUMES DE PRÊT

**S**auf indication contraire, les volumes de financement présentés ici concernent tous les contrats signés en 2020 pour des projets situés en dehors de l'Union européenne. Ils comprennent les contrats signés pour de nouveaux projets dont le premier contrat de financement a été signé en 2020. Ils incluent aussi quelques opérations s'inscrivant dans la suite d'opérations précédentes, pour des projets plus anciens qui ont déjà été exposés en détail dans un rapport par le passé (les premiers contrats de financement pour ces projets ayant été signés au cours d'exercices antérieurs). Ces chiffres sont conformes aux données habituellement rapportées par la BEI sur les volumes de prêts.

Le périmètre utilisé pour rendre compte des résultats des projets dans le présent chapitre est légèrement différent. Pour éviter une double comptabilisation, sont uniquement rapportés les résultats pour les opérations nouvelles (premier contrat de financement signé en 2020), et non pour les opérations qui sont la suite d'une opération précédente au titre du même projet, dont les résultats attendus ont déjà été communiqués. Dans la section intitulée « LES RÉSULTATS QUE NOUS ATTENDONS DES PROJETS NOUVEAUX », nous présentons également la ventilation des volumes de prêts par secteur et par type d'instrument pour les nouveaux projets uniquement. Nous présentons ici l'engagement total de la BEI (prêts approuvés). Cela couvre à la fois le montant « signé » en 2020 et tout solde approuvé prospectif à signer dans le cadre de contrats futurs. Le tableau ci-dessous présente une ventilation des volumes de prêts pour 2020, tant pour les nouveaux projets que pour les projets plus anciens.

## Volumes globaux de prêt en 2020 (Mio EUR)

	Projets nouveaux (contrat de financement signé en 2020)				Projets anciens (contrat de financement signé avant 2020)	Total des contrats signés
	Coût total du projet	Financement approuvé	Contrats signés en 2020	Volume en attente de signature		
Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	7 082	2 219	2 112	107	133	2 245
Amérique latine et Asie	3 554	1 780	1 443	337	26	1 469
Pays du voisinage oriental	1 797	1 125	1 125	0	88	1 213
Pays en phase de préadhésion	1 339	862	820	42	53	873
Pays voisins du Sud	14 201	4 529	3 380	1 149	78	3 459
Mise en place des infrastructures économiques et sociales		5 698	4 812	887	229	5 040
Développement du secteur privé local		4 817	4 069	748	149	4 218
Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets		3 650	2 785	865	27	2 811
Intégration régionale		1 116	1 115	1	113	1 228
<b>Total</b>	<b>27 973</b>	<b>10 515</b>	<b>8 880</b>	<b>1 635</b>	<b>378</b>	<b>9 258</b>

Remarque : deux projets en République d'Afrique du Sud sont inclus dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'Asie centrale est incluse sous la rubrique Amérique latine et Asie. Les prêts accordés pour un projet donné peuvent soutenir plus d'un objectif.

# POSTFACE

**T**out est intimement lié. Avec la pandémie, nous sommes confrontés à une crise à court terme. Pourtant, nous ne pouvons, un seul instant, mettre de côté la menace à long terme que représentent les changements climatiques. Et la solution à ces problèmes mondiaux est hors de portée même pour le pays ou la région disposant de la plus grande puissance – il nous faut agir à l'échelle planétaire. Nous devons, pour ainsi dire, nous relier de plus en plus. Notre diplomatie, nos valeurs, nos innovations, nos investissements doivent viser à résoudre les problèmes de tout le monde, sans quoi ils ne régleront rien du tout.

Les activités de développement comme celles présentées dans ce rapport apportent leur pierre à l'édifice.

La Banque européenne d'investissement reprend à son compte les politiques de l'UE et les transpose dans l'économie réelle, où qu'elle intervienne. En dehors de l'Union européenne, nous avons signé 10 milliards d'euros d'investissements en 2020, dont la moitié en Afrique. Nous avons accéléré les décaissements et revu à la hausse notre aide aux projets existants. Qu'il s'agisse de microcrédits ou de grands prêts à des acteurs publics, nous nous sommes concentrés sur une réponse rapide au COVID-19 – sans oublier que nous croyons en une relance verte qui réoriente les économies et met les pays en développement sur la voie d'un avenir durable et résilient.

S'agissant de COVAX, nous avons pris un engagement fort dans le cadre de l'équipe d'Europe aux côtés de la Commission européenne, et nous avons soutenu toute une série d'autres investissements dans le secteur de la santé. Les partenariats tels que l'équipe d'Europe sont devenus primordiaux pour coordonner une action rapide et décisive entre divers organismes, voire entre divers continents. Il en résulte une plus grande efficacité et un meilleur impact sur le terrain, avec à la clé des vies améliorées et sauvées. Puisque nous avons tous été touchés par la pandémie, nos projets viennent affirmer que nous ne pouvons pas produire de vaccins que pour les pays industrialisés. En effet, notre santé, elle aussi, fait l'objet d'une forte imbrication. En Afrique, d'autres maladies sont souvent porteuses d'une menace plus grande que le COVID-19, en réalité. En collaboration avec la fondation KENUP, nous avons lancé un projet visant à accroître la production locale de composants pharmaceutiques en Afrique.

Indépendamment de la pandémie, nous constatons la poursuite de la crise climatique et ses répercussions sur les pays en développement, tels que les petits États insulaires du Pacifique, qui sont extrêmement menacés par l'élévation du niveau des océans. L'Afrique est la région qui contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, elle est lourdement touchée par les changements climatiques. La croissance démographique et le progrès économique exigent une augmentation rapide de l'approvisionnement en électricité, les sources d'énergie durables et l'efficacité énergétique étant le fondement d'une prospérité à long terme. C'est pourquoi la coopération entre l'Afrique et l'Europe importe tant. L'Europe est un chef de file mondial dans le secteur des énergies renouvelables. Les acteurs européens sont donc bien armés pour accompagner l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour s'affranchir des combustibles fossiles et ainsi réaliser les objectifs de l'accord de Paris. Nos investissements bien ciblés peuvent soutenir la transition écologique et contribuer au développement social. Ils renforcent la capacité d'adaptation des populations et des régions les plus menacées par les changements climatiques.

Nous ambitionnons d'en faire davantage en matière de biodiversité et d'adaptation dans les pays en développement et de décarboner le réseau au moyen de projets qui associent souvent les énergies renouvelables à l'expansion des industries numériques, à l'instar de notre travail avec Orange en Guinée, où les générateurs diesel alimentant les antennes-relais de téléphonie mobile sont remplacés par des panneaux solaires. Nous continuerons de mobiliser des investissements en faveur des cheffes d'entreprise.





**“ La Banque européenne d’investissement reprend à son compte les politiques de l’UE et les transpose dans l’économie réelle, où qu’elle intervienne. ”**

Notre initiative ShelInvest a obtenu d’excellents résultats pour ce qui est d’aider les femmes à accéder au microfinancement et à participer à la chaîne de valeur agricole. Nous introduisons une perspective sexospécifique dans des types de projets qui, par le passé, ne prenaient pas en considération les femmes. C’est notamment le cas de nos investissements dans les transports urbains en Inde. Nous veillons à ce qu’il y ait des conductrices et des voitures réservées aux femmes qui permettent à ces dernières de se déplacer en se sentant en sécurité.

Nous disposons de toute une gamme d’instruments: garanties de prêts, apports directs de fonds propres, prêts de premier rang, et proposons une assistance technique pour la préparation des projets. Nous investissons également dans des fonds qui aident les petites entreprises africaines et dans d’autres qui mettent en œuvre des projets novateurs dans le domaine des énergies renouvelables dans tous les pays en développement. Dans tous les secteurs, notre panoplie d’instruments est diverse, car, même si nous sommes tous liés, nous sommes tous différents. Notre approche est suffisamment nuancée pour tenir compte de cette réalité.

Les pays en développement font partie intégrante des objectifs climatiques que nous nous sommes fixés au cours de l’année écoulée. La sécurité face aux changements climatiques est à l’image de tous nos autres objectifs que sont la prospérité économique, l’amélioration de la santé et la promotion de sociétés plus inclusives: tant qu’une partie du monde, quelle qu’elle soit, est laissée pour compte, la qualité de vie de tous s’en trouve amoindrie. À la Banque européenne d’investissement, nous sommes ambitieux pour l’Europe et pour le monde entier.

**Ambroise Fayolle et Thomas Östros**  
*Vice-présidents chargés du développement*

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA BEI ET LE DÉVELOPPEMENT**

[www.eib.org/development](http://www.eib.org/development)



# SOLUTIONS MONDIALES, PARTENARIATS INTERNATIONAUX

## RAPPORT 2021 DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT



La Banque européenne d'investissement est la banque de l'Union européenne et ses actionnaires sont les 27 États membres de l'UE. Bien que nous réalisons l'essentiel de notre travail au sein de l'Union européenne, nous investissons chaque année environ 10 milliards d'euros au-delà de ses frontières. Cela fait de nous l'une des premières institutions de financement du développement au monde. Nous avons toujours rendu compte de ces investissements partout dans le monde dans diverses publications, mais, cette année, nous publions pour la première fois le Rapport de la BEI sur le développement, qui résume tout ce que nous faisons à l'extérieur de l'Union européenne. Voici, dans un format convivial et détaillé, le constat de notre action dans le monde, des marchés de l'Europe aux États fragiles et aux pays les moins avancés. Il s'agit d'un bilan de notre impact et de notre efficacité dans des domaines qui ne sont pris en charge par aucune autre institution de développement d'envergure européenne.



**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

eBook: ISBN 978-92-861-5053-1  
print: ISBN 978-92-861-5005-0  
html: ISBN 978-92-861-4995-5  
pdf: ISBN 978-92-861-4999-3

FR 08/2021